

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCES PUBLIQUES DU:

MERCREDI 17 DÉCEMBRE 2014

ET DU

MARDI 30 DÉCEMBRE 2014

TOME IV

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Rue Boussinesq Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative Avenant n° 2

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a décidé le principe d'une double vente, la Ville cédant à Eiffage Immobilier Méditerranée une emprise foncière située rue Boussinesq, et Eiffage cédant à la Ville des locaux construits comprenant une crèche de 1344 m² (locaux livrés bruts) et une salle associative de 128 m². Le montant des deux ventes est de 1 552 000 € TTC.

Par délibération en date du 25 mars 2013, la Ville a approuvé l'avenant n° 1 ayant pour objet la réalisation d'études et de travaux complémentaires facilitant l'interface entre le chantier des logements et l'aménagement de la crèche.

Le présent avenant a pour objet la réalisation de travaux d'adaptation et de levées de réserves afin de mieux correspondre au besoin de la Ville. Sont notamment prévus des travaux de réservations, d'étanchéité, d'alimentation d'eau, de flocage coupe-feu.

La date prévisionnelle d'achèvement est fixée au 22 décembre 2014.

Le montant des travaux reste inchangé.

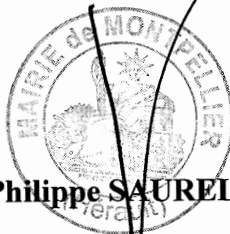
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°2 au contrat de VEFA ;
- d'acter le report de la date d'achèvement au 22 décembre 2014 ;

- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

AVENANT DE TRAVAUX N°2

| | |
|--|--------------------------------------|
| OPERATION | : VILLA JULIETTE – Montpellier |
| MAITRE D'OUVRAGE | : EIFFAGE IMMOBILIER MEDITERRANEE |
| ARCHITECTE | : BOYER – PERCHERON - ASSUS |
| ENTREPRISE GENERALE | : EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC |
| OU MANDATAIRE DU GROUPEMENT (si groupement) | : |

Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'acte signé le 22/10/2012, concernant la vente en l'état futur d'achèvement, par Eiffage Immobilier Méditerranée à la Ville de Montpellier, des lots 1 et 2 dépendant de l'ensemble immobilier dénommé « Villa Juliette », situé 6, rue Boussinesq à Montpellier.

Article 1 : Consistance et caractéristiques techniques des biens

Afin de mieux adapter à son usage futur la consistance des fractions vendues du bâtiment qui composent les lots 1 et 2, un certain nombre d'adaptations s'avèrent nécessaires. Ces adaptations sont détaillées dans l'annexe 1 « Tableau des actions à mener » et dans l'annexe 2 « Plan de repérage des actions à mener », jointes au présent avenant. En cas de contradiction avec l'acte du 22/10/2012, les modifications et adaptations décrites dans ces annexes 1 et 2 prévalent.

Article 2 : Délais

Compte-tenu de ces adaptations, le délai d'achèvement tel que défini au chapitre « Conventions de construction, pour suite, achèvement de la construction », article 4 « Délai d'achèvement » en page 12 du contrat de VEFA est modifié. Ce délai est prolongé de 8 mois pour une livraison fixée au 22 décembre 2014, au plus tard.

Article 3 : Conditions d'exécution des travaux d'adaptation

L'annexe 3 « Protocole des conditions de réalisation » au présent avenant définit les conditions de réalisation de ces travaux d'adaptation. Elle définit également les conditions d'interventions des entreprises du vendeur, lesquelles se feront de manière coordonnée avec la réalisation, par l'acquéreur, de ses propres études techniques et travaux.

Article 4 : Livraison des locaux

La livraison aura lieu à l'achèvement des travaux d'adaptation par le vendeur. Elle fera l'objet d'un PV de livraison complété par un PV de réception des travaux, assorti éventuellement de réserves. Le PV définira le délai maximum pour lever les dites réserves ainsi que les conditions d'intervention pour lever ces réserves.

Article 5 : Définition de l'achèvement

L'article 5 « Définition de l'achèvement » du chapitre « Conventions de construction, poursuite et achèvement de la construction », page 13, est complété par : « *L'achèvement sera constaté par l'acquéreur aux conditions du chapitre « Prise de possessions et modalités ».*

Dans ce cadre, la réception des travaux d'adaptation sera accompagnée du rapport final du bureau de contrôle, des DOE ainsi que de l'ensemble des documents listés dans l'annexe 4 « Tableau des documents à fournir ».

Cette réception fera l'objet d'un PV spécifique.

Article 6 : Entrée dans les lieux de l'acquéreur

Compte-tenu des délais complémentaires tels que définis à l'article 2, l'acquéreur a nécessité d'entrer dans les locaux pour préparer ses propres aménagements intérieurs.

A cet effet, il est expressément convenu entre les parties que dans le 3^{ème} paragraphe de l'article B « Défaut de conformité » page 22, la rédaction : « *Il est rappelé que la seule occupation ou remise des clés vaut prise de possession, quand bien même le procès-verbal de livraison, constat des lieux (...) n'aurait pas été établi par les comparants* » est remplacée par : « *le vendeur autorise l'acquéreur à entrer dans les lieux pour préparer ses aménagements à partir du 24 novembre 2014. Cette remise des clés ne vaut pas prise de possession* ».

Il est convenu entre les parties que l'annexe 5 vaut état des lieux avant remise des clés.

Article 7 : Délais de garantie

Les délais de garantie restent ceux donnés en page 24 du contrat de VEFA, au chapitre « Garanties des défauts de la chose vendues », article « Durée de Garanties ».

Le point de départ sera celui de la réception des travaux d'adaptation.

Le vendeur, lors de la signature du présent avenant, fournit à l'acquéreur tous documents et attestations d'assurance justifiant la bonne prise en compte de l'ensemble de ces garanties.

Article 8 : Interventions du vendeur

Un calendrier d'intervention des entreprises du vendeur sera établi au plus tard pour le 1/12/2014.

Les conditions de réalisation sont définies dans l'annexe 3 au présent avenant.

Article 9 : Article « prix »

Elles demeurent inchangées.

Montant de la VEFA du 22/10/2012..... 1 297 658,86 €

Montant de l'avenant n°162 488,00 €

Montant total de la VEFA en Euros H. T. 1 360 146,86 €

Soit un million trois cent soixante mille cent quarante-six euros, quatre-vingt-six centimes H. T.

Article 10 : Effet sur le contrat initial

Les annexes 1 à 5 font parties intégrale du contrat.

Les autres clauses du contrat de VEFA demeurent inchangées.

604

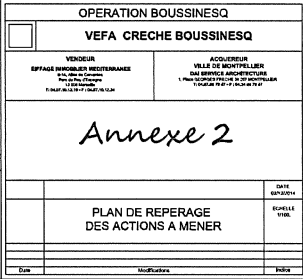
| PIECE | N° | OBJET | CONSTAT | CONSEQUENCES | DATE DE REALISATION | NEGOCIATION | ACTIONS A MENER |
|------------------------------------|----|--|--|--|------------------------------------|--|---|
| Vestiaires-Sanitaires du personnel | 1 | Sorties EU des sanitaires de la crèche. | Erreur d'implantation : par rapport au mur de façade sur rue, la cote demandée est de 514 cm, la cote relevée de 478 cm. | Les évacuations ne sont pas axées sur les cuvettes. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser par Effrage I.M. selon plan de repérage |
| | 2 | sorties EU de 3 douches décalées | Erreur d'implantation par rapport aux cotés fournis | Les évacuations ne sont pas axées sur les bacs à douches. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser s par Effrage I.M. selon plan de repérage |
| | 3 | Cheminement d'une VMC supposée en plafond venant du Local Associatif. | Ajout non prévu d'une gaine de diamètre de 200 cm qui traverse le local en plafond depuis les sanitaires du Local Associatif | Possibilité de fuite en faux-plafond de la crèche. La maintenance du réseau du local associatif via la crèche est pénalisant pour les 2 M. d'Ouvrages. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 3/10/2014 | MISE EN PLACE D'UN CLAPET CF par Effrage I.M. Fournir l'attestation du bureau de contrôle. |
| | 4 | Cheminement de 2 gaines calorifugées en plafond venant du Local Associatif. | Ajout non prévu de 2 gaines supposées en pression qui traverse le local en plafond | Possibilité de fuite en faux-plafond de la crèche. La maintenance du réseau du local associatif via la crèche est pénalisant pour les 2 M. d'Ouvrages. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser par Effrage I.M. par la pose d'une goulotte. |
| | 5 | Sortie EU de l'évier de la crèche. | Manquant : la réservation prévue sur le plan "limite de prestation" n'a pas été réalisée. Elle est aujourd'hui obsolète car mal implantée. La gaine doit être démontée afin de pouvoir se piquer sur le réseau EU des logements. L'évacuation de la crèche doit se faire dans la gaine qui est à proximité de l'évier et ne doit pas se connecter dans une sortie dédiée à un sanitaire. | Avant le 26/11/2014 | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser par Effrage I.M. selon plan de repérage | |
| WC / Douche personnel PMR Femme | 6 | Sortes EU du sanitaire et du lavabo PMR de la crèche. | Manque : le raccordement des appareillages de la crèche ne peut se faire sur le réseau EU des logements. | La gaine doit être séparée en 2 parties dont l'une sera dévolue à la crèche. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser par Effrage I.M. selon plan de repérage |
| | 7 | Pénétration de la gaine supposée de VMC venant du Local Associatif. | Ajout non prévu : d'une gaine de diamètre de 200 cm qui traverse le local en plafond depuis les sanitaires de la zone non aménagée | Possibilité de fuite en faux-plafond de la crèche. La maintenance du local associatif via la crèche ce qui est pénalisant pour les 2 M. d'Ouvrages. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 3/10/2014 | MISE EN PLACE D'UN CLAPET CF par Effrage I.M. Fournir l'attestation du bureau de contrôle. |
| | 8 | Menuiserie haute extérieure | Mise en œuvre non conforme : la jonction entre la menuiserie aluminium et le GC est réalisée par un joint silicone trop important. | Possibilité d'infiltration d'eau de l'extérieur au regard de la non conformité de la mise en œuvre . | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser par Effrage I.M. selon avis du bureau de contrôle. |
| Lingerie | 9 | Siphons | Manque : un siphon n'est pas traité avec le principe du coupe-feu / aux garages . | Le coupe-feu par rapport au tiers n'est pas assuré | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Réalisation par Effrage I.M. d'un décaissé dans la dalle de 25x25cm. H de 12cm centré sur une évacuation d'EU pour permettre l'encastrément d'un siphon de sol selon plan de repérage. |
| | 10 | Bac à graisse | Vérification: bac en sous-sol et fonctionnement | Pour mise en service de la restauration | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Le bac à graisse est en place selon Effrage IM qui fournira l'attestation de mise en service réalisée par l'entreprise ayant fourni et posé le bac et datant de moins d'un mois de la livraison des locaux à la Ville. |
| | 11 | Sas : porte vitrée intérieure, rechargement sur sol pour forme de pente, garde-corps vitré | Manque : travaux supplémentaires liés directement à la mauvaise implantation altimétrique de la crèche demandé par Effrage | Ces travaux seront réalisés par Effrage lors des travaux ville, l'intervention sera calée afin de ne pas perdre de temps de chantier. | PAR LA VILLE | ACTE AU 26/09/2014 | Fourniture et pose par Effrage I.M d'une porte automatique vitrée conforme à la réglementation accessibilité handicapés et aux exigences de la PMI (anti-pince doigts et système de sécurité adapté: pas d'ouverture possible par un enfant) . Fournir les plans d'EXE pour validation par la Ville avant la pose. |
| Hall d'entrée | 12 | Menuiserie extérieure donnant sur l'entrée de la crèche. | Mise en œuvre non conforme : la menuiserie ne touchant pas le linteau maçonné, un élément métallique a été rajouté en applique à l'intérieur du hall, cette mise en œuvre ne respecte pas . | Un retour d'isolant et une lablette de finition sont à créer au niveau de l'allège. Ces prestations ne sont prévues à l'appel d'offre. | Avant le 12/12/2014 | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser par Effrage I.M. Fournir les détails d'exécution pour validation par la Ville avant réalisation. |

| PIECE | N° | OBJET | CONSTAT | CONSEQUENCES | DATES DE REALISATION | NEGOCIATION | ACTIONS A MENER |
|--------------------|----|---|--|---|------------------------------------|--------------------|---|
| Local Poussette | 14 | Boîte aux lettres | Manque : Boîte aux lettres | Pour être conforme aux prescriptions | PAR LA VILLE | ACTE AU 26/09/2014 | Fourniture et pose d'une boîte aux lettres normalisée par Efflage I.M. selon avis du bureau de contrôle: un déplacement de la boîte aux lettres est demandé dans le RICT pour la conformité à la réglementation handicapés. Fournir l'attestation de conformité du bureau de contrôle. |
| | 15 | Etanchéité et relevés d'étanchéité par bandes solines, COURRIER DE RELEVÉ DE DECISION DU 23 OCT 2013. | Mise en œuvre non conforme : ces relevés ne sont pas adaptés pour le traitement de sol prévu par la ville (dallage) mais pour des dalles sur plots, fortement déconseillées par les prescriptions P.M.I. | Pour être conforme aux prescriptions de la P.M.I. et relever doivent dépasser de 10cm minimum du dallage. | Avant le 22/12/2014 | ACTE AU 3/10/2014 | Travaux à réaliser par Efflage I.M.: reprise des relevés d'étanchéité à plans d'exécution pour validation par la Ville. |
| | 16 | Poteau traitement des angles | Mise en œuvre non conforme : les angles du poteau doivent être chanfreinés à la demande de la P.M.I.. | Demande non conforme aux prescriptions et à la | Seon planning ville communiqué | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser par Efflage I.M. : pose de baguettes d'angle caoutchoutées arrondie et reboutée jusqu'à H=100 cm du sol fini. |
| | 17 | Gaine prévue dans le local ménage. | Modification : la gaine prévue est inutile car elle ne sera pas utilisée par les descentes des étages, la sortie EU du vide-seau a été rebouchée alors qu'elle est nécessaire. | La surface du local ménage est augmentée de la dimension de la gaine, et ne dispose plus de l'évacuation nécessaire à l'usage destiné au local. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 3/10/2014 | Efflage I.M. doit récupérer une évacuation EU rebouchée pour un vidoir dans le local ménage et supprimer la gaine prévue qui ne sert pas puisqu'il a pas de descentes EU des étages. |
| Unité des BébéS | 18 | Sortie EU du matériel "LOXOS" du local | Manque : la réservation pour la sortie EU prévue sur le plan "l'imite de prestation" n'a pas été réalisée. | Le local ne peut remplir correctement son office sans le matériel exos dans ce bureau. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 3/10/2014 | Travaux à réaliser par Efflage I.M. selon plan de repérage. |
| | 19 | Gaine encoffrement | Gaine réalisée : entièrement refermée. | La gaine doit être démontrée afin de pouvoir se piquer sur le réseau EU des logements. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Efflage I.M doit faire ressortir de la gaine une attente positionnée selon plan de repérage. |
| | 20 | Sortie EU du sanitaire dans le local | Gaine réalisée : entièrement encoffrée, ses dimensions ne respectent pas le projet de la crèche et l'attente EU de la crèche est manquante. Manque : la réservation pour une des sorties EU des sanitaires enfants prévues sur le plan "l'imite de prestation" n'a pas été réalisée. | Chaque sanitaire a son évacuation propre comme demandé suivant les annexes du contrat VEA. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Efflage I.M doit créer une attente selon plan de repérage. |
| | 21 | Sortie EU de l'auge du local Change n°2 | Manque : la réservation pour la sortie EU de l'auge n'a pas été réalisée. | Change apparaît à son évacuation propre. Le local ne peut fonctionner suivant la destination du projet | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 3/10/2014 | Efflage I.M doit créer une attente selon plan de repérage. |
| Unité des Moyens 2 | 22 | Poteau traitement des angles | Mise en œuvre non conforme : les angles du poteau doivent être chanfreinés à la demande de la P.M.I.. | Demande non conforme aux prescriptions et à la | PAR LA VILLE | ACTE AU 26/09/2014 | Travaux à réaliser par Efflage I.M. : pose de baguettes d'angle caoutchoutées arrondie et reboutée jusqu'à H=100 cm du sol fini. |
| | 23 | Change 2 évacuation des WC | Erreur d'implantation : les sorties EU de 3 WC n'ont pas été implantées tel que demandées. | Le déplacement des WC rend l'aménagement impossible. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 3/10/2014 | Efflage I.M déplacera les attentes selon plan de repérage. |
| | 24 | Sorties EU du sanitaire. | Manque : la réservation pour le sanitaire enfant dans le local a été rebouchée alors quand le siphon de sol et son coupe-feu a été réalisé. | Le local ne peut fonctionner suivant la destination du projet sans l'évacuation EU du sanitaire enfant dans la pièce. | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 26/09/2014 | Efflage I.M recréera la réservation pour le siphon de sol et coupe feu selon plan de repérage. |
| | 25 | Sortie EU du vide seau dans le local ménage | Manque : la réservation pour la sortie EU du vide-seau n'a pas été réalisée. | Le local ménage ne peut remplir son office sans | Réalisé le 10/10/2014 - à vérifier | ACTE AU 3/10/2014 | Efflage I.M. créera une évacuation EU pour le vide seau selon plan de repérage. |
| Unité des Grands | 26 | Gaine du sanitaire personnel P.M.R. | Gaine réalisée : entièrement encoffrée, les dimensions de la gaine empiète sur l'accès | Le local sanitaire P.M.R se doit de respecter des | Avant le 03/12/2014 | ACTE AU 26/09/2014 | Efflage I.M fera déplacer les attentes et reconfigurera la gaine en repérage. |
| | 27 | Vidange et socle pour matériel | Manque : une vidange en chautefère (Ø80 mm | Le local ne peut remplir son office en l'état. | Avant le 12/12/2014 | ACTE AU 26/09/2014 | Efflage I.M doit faire poser la vidange EU et faire réaliser un socle béton . caractéristiques communiquées par la Ville et selon plan de repérage . Réalisation après validation des plans d'exécution par la Ville. |
| | 28 | Grille anti-insectes et acoustique | Manque: grille anti moustique/volaile sur la VB et prise AN/Rejet pour le groupe selon la demande du bureau d'études . | Le local chaufferie doit répondre aux exigences acoustiques très précises. | PAR LA VILLE | ACTE AU 26/09/2014 | Ventilation basse, une prise AN/Rejet pour le groupe selon plan de repérage . La fiche technique de cette grille doit être communiquée à la Ville pour vérifier les caractéristiques acoustiques et techniques. Les détails d'exécution seront soumis à la validation de la Ville avant pose. |
| | 29 | Porte extérieure du local | Modification : la porte prévue à 2 vantaux est réalisée avec 1 seul vantail. Elle ne s'ouvre pas complètement sur l'extérieur ce qui ne permet pas la livraison et pose du matériel. | Le local ne peut remplir son office en l'état. | Avant le 22/12/2014 | ACTE AU 3/10/2014 | Efflage I.M fera remplace la porte à un vantail (voir plan de repérage) par une porte à deux vantaux . Les détails d'exécution de cette porte seront soumis à la validation de la Ville avant pose. |



27/7/2014

| GENERALITE | N° | OBJET | CONSTAT | CONSEQUENCES | DATES DE REALISATION | NEGOCIATION | ACTIONS A MENER |
|---|----|--|---|--|--|--------------------|---|
| Eau courante dans la VEFA | 39 | Coffret technique de la crèche | en place (situé devant la chaufferie) est le compteur de chantier (Référence : C09AA264985). L'abonnement est au nom de : EIFFAGE CONSTRUCTION depuis le 27/02/2013 et toujours actif d'un diamètre du compteur : 15mm. | Un compteur de diamètre 30mm (délivrant un Qn de 6 m3/h) est nécessaire. Or la canalisation d'arrivée actuelle ne le permet pas. | Selon VEOLIA FAIRE INTERVENIR DANS L'URGENCE A | ACTE AU 26/09/2014 | Eiffage I.M. fera installer une alimentation AEP de diamètre 30mm (33/42) dans la chaufferie selon plan de repérage. |
| Attentes pour branchements en pied de façade | 40 | Alimentation en attente en pied de façade | Manque: arrivée des réseaux EDF, Eau, gaz, courant faible, AEV pour pose des coffrets. | La crèche ne peut fonctionner sans ces alimentations. | Avant le 22/12/2014 | ACTE AU 26/09/2014 | Eiffage I.M. fera réaliser les arrivées des réseaux de gaz, électricité, eau, ...en pied de façade et jusqu'aux coffrets prévus selon de repérage conformément aux exigences des concessionnaires et de la Ville. |
| Fourreaux de pénétration des réseaux dans le bâtiment | 41 | Fourreaux pour passage des réseaux d'intérieur à l'extérieur du bâtiment | Manque: mise en place des fourreaux | Le passage des réseaux entame les structures et les enduits defaçades | PLANNING A COMMUNIQUER PAR LA VILLE | ACTE AU 26/09/2014 | Eiffage I.M. fera réaliser les réseaux en sous-sol pour le raccordement électrique depuis le compteur jusqu'au local TGBT et pour le raccordement gaz, depuis le compteur jusqu'à la chaufferie. Eiffage I.M.fera réaliser l'arrivée de 5 lignes de téléphone jusqu'au local autocom par le sous-sol. Eiffage I.M fera réaliser les pénétrations en façades pour l'alarme anti-intrusion, incendie, le contrôle d'accès selon les indications qui lui seront précisées par la Ville. Eiffage I.M. fera réaliser ces interventions après validation des détails d'exécution par la Ville et le bureau de contrôle. |
| Contrôle d'étanchéité des conduits de fumée et VH | 42 | Contrôle | Document attendu: rapport contrôle | Pour réception avant travaux Ville | Avant le 22/12/2014 | ACTE AU 26/09/2014 | Eiffage IM fera réaliser le contrôle d'étanchéité des conduits de fumées et VH par un organisme agréé et communiquera l'attestation de conformité à la Ville après validation par le bureau de contrôle. |
| Réseaux | 43 | Contrôle | Document attendu: rapport contrôle caméra des réseaux livrés | Pour réception avant travaux Ville | Avant le 22/12/2014 | ACTE AU 26/09/2014 | Eiffage IM veillera à assurer la Ville du bon état des réseaux livrés. Aussi, Eiffage I.M. fera réaliser un passage caméra dans tous les réseaux d'EU et EP par un organisme agréé et communiquera l'attestation de conformité et le rapport. |
| Sécurité incendie | 44 | Flocage en plafond | Manque : reprises ponctuelles (poutres, plafonds, gouttières, évacuations...) | Le coupe-feu par rapport au tiers n'est pas assuré | Avant le 22/12/2014 | ACTE AU 26/09/2014 | Eiffage IM fera réaliser les reprises de flocage, y compris après interventions et fera valider les flocages par le bureau de contrôle. Une attestation de conformité sera remise à la Ville par le bureau de contrôle et l'entreprise à la date de la dernière intervention d'Eiffage. |



VEFA DES LOCAUX DE LA CRECHE BOUSSINESQ
TRAVAUX D'ADAPTATION DES LOCAUX
PROTOCOLE DES CONDITIONS DE REALISATION
ANNEXE 3

Dans le cadre des travaux d'adaptation des locaux qui doivent être livrés à la Ville, il est convenu entre la Ville et Eiffage I.M. :

1 – Avant toute intervention, Eiffage I.M. fera valider les détails d'exécution des travaux réalisés par la Direction architecture et Immobilier de la Ville et par le bureau de contrôle QUALICONSULT ;

2 – Toute intervention sur des existants sera réalisée par les entreprises en charge des travaux initialement afin de simplifier les recherches en garantie. Une attestation de la part de ces entreprises sera fournie par Eiffage I.M. pour confirmer le respect des garanties ;

3 – A l'issue des travaux, Eiffage I.M. fera valider leur exécution et le respect des détails d'exécution par le bureau de contrôle QUALICONSULT ainsi que par la Direction architecture et Immobilier de la Ville. Un Procès-Verbal contradictoire de réception des travaux d'adaptation actera la liste des réserves à faire lever par Eiffage I.M. Ces réserves pourront porter sur les travaux d'adaptation, mais aussi sur des dégradations des existants générées lors des travaux d'adaptation ;

4 – Les interventions pour la levée des réserves mentionné au Procès-Verbal sus-cité seront réalisées selon un planning fixé par la Ville et en fonction des contraintes de chantier d'aménagement de la crèche de façon à éviter la cohabitation entre les entreprises mandatées par la Ville et celles mandatées par Eiffage I.M. ;

5 – Les interventions pour la levée des réserves mentionné au Procès- Verbal sus-cité seront réalisées selon les contraintes d'intervention fixées par la Ville et en fonction des contraintes de chantier d'aménagement de la crèche ou de cohabitation avec occupants si les locaux sont en activité ;

oOo

D.A.I. le 26/11/2014

610

VEFA DES LOCAUX DE LA CRECHE BOUSSINESQ

DOCUMENTS A REMETTRE PAR EIFFAGE I.M.

ANNEXE 4

En complément du procès-verbal de livraison des locaux de la crèche Boussinesq, les documents suivants sont attendus de la part d'Eiffage I.M. :

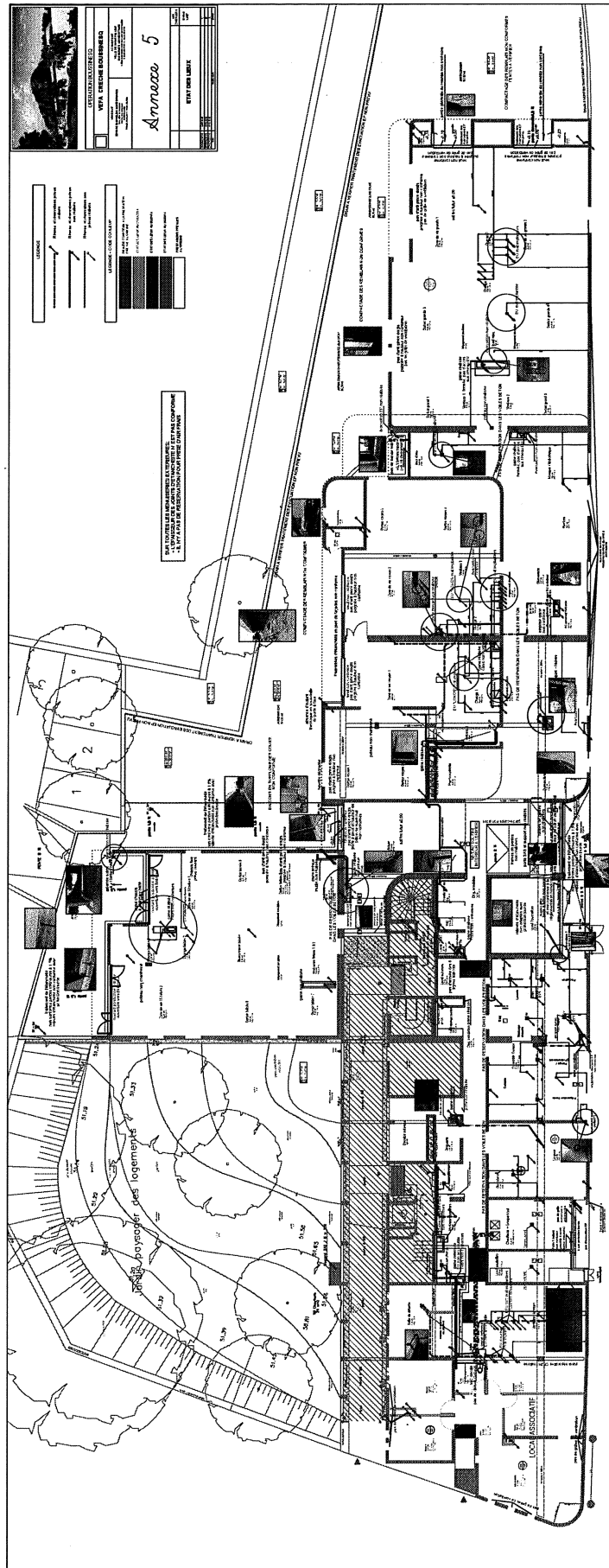
1. La liste des clefs ;
2. Le numéro de PDL ;
3. Le DPE ;
4. Le rapport du test d'infiltrométrie ;
5. L'adresse postale ;
6. Le DIUO ;
7. L'Etude acoustique et le rapport des test d'isolement phonique par rapport aux tiers ;
8. Les DOE qui seront complétés et modifiés après intervention sur les travaux à réalisés dans le cadre de la levée des réserves (tableau des réserves et travaux à réaliser) ;
9. Les attestations de garantie des entreprises après intervention sur les travaux à réalisés dans le cadre de la levée des réserves (tableau des réserves et travaux à réaliser) ;
10. Le rapport de passage caméras dans les réseaux ;
11. Le rapport de contrôle d'étanchéité des conduits de fumées et VH ;
12. Le rapport d'essais de compactage des remblais (pénétromètre) après intervention sur les travaux à réalisés dans le cadre de la levée des réserves (tableau des réserves et travaux à réaliser) ;
13. Le rapport final bureau de contrôle complété par les attestations de conformité du bureau de contrôle après intervention dans le cadre de la levée des réserves (tableau des réserves et travaux à réaliser) ;
14. L'exemplaire intégral du Permis de construire;
15. La déclaration d'achèvement des travaux;
16. Le certificat de conformité ;
17. L'Attestation de non contestation de conformité et avenants de Polices d'assurance obligatoires de construction;

Ces documents prendront en compte les travaux d'adaptation faisant l'objet de l'avenant 2.

oOo

D.A.I. le 26/11/2014

6u



Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Fourniture et livraison de fioul - Appel d'offres-

Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Villeneuve-Lès- Maguelone, le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, Pignan, Lavérune, Saint Brès et Saint Jean de Védas.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du marché « fourniture et livraison de fioul » pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, de Pignan, de Lavérune, de Saint Brès, de Saint Jean de Védas et le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, il est nécessaire de lancer une mise en concurrence (appel d'offres) afin de rationaliser les acquisitions et de réaliser des économies d'échelle.

Il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes publiques entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, de Pignan, de Lavérune, de Saint Brès, de Saint Jean de Védas et le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone selon la convention annexée à la présente délibération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert conformément **aux articles 57 à 59 et 76** du code des marchés publics. Le montant annuel estimatif HT des commandes pour la Commune de Montpellier est de **53 600 € HT/ an**.


L'objectif de l'appel d'offres ouvert est la conclusion d'un accord cadre multi attributaire (3 minimum sous réserve d'un nombre de candidats suffisant) d'une durée d'un an reconductibles trois fois.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres ouvert pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et les communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, Pignan, Saint-Brès, Saint Jean de Védas, Lavérune et le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, convention aux termes de laquelle les collectivités et établissements publics délèguent à la Commission d'Appel d'offres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, leur compétence pour attribuer cet appel d'offres ouvert. .-
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

**Convention de groupement de commandes publiques entre la
Communauté d'Agglomération de Montpellier,
la Ville de Montpellier et les communes de Pignan/
Saint Jean de Védas/Saint-Brès/Lavérune
Villeneuve Lès Maguelone et le CCAS de Villeneuve Lès Maguelone**

**Ayant pour coordonnateur
la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

FOURNITURE ET LIVRAISON DE FIOUL

Entre

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-présidente, Déléguée à l'Administration Générale, contentieux et affaires juridiques, agissant en vertu de la délibération de la Communauté d'Agglomération en date du 2014 ;

D'une part,

et

La Commune de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

La Commune de Pignan, représentée par son Maire, Madame Michelle CASSAR, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

La Commune de Saint Jean de Védas, représentée par son Maire, Madame Isabelle GUIRAUD, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

La Commune Saint Brès, représentée par son Maire, Monsieur Laurent JAOUL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

La Commune de Lavérune, représentée par son Maire, Monsieur Roger CAIZERGUES, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

La Commune de Villeneuve Lès Maguelone, représentée par son Maire, Monsieur Noël SEGURA, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

Le CCAS de Villeneuve Lès Maguelone, représentée par son Maire, Monsieur Noël SEGURA, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 2014 ;

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes publiques. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des communes membres du groupement se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de fourniture et livraison de fioul.

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n°2006-975 du 1er août 2006 modifié portant code des marchés publics, et notamment son article 8, en vue de la passation de marchés relatifs à « la fourniture et livraison de fioul » au terme d'une procédure de consultation commune lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention définit les modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

Article 2 – Coordonnateur du groupement

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du code des marchés publics.

En vertu de cet article, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement ...) et passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation....) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature de l'accord cadre et de sa notification, ainsi que des reconductions expresses au nom des Communes membres.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII-1 du code des marchés publics.

Article 3 - Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération est notifiée au coordonnateur.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin du marché.

Article 5 - Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 6 - Commission d'appel d'offres du groupement

Sur le fondement de l'article 8 VII du code des marchés publics, la commission d'appel d'offres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation du titulaire du marché.

A la demande des Communes membres, sur la base de l'article 23 du code des marchés publics, la Vice-présidente Déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, pourra désigner par arrêté des personnalités représentant des communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voix consultative.

Article 7- Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le
Pour la Communauté
d'Agglomération de Montpellier,
La Vice-Présidente Déléguée

Isabelle GUIRAUD

Fait à Montpellier, le
Pour la Commune de Montpellier,
le Maire

Philippe SAUREL

Fait à Pignan, le
Pour la Commune de Pignan
Le Maire

Fait à Saint Jean de Védas, le
Pour la commune de Saint Jean de
Védas,
le Maire

Michelle CASSAR

Isabelle GUIRAUD

Fait à Saint-Brès, le
Pour la commune de Saint- Brès,
le Maire

Fait à Lavérune, le
Pour la commune de Lavérune,
le Maire

Laurent JAOUL

Roger CAIZERGUES

Fait à Villeneuve, le
Pour la Commune de Villeneuve lès
Maguelone,
le Maire

Fait à Villeneuve, le
**Pour le CCAS de Villeneuve lès
Maguelone,
Le Maire**

Noël SEGURA

Noël SEGURA

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Cession et réforme des matériels et des véhicules

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 24 avril 2014 (n°2014/157), il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Cession des véhicules : Direction Energie et Moyens Techniques (DEMT)

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix de vente effectifs.

2) Cession du matériel : DEMT

- Service Energie

Suite à la dépose d'un groupe électrogène diesel du Centre Rabelais (type 12G2 et n° de série 330692) il convient de céder ce matériel. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 100 €.

3) Réforme du matériel : Direction Génie Urbain

- Service Eclairage Public

Suite au programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, le traceur n° 46400464000221 doit être réformé. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner ce matériel. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.

4) Cession du matériel : Direction Génie Urbain

- Service Voirie

Suite au programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, le traceur de découpe GRAPHTEC FC 8600 doit être réformé. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 100 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accepter les cessions et réforme des véhicules et du matériel.
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du Service Parc Auto par l'organisme le Centre 113
- D'autoriser les ventes aux enchères des matériels réformés des Services Energie et Voirie par l'organisme AGORA STORE.
- D'autoriser le recyclage des matériels techniques réformés du Service Eclairage Public, à titre gracieux, par l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et associations retenues.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

DIRECTION ENERGIE MOYENS
TECHNIQUES
Service Achats et Production Graphique

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du **24 avril 2014** (n° 2014/157), il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules : Direction Energie et Moyens Techniques (DEMT)

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de cession et le principe de ces ventes aux enchères.

2) Réforme de matériel : DEMT

- Service Energie

Suite à la dépose d'un groupe électrogène du Centre Rabelais, il convient de céder ce matériel. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 100 €. (La personne intéressée devra procéder à la dépose du groupe électrogène sur le site)

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de cession et le principe de cette vente aux enchères.

3) Réforme de matériel : Direction Génie Urbain

- Service Eclairage Public

Suite au programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, le traceur n°46400464000221 doit être réformés. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner ce matériel. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération réforme et cette mise au rebut.

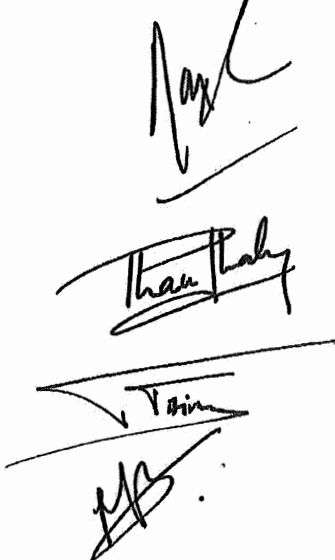
4) Réforme de matériel : Direction Génie Urbain

- Service Voirie

Suite au programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, le traceur de découpe GRAPHTEC FC 8600 ne fonctionne plus et doit être réformé. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 100 €.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de cession et le principe de cette vente aux enchères.

**Signatures des membres
de la Commission de réformes**



The block contains four handwritten signatures, stacked vertically. The first signature is a stylized 'M'. The second signature appears to be 'Thau' followed by a flourish. The third signature is 'Tain' with a horizontal line above it. The fourth signature is a stylized 'JB'.

**Le Responsable du service Achats
Et Production Graphique**



Mario Girardi

DEMT -- Parc Auto

| COMMISSION DE REFORME | | | | | | | |
|-----------------------|-----------------|--------------|----------|-----------------|------------|-------------|--------------------------|
| Véhicule | | | | | | | |
| N° Parc | Immatriculation | Type | Marque | Modèle | Date MEC | Kilométrage | Commentaire |
| | 354331 | CRIC ROULANT | AC DK40Q | AC | 2006 CE | | HS |
| 26 | B5647A | DEUX ROUES | PEUGEOT | VOGUE | 08/10/1999 | 500 | VETUSTE |
| 93 | K364T | DEUX ROUES | PEUGEOT | LUDIX SNAKE | 20/10/2005 | 4120 | VETUSTE |
| 94 | K386T | DEUX ROUES | PEUGEOT | LUDIX SNAKE | 20/10/2005 | 10231 | VETUSTE |
| 144 | CM153B | DEUX ROUES | PEUGEOT | VOGUE | 31/08/2012 | 0 | VETUSTE |
| 145 | CY701KE | DEUX ROUES | PEUGEOT | ELYSEO | 27/02/2002 | 19594 | EPAVE |
| 165 | CY707KE | DEUX ROUES | PEUGEOT | ELYSEO | 18/03/2004 | 12764 | EPAVE |
| 167 | CY727KE | DEUX ROUES | PEUGEOT | ELYSEO | 30/03/2004 | 18200 | TRES VETUSTE |
| 229 | N562S | DEUX ROUES | PEUGEOT | LUDIX SNAKE | 25/03/2006 | 6820 | VETUSTE |
| 419 | CL796VF | VP | RENAULT | MEGANE 2 | 09/03/2006 | 131400 | EPAVE SUITE A INONDATION |
| 425 | CL825VF | VP | RENAULT | MEGANE 2 | 09/03/2006 | 66728 | EPAVE SUITE A INONDATION |
| 438 | CI003RG | VP | PEUGEOT | 106 | 25/11/1999 | 137900 | JOINT DE CULASSE |
| 447 | CF057RH | VP | RENAULT | CLIO III ESTATE | 29/05/2012 | 35000 | INCENDIE |
| 508 | CK039XD | VP | RENAULT | LAGUNA 2 | 30/05/2007 | 139523 | EPAVE SUITE A INONDATION |
| 528 | AM 155 XN | VP | CITROËN | C6 | 05/03/2010 | 66675 | |
| 578 | CG730FZ | VP | CITROËN | AX | 08/01/1998 | 103325 | VETUSTE |
| 605 | CZ038YK | CTTE | CITROËN | BERLINGO | 07/05/2001 | 143943 | VETUSTE |
| 632 | CI661RG | CTTE | PEUGEOT | PARTNER | 18/03/2005 | 47803 | EPAVE SUITE A INONDATION |
| 738 | CV982SB | CTTE | PEUGEOT | PARTNER FRIGO | 25/10/2006 | 83558 | EPAVE SUITE A INONDATION |
| 752 | CI741RG | CTTE | PEUGEOT | PARTNER | 10/03/2004 | 69560 | EPAVE SUITE A INONDATION |
| 868 | CS893NV | CTTE | RENAULT | TRAFIC | 25/02/2000 | 137862 | VETUSTE |
| 872 | CN451CY | CTTE | RENAULT | TRAFIC | 07/04/2005 | 68179 | EPAVE SUITE A INONDATION |
| 874 | CS955CG | CTTE | RENAULT | TRAFIC | 29/03/2000 | 114035 | VETUSTE |
| V0015 | 5,00155E+12 | DEUX ROUES | GITANE | VAE ORGANE | 14/10/2010 | 0 | BATTERIE ET MOTEUR HS |
| | | | | | | | |

* valeur fixée par l'assureur qui rembourse la Ville

Direction des Relations
Internationales
Direction des Relations
Internationales

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 582

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Barcelone du 12 au 15 novembre 2014.

La Ville de Montpellier est adhérente à l'Association Internationale des Villes Educatrices (AIVE). Ce réseau regroupe de nombreuses villes françaises mais aussi européennes autour d'un objectif commun, celui de travailler ensemble à des projets et des activités dépassant le cadre strictement scolaire, en faisant de la ville un agent co-éducateur à travers la citoyenneté, la démocratie participative, les projets culturels, la politique environnementale...

Tous les deux ans sont organisés des congrès internationaux permettant d'établir des liens entre les différentes villes et d'échanger leur expérience en matière d'éducation et de formation.

Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au maire déléguée à l'Education, se rendra à Barcelone du 13 au 16 novembre prochain afin d'assister au 13ème Congrès International des villes Educatrices sur le thème « *la Ville Educatrice est une ville qui inclut* ».

Grâce à des conférences, des présentations d'expériences, de tables rondes, ainsi que des visites d'étude, seront abordés le rôle de l'éducation en tant qu'instrument essentiel de l'inclusion, permettant le développement personnel et collectif et l'amélioration de la convivialité et de la solidarité.

Mission à Palerme au printemps 2015.

La Ville de Montpellier a une longue tradition d'ouverture internationale de dialogue et d'accueil. A travers sa diversité culturelle, elle a développé une politique de coopération notamment par la signature de 11 jumelages et l'adhésion à des réseaux internationaux. Ces accords se traduisent par des programmes d'échanges concrets dans des domaines d'intérêts convergents propres à chaque ville partenaire.

Dans le cadre d'un positionnement fort euro-méditerranéen, la Ville de Montpellier, déjà jumelée avec les villes de Fès, Barcelone, Tlemcen, Kos, Tibériade et Bethléem, souhaite désormais se rapprocher d'une ville italienne.

Monsieur le Maire se rendra à Palerme, au Sud de la Sicile, au printemps prochain, accompagné de M. Danilo FAGGIONI, Consul honoraire d'Italie en vue d'une première rencontre avec M. Leoluca ORLANDO, Maire de la Ville. Cette prise de contact permettra de définir conjointement le futur accord de jumelage qui aura pour objectif de développer des échanges dans les domaines économiques, universitaires, culturels et touristiques.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- D'accorder à Mme Isabelle MARSALA, Adjointe au maire déléguée à l'Education, un mandat spécial pour le déplacement à Barcelone du 12 au 15 novembre 2014;
- D'accorder à M. le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Palerme au printemps 2015;
- D'autoriser la prise en charge du déplacement de M. Danilo FAGGIONI, Consul honoraire d'Italie en tant qu'invité de la ville;
- D'autoriser M. le Maire et Mme Isabelle MARSALA, à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- De prélever les dépenses inhérentes à ces déplacements estimées à maximum 2 500 euros, sur le budget de la Direction des Relations Internationales.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Université de Montpellier - Désignation du représentant de la ville au conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Université de Montpellier a été créée par le décret 2014-1038 du 11 septembre 2014. Elle exercera au 1^{er} janvier 2015 l'ensemble des activités des Universités Montpellier 1 et Montpellier 2.

Conformément au décret précité, une assemblée constitutive provisoire constituée de membres des Conseils d'Administration respectifs des universités de Montpellier I et Montpellier II s'est réunie le 1^{er} octobre 2014 pour adopter les statuts de l'Université de Montpellier.

L'article 15 de ces statuts prévoit que le conseil d'administration comprend un représentant de la Ville de Montpellier.


En conséquence, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de désigner son représentant au conseil d'administration de l'université de Montpellier.

A été élue :

- Mylène CHARDES.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL



STATUTS DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER

Vu le code de l'éducation, en particulier les articles L711-1 et suivants modifiés,

Vu le décret n° 2014 -1038 du 11 septembre 2014 portant création de l'Université de Montpellier,

Vu l'avis du comité technique provisoire de l'Université de Montpellier, du 30 septembre 2014

Vu la délibération de l'assemblée constitutive provisoire de l'Université de Montpellier, du 1^{er} octobre 2014

Les statuts de l'Université de Montpellier sont définis comme suit

TABLE des MATIERES

| | |
|--|----------|
| PREAMBULE | 3 |
| TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES | |
| Article 1 : Création et dénomination | 4 |
| Article 2 : Siège | 4 |
| Article 3 : Principes | 4 |
| Article 4 : Administration de l'Université | 4 |
| TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A LA STRUCTURATION DE L'UNIVERSITÉ | |
| Article 5 : Les composantes | 4 |
| Article 6 : Les services communs, universitaires et interuniversitaires | 5 |
| TITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES A LA GOUVERNANCE | |
| Article 7: Le président de l'Université | 5 |
| Article 8 : Les vice-présidents et chargés de mission | 6 |
| Article 9 : Le bureau | 7 |
| Article 10 : Le comité de gouvernance | 7 |
| TITRE IV : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSEILS INSTITUTIONNELS | |
| Article 11 : Les secteurs de formation | 7 |
| Article 12 : Les élections | 7 |
| Article 13 : Les modalités de réunion et de délibération des conseils et commissions | 7 |
| Article 14 : Les délibérations et règles de quorum | 8 |
| Article 15 : Le conseil d'administration | 8 |
| Article 16 : Le conseil académique | 9 |
| Article 17 : La commission de la recherche | 9 |
| Article 18 : La commission de la formation et de la vie universitaire | 10 |
| Article 19 : Le congrès | 11 |
| TITRE V : DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES CONSEILS ET COMITES | |
| Article 20 : Le conseil des directeurs de composantes | 11 |
| Article 21 : Les organismes consultatifs et paritaires | 11 |
| Article 22 : Le comité électoral consultatif (C.E.C.) | 11 |
| TITRE VI : DISPOSITIONS AUTRES | |
| Article 23 : Règlement intérieur | 12 |
| Article 24 : Révision des statuts | 12 |
| Article 25 : Dispositions transitoires | 12 |
| ANNEXES | |
| Annexe 1 | 13 |
| Annexe 2 | 14 |
| Annexe 3 | 18 |

PREAMBULE

L'Université de Montpellier résulte de la fusion des Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, fortes de leurs histoires respectives, complémentaires à la fois en recherche et en formation et menant de longue date d'étroites collaborations.

L'Université de Montpellier devient ainsi une des plus importantes universités de France. Plus lisible, plus attractive tant au niveau national qu'international, l'Université de Montpellier est à même de relever les défis de la société et de la connaissance dans un souci de rayonnement.

L'Université de Montpellier assume un rôle central dans l'élaboration de la stratégie de site et dans la mise en œuvre d'une politique de formation, de recherche et d'innovation d'ambitions internationales, en partenariat étroit avec les autres universités de la région, les grandes écoles et les organismes de recherche tout en respectant leur spécificité et leur indépendance. Elle collabore également avec des universités et écoles françaises et étrangères.

L'Université de Montpellier s'inscrit pleinement dans une vision prospective d'une recherche et d'une formation de haut niveau valorisant l'innovation. Elle veille, par ailleurs, à développer la formation tout au long de la vie et à mettre en place des dispositifs innovants.

L'Université de Montpellier est un lieu de savoirs, de créativité et de responsabilité répondant aux grandes missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle garantit à tous l'accès au savoir et elle réaffirme la liberté académique. Elle favorise au sein de la communauté universitaire une culture de communication, de transparence et de participation.

L'Université de Montpellier défend les principes d'égalité et de laïcité, assure l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, lutte contre toutes formes de discrimination et garantit l'égalité des droits et des chances pour les personnes handicapées.

L'Université de Montpellier assume pleinement ses responsabilités dans les domaines sociétaux, culturels et économiques par la formation de citoyens éclairés, autonomes et capables de contribuer aux développements culturel, politique, scientifique et économique de la société.

L'Université de Montpellier garantit aux étudiants les conditions nécessaires pour atteindre leurs objectifs en matière de culture et de formation. Elle conduit une politique systématique de promotion de la qualité en vue de l'insertion professionnelle des diplômés.

L'Université de Montpellier met en œuvre le respect dû à chacun dans sa capacité à réaliser ses différentes missions et se base sur les valeurs d'unité et de solidarité. Elle s'engage à maintenir le dialogue social afin d'être à l'écoute des besoins des personnels et à adopter une politique de ressources humaines visant à garantir à l'ensemble des personnels : le maintien des emplois, la préservation de leur statut et de leur déroulement de carrière, le maintien des acquis sociaux et des conditions de travail de qualité.

L'Université de Montpellier est structurée sur les principes de :

- Collégialité permettant d'assurer la convergence des idées et des efforts et de créer une vraie synergie au sein de l'Université ;
- Subsidiarité permettant d'assurer un fonctionnement optimal de l'Université en termes d'implication et de compétences ;
- Transparence permettant l'application effective des deux principes énoncés ci-dessus.

La gouvernance de l'Université de Montpellier est représentative de l'ensemble des communautés et des composantes dans le respect de ces dernières. Elle privilégie la pluridisciplinarité et soutient l'ensemble des champs scientifiques et des disciplines en fournissant à chacune les moyens et ressources nécessaires à leur développement.

L'Université de Montpellier garantit à chaque membre de la communauté universitaire une juste représentation sur la base de valeurs communes. Elle s'engage à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux fonctions électives et responsabilités professionnelles et sociales en son sein. L'ensemble des termes relatifs aux fonctions citées dans les présents statuts s'entendent au genre féminin et masculin.

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Création et dénomination

L'établissement public, créé par le décret n° 2014-1038 du 11 septembre 2014 en application de l'article L718-6 du code de l'éducation par la fusion des Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, prend la dénomination : Université de Montpellier.

Article 2 : Siège

Son siège est situé à Montpellier, 163 rue Auguste Broussonet.

Article 3 : Principes

L'Université de Montpellier est un établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière.

Elle remplit l'ensemble des missions définies aux termes de l'article L123-3 du code de l'éducation. Dans ce cadre, elle s'appuie sur ses composantes, ses directions et ses services.

Elle est pluridisciplinaire.

Article 4 : Administration de l'Université

Comme le prévoit l'article L712-1 du code de l'éducation, le président de l'Université par ses décisions, le conseil d'administration par ses délibérations et le conseil académique par ses délibérations et avis assurent l'administration de l'Université.

TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES A LA STRUCTURATION DE L'UNIVERSITE

Article 5 : Les composantes

L'Université de Montpellier regroupe les composantes suivantes, conformément aux articles L713-1, L713-2, L713-3 et L713-9 du code de l'éducation :

1. Des Unités de Formation et de Recherche
 - ✓ UFR d'Administration Economique et Sociale ;
 - ✓ UFR de Droit et Science Politique ;
 - ✓ UFR d'Économie ;
 - ✓ UFR d'Éducation ;
 - ✓ UFR de Médecine ;
 - ✓ UFR d'Odontologie ;
 - ✓ UFR des Sciences de Montpellier ;
 - ✓ UFR des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques ;
 - ✓ UFR des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives.
2. Des Instituts
 - ✓ Institut d'Administration des Entreprises ;
 - ✓ Institut de Préparation à l'Administration Générale ;
 - ✓ Institut des Sciences de l'Entreprise et du Management ;
 - ✓ Institut Universitaire de Technologie de Béziers ;
 - ✓ Institut Universitaire de Technologie de Montpellier-Sète ;
 - ✓ Institut Universitaire de Technologie de Nîmes.
3. Des Écoles
 - ✓ École Polytechnique Universitaire de Montpellier ;
 - ✓ Observatoire des Sciences de l'Univers : Observatoire de Recherche Méditerranéenne de l'Environnement – « OSU-OREME ».
4. Des structures de recherche (UMR, EA, jeunes équipes...). Elles sont regroupées en départements scientifiques, érigés en qualité de composantes et dirigés chacun par un directeur. Ces départements scientifiques sont chargés de la coordination de la recherche dans un domaine thématique donné et du renforcement du lien recherche-formation, en association avec les UFR, écoles internes et instituts et avec les écoles doctorales. Leur liste figure en annexe 1 des présents statuts. Leurs attributions, le rattachement des structures de recherche et les associations des UFR, écoles internes, instituts et écoles doctorales, ainsi que leurs modalités de fonctionnement seront arrêtés par délibération(s) du

conseil d'administration, après avis du conseil académique. Les directeurs de ces départements scientifiques représentent les structures de recherche au sein du conseil des directeurs de composantes.

Article 6 : Les services communs universitaires et interuniversitaires

6-1 : Dans le respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur, l'Université se dote, à sa création, des services communs et universitaires suivants :

- ✓ Un service commun de la documentation ;
- ✓ Un service commun de formation continue ;
- ✓ Un service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle ;
- ✓ Un service universitaire des activités physiques et sportives ; ce service est administré par un directeur assisté d'un conseil présidé par le président de l'université. Ce service assure les missions telles que définies aux termes de l'article D 714-41 du code de l'éducation.
- ✓ Un service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé.

Elle peut, par délibération de son conseil d'administration, créer d'autres services communs universitaires.

6-2 : Conformément à l'article L714-2 du code de l'éducation, l'Université s'associe-à d'autres établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel pour réaliser tout ou partie de ses missions au sein de services communs interuniversitaires dont :

- ✓ La bibliothèque interuniversitaire – « BIU » ;
- ✓ Le service interuniversitaire de gestion des installations sportives – « SIGIS ».

Elle peut, par délibération de son conseil d'administration, s'associer à d'autres services communs interuniversitaires.

6-3 : L'Université est également dotée d'un centre de formation des apprentis.

TITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES A LA GOUVERNANCE

Article 7 : Le président de l'Université

7-1 : Élection et mandat

Le président de l'Université est élu à la majorité absolue des membres du conseil d'administration parmi les enseignants-chercheurs, chercheurs, professeurs des universités ou maîtres de conférences, associés ou invités, ou tous autres personnels assimilés, sans condition de nationalité. Son mandat, d'une durée de quatre ans, expire à l'échéance du mandat des représentants élus des personnels du conseil d'administration. Il est renouvelable une fois.

Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre élu du conseil académique, de directeur de composante, ou de toute autre structure interne de l'Université et avec celles de dirigeant exécutif de tout établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ou de l'une de ses composantes ou structures internes.

Dans le cas où le président cesse ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, un nouveau président est élu pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Le conseil d'administration chargé d'élire le président est convoqué par le président en exercice ou, en cas d'empêchement définitif ou de démission du président en exercice, par le doyen d'âge non candidat des enseignants-chercheurs dudit conseil.

La convocation du conseil d'administration a lieu au plus tard dans les quinze jours avant la date fixée pour l'élection du président.

Les candidatures sont déposées au moins huit jours francs avant l'élection.

Si après une session de trois tours de scrutin, aucun candidat n'a été élu, l'assemblée est à nouveau convoquée dans un délai de huit jours francs. Les candidatures doivent alors être confirmées et de nouvelles candidatures peuvent, le cas échéant, être déposées au moins deux jours francs avant la date de la nouvelle session.

En cas d'absence ou d'empêchement temporaire, le président est suppléé par le vice-président du conseil d'administration, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

7-2 : Compétences

Outre les compétences décrites à l'article L712-2 du code de l'éducation, le président conduit annuellement un dialogue de gestion avec les composantes afin que soient définis leurs objectifs et leurs moyens.

Le président de l'Université présente, pour consultation, les motivations des avis défavorables concernant l'affectation des personnels ingénieurs, administratifs, ouvriers et de service devant le groupe compétent de la commission paritaire d'établissement.

Article 8 : Les vice-présidents et chargés de mission

L'Université se dote :

- ✓ D'un vice-président du conseil d'administration ;
- ✓ D'un vice-président chargé de la recherche ;
- ✓ D'un vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire ;
- ✓ D'un vice-président étudiant ;
- ✓ De vice-présidents délégués.

8-1 : Le vice-président du conseil d'administration

Le vice-président du conseil d'administration doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur, en fonction dans l'établissement et membre du conseil d'administration.

Le vice-président du conseil d'administration est élu par le conseil d'administration à la majorité absolue des membres en exercice, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

8-2 : Le vice-président chargé de la recherche

Le vice-président chargé de la recherche doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur en fonction dans l'établissement.

Le vice-président chargé de la recherche est membre de la commission de la recherche du conseil académique.

Le vice-président chargé de la recherche est élu à la majorité absolue des membres en exercice, par la commission de la recherche, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

8-3 : Le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire

Le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur en fonction dans l'établissement.

Le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire est membre de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique.

Le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire est élu, à la majorité absolue des membres en exercice, par la commission de la formation et de la vie universitaire, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

8-4 : Le vice-président étudiant

Le vice-président étudiant est un étudiant inscrit dans l'établissement, membre élu du conseil académique.

Il est élu, après appel à candidature, à la majorité absolue des membres du conseil académique, réuni en formation plénière, pour la durée du mandat des élus étudiants.

8-5 : Les vice-présidents délégués

Les vice-présidents délégués sont élus par le conseil d'administration, sur proposition du président, sur la base d'une lettre de mission qui précise leurs fonctions, à la majorité absolue des membres en exercice, pour la durée du mandat du président.

Il peut être mis fin à la fonction d'un vice-président délégué, sur proposition du président, selon les mêmes modalités que pour sa désignation.

8-6 : Les chargés de mission

Le président peut, en outre, nommer auprès de lui des chargés de mission, sur la base d'une lettre de mission, afin de l'assister dans la mise en place de la politique de l'établissement. Il en informe le conseil d'administration. Ils rendent compte annuellement de leur mission au comité technique et au conseil d'administration.

Article 9 : Le bureau

Le président est assisté d'un bureau qui comprend les vice-présidents, les vice-présidents délégués et le directeur général des services. Le président peut décider d'y adjoindre jusqu'à trois autres personnes.

Le bureau de l'Université assiste le président dans l'exercice de ses attributions et dans la gestion de l'Université.

Article 10 : Le comité de gouvernance

Le comité de gouvernance est composé :

- ✓ Du président de l'Université ;
- ✓ Des membres du bureau ;
- ✓ Des directeurs généraux des services adjoints ;
- ✓ De l'agent comptable ;
- ✓ Des directeurs des UFR, Instituts et Écoles ;
- ✓ Des directeurs des départements scientifiques ;
- ✓ De 3 représentants des personnels BIATS élus par le conseil d'administration, à la majorité absolue des membres en exercice, après appel à candidature parmi les élus BIATS du conseil d'administration et du conseil académique. Leur mandat prend fin avec celui du président ;
- ✓ De 2 représentants des étudiants, élus par le conseil d'administration, à la majorité absolue des membres en exercice, après appel à candidature, parmi les élus étudiants du conseil d'administration et du conseil académique. Leur mandat prend fin avec celui des élus étudiants ;
- ✓ De 2 représentants des enseignants-chercheurs, chercheurs ou enseignants, élus par le conseil d'administration, à la majorité absolue des membres en exercice, après appel à candidature, parmi les élus du conseil d'administration et du conseil académique. Leur mandat prend fin avec celui du président.

Le comité de gouvernance donne un avis au président sur toutes les questions intéressant l'Université. Il se réunit sous la présidence du président de l'Université. Le président peut inviter à participer aux réunions du comité de gouvernance et en qualité d'expert toute personne dont la présence lui paraît utile.

Le président de l'Université associe le comité de gouvernance à la préparation et à la mise en œuvre du contrat d'établissement. Il peut être consulté pour la préparation et à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique.

TITRE IV - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSEILS INSTITUTIONNELS

Article 11 : Les secteurs de formation

L'Université assure la représentation de trois grands secteurs de formation, à savoir :

- ✓ Le Secteur « sciences et technologies » ;
- ✓ Le Secteur « disciplines de santé » ;
- ✓ Le Secteur « disciplines juridiques, économiques et de gestion ».

Les rattachements des personnels et des usagers aux secteurs sont précisés dans les annexes 2 et 3.

Article 12 : Les élections

Les élections universitaires sont organisées suivant le calendrier fixé par décision du président de l'Université.

Les listes électorales sont établies sous la responsabilité du président.

La date limite du dépôt des listes de candidatures est fixée par le calendrier électoral dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 13 : Les modalités de réunion et de délibération des conseils et commissions

Les conseils de l'Université sont convoqués par :

- ✓ Le président de l'Université pour le conseil d'administration, ou en cas d'empêchement du président par le vice-président du conseil d'administration ;
- ✓ Le président du conseil académique pour le conseil académique ;
- ✓ Le président du conseil académique pour la commission de la recherche et pour la commission de la formation et de la vie universitaire. Pour chacune de ces commissions et en cas d'empêchement du président, par leurs vice-présidents respectifs ;
- ✓ Le président de l'Université à la demande écrite d'au moins un tiers de leurs membres, sur un ordre du jour précis.

Le conseil d'administration se réunit au moins six fois par an.

Le conseil académique se réunit au moins trois fois par an. La commission de la recherche et la commission de la formation et de la vie universitaire se réunissent au moins six fois par an. La commission de la recherche se réunit au moins deux fois par an avec les directeurs des structures de recherche.

Les convocations et l'ordre du jour sont obligatoirement adressés aux membres des conseils, du congrès et des commissions au moins 8 jours francs avant la date de la réunion de chaque conseil.

Article 14 : Les délibérations et règles de quorum

Pour délibérer valablement, chaque conseil doit réunir au moins la moitié des membres en exercice présents ou représentés. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée à 8 jours francs et le conseil délibère valablement sans condition de quorum. Les conditions de quorum sont appréciées en début de séance.

Sauf dans les cas où des textes réglementaires prévoient des conditions de quorum ou de vote différents pour délibérer valablement, les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

Pour tous les votes, nul ne peut détenir plus d'une procuration.

En cas de partage égal des voix au conseil d'administration et au conseil académique, le président a voix prépondérante.

Article 15 : Le conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article L.712-3 du code de l'éducation, le conseil d'administration comprend **36 membres ainsi répartis :**

✓ **28 membres élus dont :**

- ✓ 16 représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés, des enseignants et des chercheurs, en exercice dans l'établissement, dont 8 représentants des professeurs des universités et personnels assimilés ;
- ✓ 6 représentants des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation continue inscrits dans l'établissement ;
- ✓ 6 représentants des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques, en exercice dans l'établissement.

✓ **8 personnalités extérieures dont :**

- 1 représentant désigné par le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon ;
- 1 représentant désigné par la ville de Montpellier ;
- 1 représentant désigné par le CNRS ;
- 1 représentant désigné par le CHRU de Montpellier ;
- 1 personne assumant une fonction de direction générale au sein d'une entreprise ;
- 1 représentant des organisations représentatives de salariés ;
- 1 représentant d'une entreprise employant moins de 500 salariés ;
- 1 représentant d'un établissement d'enseignement secondaire.

Les personnalités extérieures autres que celles désignées par les collectivités territoriales ou les organismes de recherche sont désignées individuellement dans l'ordre de la liste ci-dessus par les membres élus du conseil d'administration et les personnalités désignées par les collectivités territoriales et les organismes de recherche, sur la base des candidatures reçues comme suite à l'appel à candidature lancé via la presse locale et le site internet de l'Université. Au moins une des personnalités désignées après appel à candidature a la qualité d'ancien diplômé de l'Université.

Les personnalités extérieures à l'établissement, de nationalité française ou étrangère, membres du conseil d'administration sont, à l'exception des personnalités désignées au titre de l'appel à candidature, désignées avant la première réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est augmenté d'une unité lorsque le président est choisi hors du conseil.

Le mandat des personnalités extérieures cesse avec celui des membres élus du conseil d'administration.

Le conseil d'administration exerce ses compétences telles que définies aux termes de l'article L712-3 -IV du code de l'éducation.

A l'issue de son approbation, le budget de l'Université est publié sur le site internet de l'Université.

Assistent de droit aux séances du conseil d'administration, avec voix consultative, le directeur général des services et l'agent comptable.

Assistent également au conseil d'administration les secrétaires permanents du conseil et en tant que de besoin les vice-présidents et vice-présidents délégués, les directeurs des UFR, écoles, instituts et départements scientifiques, et tout expert dont l'audition peut éclairer les débats.

Article 16 : Le conseil académique

Le conseil académique regroupe les membres de la commission recherche et de la commission de la formation et de la vie universitaire.

Le président de l'Université est le président du conseil académique. Il préside également la commission recherche et la commission de la formation et de la vie universitaire.

En cas d'empêchement du président, le vice-président chargé de la recherche et le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire peuvent présider la commission dont ils sont respectivement vice-présidents.

En cas de partage égal de voix, le président a voix prépondérante.

Le conseil académique exerce ses compétences, en formation plénière et en formation restreinte, telles que définies aux termes de l'article L 712-6-1(III et IV) du code de l'éducation.

Assistent aux séances du conseil académique les directeurs d'UFR, instituts et écoles, les directeurs des départements scientifiques, le directeur général des services, l'agent comptable, le vice-président du conseil d'administration, le vice-président chargé de la recherche et le vice-président chargé de la formation et vie universitaire, les vice-présidents délégués, les secrétaires permanents du conseil et en tant que de besoin tout expert dont l'audition peut éclairer les débats.

Article 17 : La commission de la recherche

La commission de la recherche comprend 40 membres ainsi répartis :

✓ **36 membres élus dont :**

- Collège des professeurs des universités et personnels assimilés : 14 sièges répartis comme suit :
 - 4 pour le secteur « disciplines de santé » ;
 - 8 pour le secteur « sciences et technologie » ;
 - 2 pour le secteur « disciplines juridiques, économiques et de gestion » ;
- Collège des personnels habilités à diriger des recherches ne relevant pas de la catégorie précédente : 6 sièges répartis comme suit :
 - 2 pour le secteur « disciplines de santé » ;
 - 3 pour le secteur « sciences et technologie » ;
 - 1 pour le secteur « disciplines juridiques, économiques et de gestion » ;
- Collège des personnels pourvus d'un doctorat autre que d'Université ou d'exercice : 7 sièges répartis comme suit :
 - 2 pour le secteur « disciplines de santé » ;
 - 4 pour le secteur « sciences et technologie » ;
 - 1 pour le secteur « disciplines juridiques, économiques et de gestion »
- Collège des autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés : 1 siège ;
- Collège des ingénieurs et techniciens n'appartenant pas aux collèges précédents : 3 sièges ;
- Collège des autres personnels : 1 siège ;
- Collège des usagers : Etudiants (doctorants inscrits en formation initiale ou continue) : 4 sièges répartis comme suit :
 - 1 pour le secteur « disciplines de santé » ;
 - 2 pour le secteur « sciences et technologie » ;
 - 1 pour le secteur « disciplines juridiques, économiques et de gestion » ;

✓ **4 personnalités extérieures dont :**

- 1 représentant désigné par le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon ;
- 1 représentant désigné par le CNRS ;

- 2 personnalités désignées à titre personnel par la commission de la recherche sur proposition d'un ou des membres de cette dernière et issues d'autres organismes de recherche, d'établissements d'enseignement supérieur ou du monde économique.

Le mandat des personnalités extérieures cesse avec celui des représentants des personnels élus de la commission de la recherche.

Assistent aux séances de la commission de la recherche les secrétaires permanents de la commission, les directeurs des UFR, écoles, instituts et départements scientifiques, les directeurs des écoles doctorales, le directeur général des services, l'agent comptable, ainsi que toutes autres personnes invitées par le président ou le vice-président chargé de la recherche et en tant que de besoin tout expert dont l'audition peut éclairer les débats.

La commission de la recherche exerce les compétences telles que décrites aux termes de l'article L 712-6-1(II) du code de l'éducation.

Article 18 : La commission de la formation et de la vie universitaire

La commission de la formation et de la vie universitaire comprend 40 membres ainsi répartis :

✓ **36 membres élus dont :**

- 8 représentants des professeurs des universités et assimilés, répartis comme suit :
 - 2 pour le secteur « disciplines de santé » ;
 - 4 pour le secteur « sciences et technologie » ;
 - 2 pour le secteur « disciplines juridiques, économiques et de gestion » ;
- 8 représentants des maîtres de conférence, autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés, répartis comme suit :
 - 2 pour le secteur « disciplines de santé » ;
 - 4 pour le secteur « sciences et technologie » ;
 - 2 pour le secteur « disciplines juridiques, économiques et de gestion » ;
- 16 représentants des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation continue, répartis comme suit :
 - 5 pour le secteur « disciplines de santé » ;
 - 5 pour le secteur « sciences et technologie » ;
 - 6 pour le secteur « disciplines juridiques, économiques et de gestion » ;
- 4 représentants des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de services.

✓ **4 Personnalités extérieures dont :**

- 1 représentant désigné par le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon ;
- 1 représentant désigné par l'APEC ;
- 1 représentant d'un établissement de l'enseignement secondaire désigné à titre personnel par la commission de la formation et de la vie universitaire sur proposition d'un ou des membres de la commission de la formation et de la vie universitaire ;
- 1 représentant désigné à titre personnel par la commission de la formation et de la vie universitaire sur proposition d'un ou des membres de la commission de la formation et de la vie universitaire.

Le mandat des personnalités extérieures cesse avec celui des représentants élus des personnels de la commission de la formation et de la vie universitaire.

Le directeur du centre régional des œuvres universitaires et scolaires ou son représentant assiste aux séances de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique.

Assistent également aux séances de la commission de la formation et de la vie universitaire les secrétaires permanents de la commission, les directeurs d'UFR, écoles et instituts, les directeurs des départements scientifiques, le directeur du service commun universitaire d'information et d'orientation, le directeur du service commun de formation continue, le directeur général des services, l'agent comptable, ainsi que toute autre personne invitée par le président ou le vice-président chargé de la formation et en tant que de besoin tout expert dont l'audition peut éclairer les débats.

La commission de la formation et de la vie universitaire exerce les compétences telles que décrites aux termes de l'article L712-6-1 (I) du code de l'éducation.

Il est créé auprès de la commission de la formation et de la vie universitaire un Bureau de la Vie Étudiante (BVE). Le conseil du BVE est coprésidé par le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire et le vice-président étudiant. Les statuts du BVE sont approuvés par la commission de la formation et de la vie universitaire, à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 19 : Le congrès

Le conseil d'administration et le conseil académique de l'Université peuvent être réunis en congrès pour une séance commune, afin d'examiner et donner un avis sur un ordre du jour défini.

Le congrès peut être réuni sur convocation du président de l'Université ou à la demande de la majorité des membres en exercice des deux conseils.

TITRE V - DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES CONSEILS ET COMITES

Article 20 : Le conseil des directeurs de composantes

Le conseil des directeurs de composantes comprend les directeurs d'unités de formation et de recherche, d'écoles et d'instituts de l'Université et les directeurs des départements scientifiques.

Il est présidé par le président de l'Université ou, en cas d'absence ou d'empêchement ou à sa demande, par le vice-président du conseil d'administration.

Les vice-présidents et les directeurs d'écoles doctorales sont invités permanents du conseil des directeurs de de composantes.

Le président de l'Université peut également inviter à participer au conseil des directeurs de composantes toute personne sur un point précis de l'ordre du jour.

Le conseil des directeurs de composantes se réunit, sur convocation du président de l'Université, sans condition de quorum.

En application de l'article L713-1, le conseil des composantes participe à la préparation et à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique.

Article 21 : Les organes consultatifs et paritaires

Dans le respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur, l'Université de Montpellier se dote des organes consultatifs suivants :

- ✓ Un Comité Technique ;
- ✓ Une Commission Paritaire d'Etablissement ;
- ✓ Un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ;
- ✓ Deux Commissions Consultatives Paritaires :
 - Une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires ;
 - Une commission consultative compétente à l'égard des doctorants contractuels.

La composition de ces différentes commissions ou comités est fixée par délibération du conseil d'administration.

Pour chacun de ces organes et au regard des textes réglementaires, le nombre maximum de représentants de l'administration et des personnels est retenu.

Article 22 : Le Comité Electoral Consultatif (C.E.C.)

Conformément à l'article D 719-3 de la partie réglementaire du code de l'éducation, le président de l'Université est responsable de l'organisation des élections, il est assisté d'un comité électoral consultatif dénommé « comité électoral de l'Université de Montpellier » comprenant des représentants des personnels et des usagers et dont la composition est fixée par le présent article :

✓ Présidence du comité :

Le président de l'Université préside le comité électoral. En cas d'absence ou d'empêchement, il se fait représenter par un représentant de l'administration de son choix.

✓ Membres de droit :

- Le président de l'Université ;
- Le vice-président du conseil d'administration ;

- Le vice-président chargé de la recherche ;
- le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire ;
- Le directeur général des services ;
- Le directeur des ressources humaines ;
- Le directeur ayant en charge le service des affaires juridiques ;
- Les agents en charge de l'organisation des élections.

✓ **Représentants des personnels et des usagers :**

Les organisations syndicales et associations ou organisations de personnels siègent au sein du comité électoral de l'Université de Montpellier à chaque fois qu'elles disposent de sièges au sein du comité technique. Les associations ou organisations d'étudiants siègent au sein du comité électoral de l'Université à chaque fois qu'elles disposent de sièges dans les conseils centraux de l'établissement.

Chaque organisation syndicale et association ou organisation de personnels ou d'étudiants est représentée par une personne et un suppléant désignés formellement par le responsable de l'organisation syndicale, association ou organisation. A défaut, l'organisation syndicale ou l'association ne sera pas représentée au sein dudit comité.

Les représentants des organisations syndicales et d'associations ou d'organisations de personnels ou d'étudiants cessent de siéger à compter de la fin de leur fonction ou de leur mandat à l'Université de Montpellier pour quelque cause que ce soit.

✓ **Représentants des personnels, membres sur demande expresse :**

Les organisations syndicales représentant des personnels appartenant aux corps électoraux appelés à voter et n'appartenant pas à la catégorie des représentants des personnels et usagers peuvent demander formellement au président du comité d'être invitées à ces réunions.

✓ **Représentants du conseil d'administration et des commissions du conseil académique :**

- 1 membre élu du conseil d'administration désigné en son sein pour siéger au comité électoral ;
- 1 membre élu de la commission de la recherche du conseil académique désigné en son sein pour siéger au comité électoral ;
- 1 membre élu de la commission de la formation et de la vie universitaire désigné en son sein pour siéger au comité électoral.

✓ **Membres invités :**

- 1 représentant de chaque liste de candidats déposée aux élections concernées par la réunion du comité électoral, désigné par la personne habilitée à représenter la liste, peut demander au président du comité d'être invité à ses réunions ;
- Les directeurs des UFR, écoles et instituts.

✓ **Secrétariat :**

Le secrétariat est assuré par le service en charge des élections.

Les recours contre les élections sont formés devant la commission des opérations électorales instituée à l'initiative du recteur et qui se réunit au siège du tribunal administratif de Montpellier.

TITRE VI - DISPOSITIONS AUTRES

Article 23: Règlement intérieur

L'Université se dote d'un règlement intérieur qui arrête les modalités d'application des présents statuts et précise les règles de fonctionnement de l'Université.

Le règlement intérieur, proposé par le président de l'Université dans les six mois qui suivent l'adoption des présents statuts, est adopté par délibération du conseil d'administration à la majorité des suffrages exprimés. Il peut être modifié par délibération du conseil d'administration, suivant les mêmes formes.

Article 24 : Révision des statuts

Les modifications des présents statuts sont proposées à l'initiative du président de l'Université ou d'au moins un tiers des membres en exercice du conseil d'administration. Elles doivent être adoptées à la majorité absolue des membres en exercice du conseil d'administration.

Article 25 : Dispositions transitoires

Jusqu'à l'élection du premier président de l'Université de Montpellier, le comité électoral consultatif est constitué par la réunion des comités électoraux consultatifs des Universités Montpellier 1 et Montpellier 2.

duo

ANNEXE 1 : liste des départements scientifiques

Les dénominations des départements scientifiques de l'Université de Montpellier sont les suivantes :

- Biologie-AgroSciences ;
- Biologie, Ecologie, Evolution, Environnement, Sciences de la Terre et de l'Eau ;
- Biologie, Santé ;
- Chimie ;
- Droit et Science Politique ;
- Economie ;
- Education ;
- Gestion ;
- Mathématiques, Informatique, Physique et Systèmes.

ANNEXE 2

Rattachement des personnels aux secteurs de formation de l'Université de Montpellier pour les élections à la commission de la recherche et à la commission de la formation et de la vie universitaire.

1. Les personnels enseignants-chercheurs de l'Université de Montpellier sont rattachés aux secteurs de formation de la manière suivante :

| Secteurs de formation | Disciplines Juridiques, Economiques et de Gestion | Sciences et Technologies | Disciplines de Santé |
|-----------------------|---|---|---|
| Sections CNU | N° 1 à 6 | N° 25 à 37 N° 60 à 69 N° 7 à 24 N° 70 à 73 | N° 42 à 58 N° 74 N° 80 à 82 N° 85 à 87 |

2. Les personnels enseignants du second degré de l'Université de Montpellier sont rattachés aux secteurs de formation de la manière suivante :

| Secteurs de formation | Disciplines Juridiques, Economiques et de Gestion | Sciences et Technologies | Disciplines de Santé |
|------------------------------------|---|--|--------------------------------|
| Disciplines du second degré | Comptabilité Bureautique Economie et gestion Informatique de gestion Sciences économiques et sociales | Biotechnologie-santé-environnement-génie biologique Biotechnologie- génie biologique Biologie-géologie Biochimie Génie chimique Génie civil Génie électrique Génie industriel Génie mécanique Génie thermique Mathématiques Physique-chimie Sciences industrielles de l'ingénieur Sciences physiques Sciences de la vie sciences de la terre et de l'univers | Education physique et sportive |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | | Technologie Arts plastiques Métiers des arts appliqués Documentation Education musicale et artistique Histoire - Géographie Grammaire Histoire Langues Lettres classiques Lettres modernes Musique Philosophie Sciences médico-sociales | |
|--|--|--|--|

3. Les personnels enseignants du premier degré de l'Université de Montpellier sont rattachés au secteur « Sciences et Technologie ».
4. Les chercheurs sont rattachés au principal secteur disciplinaire de leur structure de recherche d'affectation.

| Secteurs de formation | Disciplines Juridiques, Economiques et de Gestion | Sciences et Technologies | Disciplines de Santé |
|-----------------------|---|--|---|
| Dénomination | Centre du droit de l'entreprise Centre d'études politiques de l'Europe Latine Centre d'études et de recherches comparatives constitutionnelles et politiques Centre de recherches et d'études administratives de Montpellier Ecole de droit social de Montpellier | Botanique et bioinformatique de l'architecture des plantes Biochimie et physiologie moléculaire des plantes Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive Centre de recherche de biochimie macromoléculaire Diversité, génome et interactions microorganismes -insectes | Aide à la décision médicale personnalisée: aspects méthodologiques Centre de biochimie structurale Centre de recherche sur les infections chroniques Dysfonctions des interfaces cardio-vasculaires Dynamique musculaire et métabolisme |

| | | | |
|--|---|--|---|
| | <p>Institut de droit européen des droits de l'homme</p> <p>Laboratoire montpellierain d'économie théorique et appliquée</p> <p>Laboratoire de droit privé</p> <p>Montpellier recherche en management</p> <p>Dynamiques du droit</p> <p>Institut d'histoire du droit</p> | <p>Diversité, adaptation et développement des plantes</p> <p>Dynamique des interactions membranaires normales et pathologiques</p> <p>Géosciences Montpellier</p> <p>Hydrosciences Montpellier</p> <p>Institut de mathématiques et modélisation de Montpellier</p> <p>Ingénierie des agropolymères et technologies émergentes</p> <p>Institut des biomolécules Max Mousseron</p> <p>Institut de chimie moléculaire et des matériaux, Institut Charles Gerhardt, Montpellier</p> <p>Institut de chimie séparative de Marcoule</p> <p>Institut d'électronique du Sud</p> <p>Institut de génomique fonctionnelle</p> <p>Institut de génétique humaine</p> <p>Institut de génétique moléculaire de Montpellier</p> <p>Institut méditerranéen de l'environnement et de la biodiversité</p> <p>Interactions plantes microorganismes environnement</p> <p>Institut des sciences de l'évolution de Montpellier</p> <p>Laboratoire Charles Coulomb</p> <p>Laboratoire d'informatique de robotique et de micro-électronique de Montpellier</p> | <p>Développement embryonnaire précoce humain et cellules souches</p> <p>Institut des neurosciences de Montpellier: déficits sensoriels et moteurs</p> <p>Cellules souches, plasticité cellulaire, médecine régénératrice et immunothérapie</p> <p>Laboratoire bioingénierie et nanosciences</p> <p>Laboratoire de génétique de maladies rares: pathologie moléculaire, impact fonctionnel et banques de données génétiques</p> <p>Physiologie et médecine expérimentale du cœur et des muscles</p> <p>Recherche translationnelle appliquée au VIH et aux Maladies Infectieuses</p> <p>Vaccination antiparasitaire</p> <p>Virulence bactérienne et maladies infectieuses</p> <p>Neuropsychiatrie : recherche épidémiologique et clinique</p> <p>Movement to health</p> <p>Institut de recherche en cancérologie de Montpellier</p> |
|--|---|--|---|

| | | | |
|--|--|---|--|
| | | <p>Laboratoire des symbioses tropicales et méditerranéennes</p> <p>Laboratoire univers et particules de Montpellier</p> <p>Maladies infectieuses et vecteurs : écologie, génétique, évolution et contrôle</p> <p>Mécanismes moléculaires dans les démences neurodégénératives</p> <p>Prévention des malnutritions et des pathologies associées</p> <p>Observatoire de recherche méditerranéen de l'environnement</p> <p>Démarche intégrée pour l'obtention d'aliments de qualité</p> <p>Sciences pour l'oenologie</p> <p>Laboratoire interdisciplinaire de recherche en didactique, éducation et formation</p> <p>Santé, éducation et situations de handicap</p> <p>Laboratoire de mécanique et génie civil</p> | |
|--|--|---|--|

645

ANNEXE 3

Rattachement des étudiants aux secteurs de formation de l'Université de Montpellier pour les élections à la commission de la recherche et à la commission de la formation et de la vie universitaire.

a) L'inscription principale d'un étudiant à un diplôme détermine son rattachement à un secteur de formation, dans les conditions suivantes :

| Secteurs de formation | Disciplines Juridiques, Economiques et de Gestion | Sciences et Technologies | Disciplines de Santé |
|----------------------------|---|--|---|
| Diplôme porté par : | UFR d'Administration Economique et Sociale | UFR des Sciences de Montpellier | |
| | UFR de Droit et Science Politique | Départements secondaires des Instituts | |
| | UFR d'Economie | Universitaires de Technologie : <i>Chimie – Génie Civil- Génie Biologique - Génie Electrique et Informatique Industrielle - Génie Mécanique et Productique – Informatique - Mesures Physiques - Métiers du Multimédia et de l'Internet - Réseaux et Télécommunications - Sciences et Génie des Matériaux</i> | UFR de Médecine |
| | Institut d'Administration d'Entreprises | | UFR d'Odontologie |
| | Institut de Préparation à l'Administration Générale | | UFR des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques |
| | Institut des Sciences de l'Entreprise et du Management | | UFR des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives |
| | Départements tertiaires des Instituts Universitaires de Technologie : <i>Gestion des Entreprises et des Administrations – Techniques de Commercialisation</i> | Ecole Polytechnique Universitaire de Montpellier UFR d'Education | |

b) Pour le collège des usagers à la commission de la recherche :

- Pour les étudiants inscrits en doctorat, le rattachement à un secteur de formation se fait en fonction de leur laboratoire de rattachement conformément au tableau 4 de l'annexe 2 ;
- Pour les étudiants inscrits en doctorat d'exercice, le rattachement se fait en fonction de la composante d'inscription conformément au tableau ci-dessus.

646

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Université Montpellier 3 - UFR 1 - Modification de la délibération 2014/207 concernant les 2 représentants du Conseil Municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil de l'UFR 1 de l'Université Montpellier 3 regroupe les départements pédagogiques de Lettres Modernes, Lettres Classiques, Philosophie, Arts Plastiques, Arts du Spectacle, Musique et Psychanalyse,

Le mandat des représentants de la Ville de Montpellier siégeant dans cette instance expire le 9 décembre 2014. Lors du Conseil municipal du 22 mai 2014, avaient été désignés comme représentant titulaire Mme Sonia KERANGUEVEN, et comme représentant suppléant Monsieur Robert COTTE.

L'UFR 1 sollicite donc la Ville de Montpellier afin de procéder à la désignation d'un nouveau représentant titulaire et suppléant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner ses représentants au Conseil de l'UFR 1 de l'Université Montpellier 3.

Ont été élues :

- Titulaire : Sonia KERANGUEVEN
- Suppléant : Khanthaly PHOUTTHASANG

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

STATUTS DE L'UFR I **Lettres, Arts, Philosophie, Psychanalyse**

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L713-1 et L713-3

Vu le décret n°85-59 du 18 janvier 1985 modifié fixant les conditions d'exercice du droit de suffrage, la composition des collèges électoraux et les modalités d'assimilation et d'équivalence de niveau pour la représentation des personnels et des étudiants aux conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ainsi que les modalités de recours contre les élections.

Vu le décret n°85-28 du 7 janvier 1985 modifié relatif à la participation des personnalités extérieures aux conseils constitués au sein des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de l'Université Paul-Valéry Montpellier III du 4 février 1986 et du 20 novembre 1998.

Vu les délibérations du Conseil de l'UFR I en date du 18/06/2009 et du 06/09/2013.

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de l'Université Paul-Valéry Montpellier III en date du 27/10/2009 et du 08/10/2013.

Article 1 – Composantes de l'UFR et Domaines de Formation

L'unité de Formation et de Recherche de Lettres, Arts, Philosophie, Psychanalyse, ci-après dénommée U.F.R.I., est une composante de l'Université Paul-Valéry Montpellier III. Elle se compose de Départements, Laboratoires et Centres de recherche qui se consacrent à la Formation et à la Recherche dans le domaine des Lettres, des Arts, de la Philosophie et de la Psychanalyse.

L'UFR I a vocation :

- à accueillir les disciplines naturellement associées à ces domaines dont l'enseignement pourrait être créé à l'Université,
- à préparer les diplômes en présentiel et à distance de Licences, Masters et DU correspondants,
- à assurer la préparation aux concours,
- à développer et à valoriser la recherche relevant de ces disciplines.

Les départements qui la composent sont les suivants :

- Lettres modernes
- Langues et littératures anciennes
- Cinéma et Théâtre
- Arts plastiques
- Musique
- Philosophie
- Psychanalyse

- A titre non exhaustif, les unités de recherche et les équipes, reconnues dans le cadre de la contractualisation, servant d'appui aux masters habilités de l'UFR I.

Article 2 – Organisation des départements de l'UFR

Les enseignants-chercheurs, les enseignants et les chercheurs se répartissent sur une base disciplinaire dans des sections que regroupent les départements.

Les départements de l'UFR adoptent leur règlement intérieur qui doit être approuvé par le conseil de l'UFR.

Chaque département est dirigé par un Directeur élu et gère les cursus relevant de sa responsabilité dans le cadre de ses filières.

Chaque réunion de département donne lieu à l'établissement d'un compte rendu qui doit être transmis à la direction de l'UFR pour information.

Les Directeurs de département, réunis au moins trois fois par an par le Directeur de l'UFR, contribuent à la bonne marche de la composante, notamment en transmettant les informations auprès des enseignants de leur département.

Article 3 – Administration et direction de l'UFR

L'UFR est administrée par un Conseil et dirigée par un Directeur élu par ce conseil.

Article 4 – Conseil de l'UFR

Le Conseil de L'UFR est composé de 40 membres, soit :

- 8 représentants élus du collège des Professeurs et Personnels assimilés
- 8 représentants élus du collège des autres enseignants et personnels assimilés
- 2 représentants élus des Personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service
- 14 représentants élus des Usagers
- 8 personnalités extérieures

Le mandat des représentants élus est d'une durée de quatre ans, sauf pour les représentants des usagers dont le mandat est d'une durée de deux ans.

Le Directeur de l'UFR, les Directeurs de départements et les Responsables administratifs, s'ils ne sont pas membres élus, assistent de droit aux séances du conseil de l'UFR avec voix consultative.

Article 5 – Personnalités extérieures siégeant au Conseil de l'UFR :

Les personnalités extérieures sont les suivantes :

- 2 représentants des Collectivités territoriales (1 représentant de la Région Languedoc-Roussillon désigné par le Président de cette collectivité ; 1 représentant de la Mairie de Montpellier).
- 2 représentants des activités économiques liées aux domaines d'enseignement et de recherche de l'UFR
- 1 représentant des associations culturelles et scientifiques en rapport avec les activités d'enseignement et de recherche de l'UFR
- 2 représentants des grands services publics (1 représentant de la Délégation Académique à la Formation des Personnels de L'Education Nationale désigné par le Recteur d'Académie ; 1 représentant du Service académique de l'Information et de l'Orientation)
- 1 Personnalité désignée par le Conseil de l'UFR à titre personnel en raison de ses compétences, sur proposition du Directeur de l'UFR.

Lorsque ces personnalités perdent la qualité au titre de laquelle elles ont été appelées à représenter ces institutions, entreprises ou organismes, ceux-ci désignent de nouveaux représentants pour la durée du mandat restant à courir.

Le mandat des personnalités extérieures expire à l'échéance du mandat des représentants des personnels élus du Conseil de l'UFR.

Article 6 – Elections au Conseil de l'UFR :

La composition des collèges électoraux et les modalités d'élection sont celles que fixent les textes législatifs et réglementaires.

Le Directeur de l'UFR arrête au moins trois semaines à l'avance la date retenue pour l'élection du Conseil et en informe le Président de l'Université. Parallèlement, il sollicite les institutions, entreprises ou organismes appelés à désigner leur représentant au titre des personnalités extérieures au conseil de l'UFR.

Article 7 – Réunion du Conseil de l’UFR

Le Conseil se réunit sur convocation du Directeur ou à la demande du tiers de ses membres. Le conseil se réunit au moins deux fois par an. La convocation est envoyée 7 jours au moins avant la date de la réunion. Elle comporte l’ordre du jour.

Article 8 – Quorum et majorité

Quorum :

Pour que les délibérations du Conseil soient valables, la moitié au moins de ses membres en exercice doit être présente ou représentée.

Au cas où ce quorum n’est pas atteint, le Conseil peut être convoqué une nouvelle fois sur le même ordre du jour, au moins quatre jours francs plus tard. Il délibère alors, sur le même ordre du jour, sans condition de quorum.

Majorité :

Pour les votes statutaires, la majorité absolue des membres présents ou représentés est requise pour que la délibération soit adoptée.

Pour les autres votes, la majorité simple des suffrages exprimés suffit.

Les votes blancs ou nuls ne sont pas comptabilisés.

Article 9 – Procurations

A l’exception des personnalités extérieures qui peuvent donner procuration à tout autre membre du Conseil, un membre du Conseil peut, en cas d’empêchement, donner procuration à un autre représentant du même collège. Nul ne peut détenir plus de deux procurations.

Article 10 – Déroulement des séances du Conseil de l’UFR

Les séances du Conseil ne sont pas publiques. Toutefois, le Directeur peut inviter à titre consultatif toute personne dont la présence lui paraîtra utile.

Chaque séance plénière donne lieu à l’établissement d’un compte rendu, qui doit être approuvé par le Conseil lors d’une séance ultérieure.

Article 11 – Attributions budgétaires du Conseil de l’UFR

Le Conseil arrête, sur proposition du Directeur, la répartition des moyens humains et financiers nécessaires à ses composantes pour l’exercice de leurs missions.

Article 12 – Directeur de l’UFR : Désignation et attributions.

Le Directeur de L’UFR est un enseignant-chercheur, un enseignant ou un chercheur participant à l’enseignement, en fonction dans l’UFR. Il est élu pour une durée de cinq ans renouvelable une fois, au scrutin majoritaire à deux tours, par les membres du conseil. La majorité absolue des suffrages exprimés est requise pour être élu au premier tour, la majorité simple au second tour.

Il préside le Conseil et assure l’exécution de ses délibérations. Il prend toute décision nécessaire à la bonne marche de l’UFR, à charge d’en rendre compte au Conseil.

Il peut recevoir délégation de signature de la présidente de l’université pour les affaires concernant l’UFR.

Article 13 – Directeur-adjoint

Le Directeur de l'UFR peut être assisté d'un ou plusieurs directeurs adjoints, élus sur sa proposition par le Conseil de l'UFR à la majorité absolue des suffrages exprimés. Leur mandat s'achève à l'élection d'un nouveau Directeur. Le mandat est renouvelable.

Article 14 – Cessation de fonctions

Le Directeur de l'UFR cesse ses fonctions soit à l'échéance de son mandat, soit par démission, soit par départ à la retraite, soit par empêchement définitif dûment constaté soit s'il perd la qualité pour laquelle il a été élu.

Au cas où le Directeur de l'UFR cesse ses fonctions, le Directeur-adjoint le plus âgé ou, à défaut, le membre enseignant le plus âgé du Conseil de l'UFR exerce provisoirement les fonctions de directeur. Il convoque le Conseil de l'UFR dans les meilleurs délais pour l'élection d'un nouveau Directeur.

Article 15 – Modification des statuts de l'UFR

Toute modification des présents statuts doit être approuvée par le Conseil d'Administration de l'Université.

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier Désignation des nouveaux représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Il a pour objet, l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

Dans le cadre de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014, l'Etat a souhaité que le pilotage de la Politique de la Ville soit assuré au niveau de l'Agglomération.

Afin de tenir compte de cette évolution, la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et Montpellier Agglomération a été modifiée.

La composition de l'Assemblée Générale et celle du Conseil d'Administration évoluent donc à compter du 1^{er} janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner deux représentants de la Ville et leurs suppléants à l'Assemblée Générale et un représentant de la Ville et son suppléant au Conseil d'Administration.

Ont été élus :

A l'Assemblée Générale :

Titulaires :

- Philippe SAUREL
- Max LEVITA

Suppléants :

- Stéphanie JANNIN
- Abdi EL KANDOUSSI

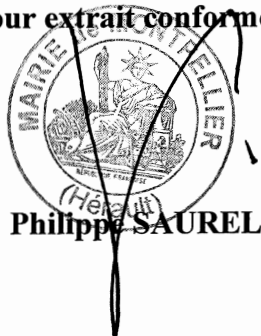
Au Conseil d'Administration :

Titulaire :

- Abdi EL KANDOUSSI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 18 décembre 2014



Groupement d'intérêt public pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier

Convention constitutive

Approuvée par arrêté préfectoral du 6 juin 2001
(arrêté n° 2001-I-2168)

Modifiée par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003
(arrêté n° 2003-01-4257)

Modifiée par arrêté préfectoral du 20 août 2004
(arrêté n° 2004-01-1992)

Modifiée par arrêté préfectoral du 21 mai 2008
(arrêté n° 2008-01-1271.)

Modifiée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2009
(arrêté n° 2009-01-2651)

Modifiée par arrêté préfectoral du 28 mars 2011
(arrêté n° 2011/0029)

Modifiée par arrêté préfectoral du 3 mai 2012
(arrêté n° 2012/0106)

Modifiée par arrêté préfectoral du 16 septembre 2013
(arrêté n° 2013/0146)

Modifiée par arrêté préfectoral du
(arrêté n°/.....)

Table des matières

| | |
|---|----|
| TITRE I CONSTITUTION | 3 |
| Article 1er : Constitution | 3 |
| Article 2 : Dénomination | 3 |
| Article 3 : Objet | 4 |
| Article 4 : Siège social | 4 |
| Article 5 : Délimitation géographique | 4 |
| Article 6 : Durée | 4 |
| Article 7 : Adhésion | 4 |
| Article 8 : Retrait et exclusion | 4 |
| TITRE II CAPITAL - DROITS ET OBLIGATIONS - CONTRIBUTION DES PARTENAIRES - EQUIPEMENTS ET MATERIELS - PERSONNEL | 5 |
| Article 9 : Capital | 5 |
| Article 10 : Contribution des partenaires au financement | 5 |
| Article 11 : Droits et obligations | 5 |
| Article 12 : Equipements et matériels | 6 |
| Article 13 : Personnel mis à disposition ou détaché | 6 |
| Article 14 : Personnel propre au groupement | 6 |
| Article 15 : Plan de formation | 7 |
| TITRE III GESTION - TENUE DES COMPTES | 8 |
| Article 16 | 8 |
| Article 17 : Tenue des comptes | 8 |
| Article 18 : Contrôle économique et financier de l'Etat | 8 |
| TITRE IV ORGANISATION - ADMINISTRATION | 9 |
| Article 19 : Assemblée générale | 9 |
| Article 20 : Conseil d'administration | 10 |
| Article 21 : Présidence du conseil d'administration | 11 |
| Article 22 : Directeur du groupement | 11 |
| Article 23 : Commissaire du Gouvernement | 12 |
| Article 24 : Instances de concertation et de négociation | 12 |
| TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES | 12 |
| Article 25 : Règlement intérieur | 12 |
| Article 26 : Dissolution anticipée | 12 |
| Article 27 : Dissolution et liquidation | 13 |
| Article 28 : Condition suspensive | 13 |

TITRE I CONSTITUTION

Objet : délimitation géographique. – Adhésion Retrait. - Exclusion

Vu la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu le décret n°2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;

Vu le décret n° 2006-945 du 28 juillet 2006 relatif à l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ;

Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;

Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

Vu le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Article 1er : Constitution

Le groupement d'intérêt public est constitué entre les 8 membres suivants, signataires de la présente convention.

Personnes morales de droit public :

- **L'Etat représenté par Monsieur le Préfet de l'Hérault,**
- **La Ville de Montpellier représentée par son Maire,**
- **La Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par son Président,**
- **Le Conseil Général de l'Hérault représenté par son Président,**
- **La Caisse des Dépôts et Consignations représentée par son Directeur Général,**
- **Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier représenté par son Président,**

Personnes morales de droit privé :

- **La société Services, Conseil, Expertises, Territoires représentée par son Directeur interrégional,**
- **La Caisse d'Allocations Familiales de L'Hérault représentée par son Directeur.**

Article 2 : Dénomination

Le groupement est dénommé :

GIP pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier prenant pour sigle G.I.P. D.S.U.A. Montpellier et désigné ci-après « le groupement ».

Article 3 : Objet

Le groupement a pour objet, l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

Article 4 : Siège social

Le siège social du groupement est fixé :

- Au siège de la Ville de Montpellier : 1, Place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Il pourra être transféré en un autre lieu par décision du Conseil d'administration.

Article 5 : Délimitation géographique

Le groupement a compétence sur le territoire de l'agglomération de Montpellier et plus particulièrement sur les quartiers prioritaires et/ou en renouvellement urbain.

Article 6 : Durée

Le groupement a pris effet et donc acquis la personnalité morale, à la date de la publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, soit le 1^{er} juillet 2001, pour une durée de 7 ans.

Il a été prorogé une première fois, à compter du 1^{er} juillet 2008 et ce jusqu'au 31 décembre 2013, puis une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014. Il est prorogé une nouvelle fois jusqu'au 31 décembre 2016.

Article 7 : Adhésion

Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres dont la contribution au financement du fonctionnement du groupement justifie l'adhésion.

La demande d'adhésion est formulée par écrit, agréée par l'Assemblée générale et se traduit par la signature de la présente convention.

Un avenant à la présente convention devra prévoir les droits et obligations du nouveau membre. Cet avenant devra être approuvé par l'Assemblée générale et par arrêté préfectoral pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation constitutif.

Article 8 : Retrait et exclusion

Toute personne morale de droit public ou privé membre du groupement peut, en cours d'exécution de la présente convention, se retirer du groupement à l'expiration de l'exercice budgétaire, sous réserve qu'elle ait notifié son intention trois mois avant la fin de cet exercice.

Un avenant à la présente convention devra prévoir les modalités, notamment financières, de ce retrait, en fonction du niveau de contribution et des frais engagés pour le fonctionnement du groupement.

Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté préfectoral pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

L'assemblée générale peut prononcer l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Un représentant du membre concerné est entendu au préalable. Dans ce cas, les stipulations prévues pour le retrait sont applicables.

TITRE II CAPITAL - DROITS ET OBLIGATIONS - CONTRIBUTION DES PARTENAIRES - EQUIPEMENTS ET MATERIELS - PERSONNEL

Article 9 : Capital

Le groupement est constitué sans capital initial.

Article 10 : Contribution des partenaires au financement

Les contributions des membres aux activités et aux charges du groupement sont déterminées dans un protocole annexe à la présente convention.

Ces contributions peuvent être fournies :

- sous forme de participation financière ;
- sous forme de mise à disposition de personnels ;
- sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, notamment la mise à disposition de locaux et matériel. La valeur de cette contribution est appréciée d'un commun accord.

Article 11 : Droits et obligations

Dans leurs rapports entre eux et à compter du 1^{er} janvier 2015, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis en fonction de l'apport respectif de chacun, défini à l'article précédent.

| Droits statutaires | (en %) |
|---------------------------|---------------|
| Montpellier Agglomération | 37 |
| Etat | 20 |
| Ville de Montpellier | 18 |
| Département de l'Hérault | 18 |
| C.C.A.S. | 3 |
| C.D.C. | 2 |
| S.C.E.T. | 1 |
| C.A.F. | 1 |

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires ; ils sont responsables des dettes du groupement à proportion de leurs droits statutaires.

Article 12 : Equipements et matériels

Les équipements et matériels mis à disposition par des membres du groupement restent leur propriété ; ils leur reviennent à la dissolution du groupement.

Le matériel acheté par le groupement appartient au groupement. Il est dévolu en cas de dissolution du groupement conformément aux règles établies à l'article 26 ci-dessous.

Article 13 : Personnel mis à disposition ou détaché

Les personnels mis à disposition du groupement par ses membres conservent leur statut d'origine. Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles et la responsabilité de leur avancement. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnes sont remises à la disposition de leur organisme d'origine :

- à leur demande ;
- par décision du conseil d'administration, notamment en cas de faute grave et pour raison disciplinaire ;
- à la demande de l'organisme d'origine, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois au minimum ;
- dans le cas où cet organisme se retire du groupement, dans les conditions de l'article 8 précité, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois minimum ;
- en cas de liquidation, dissolution, ou absorption de cet organisme.

Des personnels peuvent également être détachés auprès du groupement par ses membres, en conformité avec les dispositions des statuts dont ils relèvent. Leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles sont prises en charge par le groupement. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnes sont réintégrées dans leur organisme d'origine dans les mêmes conditions, fixées à l'alinéa précédent, que les personnels mis à disposition.

Le groupement peut préciser les obligations des personnels mis à disposition du groupement ou détachés auprès de lui.

Le groupement prévoit une rémunération du comptable public.

Article 14 : Personnel propre au groupement

14.1. Recrutement

Le groupement peut recruter à titre subsidiaire du personnel propre par des contrats de droit public pour l'exercice d'une fonction requérant des qualifications spécialisées nécessaire à la réalisation d'une mission permanente ou pour assurer le remplacement d'un agent temporairement absent ou enfin, pour faire face à une vacance temporaire d'emploi ou en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activités telles que définies à l'article 7 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986. Ces recrutements pourront intervenir lorsque ces postes n'auront pu être pourvus par voie de mise à disposition ou de détachement par les partenaires du groupement.

Le contrat conclu peut être à durée indéterminée. Lorsqu'il est à durée déterminée, cette durée ne peut excéder trois ans et pour une durée au plus égale à celle du groupement. Il est renouvelable par reconduction expresse.

Les conditions de recrutement et d'emploi de ce personnel sont décidées par le conseil d'administration, en application des dispositions du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013.

Les personnels ainsi recrutés n'acquièrent pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les cadres des personnes morales, membres du groupement.

14.2. Dispositif de protection sociale

L'assemblée générale ou, le cas échéant, le conseil d'administration peut instaurer, au bénéfice du personnel mentionné au 14.1, un dispositif de protection sociale complémentaire dans les mêmes conditions que celles définies par les dispositions du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007.

Article 15 : Plan de formation

L'assemblée générale ou, le cas échéant, le conseil d'administration prévoit un plan de formation propre à l'ensemble des personnels du groupement.

Toutefois, en cas de besoin de formation non couvert par le plan de formation propre au groupement, les personnels du groupement bénéficient des plans de formation préparés par l'un des membres du groupement apte à satisfaire le besoin identifié. Une convention spécifique est alors conclue à cette fin entre le groupement et ce membre.

TITRE III GESTION - TENUE DES COMPTES

Article 16

L'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile.

Le budget approuvé chaque année par le conseil d'administration fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des projets opérationnels fixés par le groupement.

Le budget du groupement ne peut être présenté, ni exécuté en déficit. L'excédent éventuel des recettes d'un exercice sera reporté sur l'exercice suivant.

Article 17 : Tenue des comptes

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public par un agent comptable nommé par arrêté du ministre du budget.

Le groupement se dotera d'un règlement financier intérieur conforme à un modèle type établi par les ministères chargés du budget et de la ville.

Les dispositions du décret GBCP n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 sont applicables.

Article 18 : Contrôle économique et financier de l'Etat

Le groupement est soumis au contrôle de la Chambre régionale des comptes dans les conditions prévues par les articles L.211-1 à L.211-8 du code des juridictions financières. Il peut être soumis au contrôle économique et financier de l'Etat dans des conditions fixées par décret en conseil d'Etat.

TITRE IV ORGANISATION - ADMINISTRATION

Article 19 : Assemblée générale

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des 8 membres du groupement ayant nommément désigné 15 représentants selon les modalités suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2015 :

- 3 représentants de l'Etat (M. le Préfet ou son représentant, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ou son représentant, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant)
- 4 représentants de la Communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants
- 2 représentants de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants
- 2 représentants du Département de l'Hérault ou leurs suppléants
- 1 représentant de la C.D.C.
- 1 représentant du C.C.A.S.
- 1 représentant de la S.C.E.T.
- 1 représentant de la C.A.F.

Elle se réunit sur convocation du président du conseil d'administration ou son représentant au moins une fois par an. Elle se réunit de droit à la demande du tiers de ses membres sur un ordre du jour que ceux-ci déterminent.

Le président du conseil d'administration ou son représentant ou, à défaut, le premier vice-président ou son représentant assure la présidence de l'assemblée générale.

19.1. Compétence

L'assemblée générale a pour compétence :

- d'approuver, le règlement intérieur qui précise les modalités de fonctionnement du groupement ;
- d'approuver les comptes de l'exercice clos ;
- de délibérer sur les rapports relatifs à la gestion du conseil d'administration et sur toute question inscrite à l'ordre du jour ;
- d'élire les membres du conseil d'administration ;
- de décider, sur proposition du conseil d'administration, de toute modification des statuts ;
- de définir les conditions dans lesquelles de nouveaux membres peuvent adhérer au groupement en application de l'article 7 ci-dessus ;
- de prononcer la dissolution du groupement et prendre les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- de prononcer l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé selon les stipulations de l'article 8 ;
- d'approuver, sur proposition du conseil d'administration, les modalités financières et autres, de l'exclusion ou du retrait d'un membre du groupement, ainsi que le prévoit l'article 8 ci-dessus.

19.2. Modalités de vote

Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 11 selon la manière suivante :

| Droits statutaires | (en %) |
|---------------------------|--------|
| Montpellier Agglomération | 37 |
| Etat | 20 |
| Ville de Montpellier | 18 |
| Département de l'Hérault | 18 |
| C.C.A.S. | 3 |
| C.D.C. | 2 |
| S.C.E.T. | 1 |
| C.A.F. | 1 |

Conformément à l'article 21 de la loi du 15 juillet 1982, les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble obligatoirement de la majorité des voix à l'assemblée et au conseil d'administration.

Le vote par procuration est autorisé. Toutefois, un même membre ne peut recevoir plus de deux procurations.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres du groupement est présente ou représentée.

Au cas où ces quorums ne sont pas atteints, l'assemblée est convoquée à nouveau dans les quinze jours et peut alors valablement délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 20-2 de l'article 20 concernant l'élection des membres du conseil d'administration ou de celles de l'article 27 relatives à la dissolution du groupement.

Article 20 : Conseil d'administration

Le groupement est administré par un conseil d'administration.

20.1. Compétence

Les missions du conseil d'administration sont les suivantes :

- arrêter le programme annuel prévisionnel d'activités et le budget correspondant, y compris, le cas échéant, les prévisions de recrutement ou de licenciement de personnel ;
- préparer, mettre en œuvre les décisions de l'assemblée générale, et lui rendre compte de sa gestion au moins une fois par an, et autant de fois qu'il est nécessaire ;
- agréer comme membres les personnes morales souhaitant adhérer au groupement, dans les conditions définies par l'assemblée générale ;
- examiner toute question relative au fonctionnement courant du groupement, et déterminer ses pouvoirs.

20.2. Composition

Le conseil d'administration est composé de 10 membres, élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes à compter du 1^{er} janvier 2015 :

- 2 représentants de l'Etat
- 2 représentants de la Communauté d'agglomération de Montpellier
- 1 représentant de la Ville de Montpellier
- 1 représentant du Département de l'Hérault
- 1 représentant de la C.D.C.
- 1 représentant du C.C.A.S.
- 1 représentant de la S.C.E.T.
- 1 représentant de la C.A.F.

20.3. Modalités de fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige, sur la convocation du président ou son représentant, ou à la demande de plusieurs de ses membres représentant au moins le tiers des droits définis à l'article 10. Toute convocation doit indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Le conseil d'administration délibère valablement si :

- les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés ;
- le mandat d'administrateur est exercé gratuitement. Toutefois, le conseil d'administration peut allouer des indemnités de déplacements pour des missions qu'il confie aux administrateurs.

Article 21 : Présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit à la majorité absolue, parmi ses membres, un président et trois vice-présidents, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable.

Le président ou son représentant, ou, en cas d'empêchement, le premier vice-président ou son représentant, préside les séances du conseil.

Article 22 : Directeur du groupement

Sur proposition de son président, le conseil d'administration nomme pour la durée du contrat urbain de cohésion sociale un directeur ayant ou non la qualité d'administrateur.

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration et dans les conditions fixées par ce dernier.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

604

Article 23 : Commissaire du Gouvernement

Lorsque les autorités en charge de l'approbation de la convention constitutive le décident, elles peuvent nommer un commissaire du gouvernement.

Dans le cas où un commissaire du gouvernement est nommé auprès du GIP, il exerce ses attributions conformément à l'article 5 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public.

Article 24 : Instances de concertation et de négociation

Par décision de l'assemblée générale ou, le cas échéant du conseil d'administration, sont créés un comité technique, une commission consultative paritaire et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, placés auprès du directeur du groupement, en application du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013.

24.1. Composition

Le comité technique comprend le directeur, le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines et des représentants du personnel. La durée du mandat des représentants des personnels est fixée à quatre ans.

24.2. Compétences

Le comité technique est consulté sur les questions et décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement du groupement : gestion prévisionnelle des effectifs, règles d'emplois et de recrutement des agents contractuels, orientations en matière de politique indemnitaire, formation, insertion professionnelle, hygiène et sécurité,...

TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES

Article 25 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur incluant les dispositions financières prévues à l'article 17 de la présente convention, est établi par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale.

Article 26 : Dissolution anticipée

Le groupement peut être dissous par anticipation.

Les décisions de prorogation ou de dissolution anticipée sont prises par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres du groupement.

Ces décisions sont ensuite transmises au préfet de département au moins trois mois avant la date d'échéance envisagée.

La décision de dissolution anticipée doit être approuvée par l'autorité ayant approuvé la présente convention constitutive et publiée comme en matière de constitution.

La dissolution anticipée entraîne la liquidation du groupement dans les conditions de l'article 27.

Article 27 : Dissolution et liquidation

Le groupement est dissous de plein droit :

- à l'arrivée du terme contractuel ;
- par réalisation de son objet ;
- par abrogation ou retrait de l'arrêté d'approbation.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation.

L'assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Un avenant entre les membres du groupement devra préciser les droits et obligations de chaque membre après dissolution du groupement, en tenant compte des prêts et des garanties en cours qui devront être conduits à terme.

A l'issue du dernier contrat, le ou les liquidateurs procéderont aux dernières répartitions entre financeurs.

Article 28 : Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative.

Elle assure la publicité et adresse une copie pour information aux administrations centrales concernées :

- le secrétaire général du Comité Interministériel des Villes,
- le directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
- le directeur du budget au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P – D.S.U.A Montpellier)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Groupement d'intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Les principales missions du GIP sont :

- le pilotage du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) sur les territoires Politique de la Ville,
- la mise en œuvre des projets territoriaux de cohésion sociale sur les territoires Mosson, Cévannes et Centre,
- l'articulation du volet social avec l'intervention sur l'urbain, le logement et le développement économique (animation du volet emploi dans les quartiers en rénovation urbaine dont les clauses sociales, suivi financier des PRU et de la convention de gestion urbaine de proximité sur le PRU Centre, suivi du programme urbain intégré FEDER).

Sur la base d'une nouvelle géographie prioritaire proposée fin juin 2014 comprenant de nouveaux quartiers, l'Etat a lancé la phase de préparation des nouveaux contrats de ville qui sont appelés à succéder aux CUCS et qui constitueront le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville pour la période 2015-2020.

Pour assurer à la fois l'élaboration du contrat de ville jusqu'à sa signature au cours du 1^{er} semestre 2015, la mise en œuvre des premières mesures du contrat et de l'appel à projets 2015 auprès des opérateurs, la poursuite des actuelles missions du GIP liées au CUCS, aux PRU (suivi des engagements financiers et des clauses sociales) et au Programme urbain intégré FEDER, il est proposé que le GIP soit prorogé pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

La mise en œuvre opérationnelle du contrat de ville après signature nécessitera un ajustement des missions qui sera débattu le moment opportun.

Enfin, dans le cadre de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014, l'Etat a souhaité que le pilotage stratégique du futur contrat de ville soit assuré au niveau de l'Agglomération. Afin de tenir compte de cette évolution, il est proposé de modifier la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et Montpellier Agglomération. Les autres membres conservent leurs droits statutaires actuels.

Une proposition de modification de la convention constitutive a donc été validée lors du Conseil d'Administration du GIP-DSUA le 26 août 2014.

Plusieurs articles sont concernés :

- *Article 5 : Délimitation géographique*

Modification de la délimitation géographique du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a compétence sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier et plus particulièrement sur les quartiers prioritaires et/ou en renouvellement urbain* ».

- *Article 6 : Durée*

Modification de la durée du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a pris effet et donc acquis la personnalité morale, à la date de publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, soit le 1^{er} juillet 2001, pour une durée de 7 ans. Il a été prorogé une première fois et ce jusqu'au 31 décembre 2013, puis une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014. Il est prorogé une troisième fois jusqu'au 31 décembre 2016* ».

- *Article 11 : Droits et obligations*

Evolution des droits statutaires pour prendre en compte l'obligation fixée par la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 : « *Dans leurs rapports entre eux, et à compter du 1^{er} janvier 2015, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis comme suit :*

| Droits statutaires | [en %] |
|---------------------------|--------|
| Montpellier Agglomération | 37 |
| Etat | 20 |
| Ville de Montpellier | 18 |
| Département de l'Hérault | 18 |
| C.C.A.S | 3 |
| C.D.C | 2 |
| S.C.E.T | 1 |
| C.A.F | 1 |

- *Article 19 : Assemblée générale*

Evolution de la composition des membres de l'assemblée générale du groupement dans les termes suivants : « *L'assemblée générale est composée de l'ensemble des 8 membres du groupement ayant nommé désigné 15 représentants selon les modalités suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2015 :*

- *3 représentants de l'Etat (M. le Préfet ou son représentant, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ou son représentant, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant) ;*
- *4 représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *2 représentants de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *2 représentants du Département de l'Hérault ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du C.C.A.S ;*
- *1 représentant de la C.D.C ;*
- *1 représentant de la S.C.E.T ;*
- *1 représentant de la C.A.F. »*

- *Article 19.2 : Modalités de vote*

Modification des modalités de vote au sein de l'assemblée générale du groupement dans les termes suivants : « *Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 11 selon la méthode suivante, à compter du 1^{er} janvier 2015 :*

| Droits statutaires | [en %] |
|---------------------------|--------|
| Montpellier Agglomération | 37 |
| Etat | 20 |
| Ville de Montpellier | 18 |

| | |
|--------------------------|----|
| Département de l'Hérault | 18 |
| C.C.A.S | 3 |
| C.D.C | 2 |
| S.C.E.T | 1 |
| C.A.F | 1 |

- *Article 20.2 : Conseil d'administration - Composition*

Evolution de la composition des membres du conseil d'administration du groupement dans les termes suivants :
« L'assemblée générale est composée de l'ensemble de 10 membres, élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2015 :

- *2 représentants de l'Etat ;*
- *2 représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du Département de l'Hérault ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du C.C.A.S ;*
- *1 représentant de la C.D.C ;*
- *1 représentant de la S.C.E.T ;*
- *1 représentant de la C.A.F. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant à la convention constitutive annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Conseil Municipal 17 décembre 2014
Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 6 novembre 2014

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

| | |
|----------------------------------|--------------------------------|
| Numéro de la décision | Synthèse de la décision |
|----------------------------------|--------------------------------|

| | |
|-----------|---|
| 2014/0337 | Attribution d'un MAPA pour le réaménagement du parvis bas de la gare Saint Roch aux entreprises suivantes: Lot 1 : société EUROVIA pour un montant HT de 346 929,20 €. Lot 2 : Société POUSSE CLANET pour un montant HT de 12 635,00 €. |
| 2014/0339 | Marché passé selon la procédure adaptée pour l'entretien et la réparation des installations frigorifiques des véhicules de livraison de repas de la Cuisine Centrale à la société CARRIER TRANSICOLD pour un montant de 14 772 € HT annuel soit 59 088 € HT pour 4 ans. |
| 2014/0340 | Après consultation, il convient d'attribuer un marché pour les exhumations administratives des concessions temporaires reprises par la Ville et des inhumations faites en service ordinaire au cimetière St Lazare à l'entreprise OGF pour un montant de 19 333 € HT |
| 2014/0346 | Attribution d'un logement à titre gracieux à M. TOTTA Christophe à l'école maternelle Ingrid Bergman - Autorisation de signer la convention d'occupation |
| 2014/0348 | Attribution d'un marché à bons de commande suite à appel d'offres pour une mission SPS aux entreprises suivantes: Lot 1 : SPS conseil / BR coordination. Lot 2 : QUALICONSLT. Pour un montant minimum de 6 000 € HT et un maximum de 25 000 € HT par lot. |
| 2014/0354 | De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville et l'Office de Tourisme de Montpellier pour une durée de dix ans. |
| 2014/0360 | Après consultation la Ville décide d'attribuer le marché "Missions d'accompagnement Montpellier Main Verte " aux associations suivantes : - lot 1 : "assistance à maîtrise d'ouvrage" est déclaré infructueux - lot 2 : "les animations" à l'association Passe Muraille pour un montant de 9 000 € HT - lot 3 : "les formations botaniques" à l'association Tela Bot pour un montant de 2 000 € HT |
| 2014/0361 | Aménagement piéton chemin de Poutingon Attribution d'un marché à procédure adaptée à l'entreprise EUROVIA MEDITERRANEE pour un montant de de 94 352.20 € HT. |
| 2014/0362 | Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Entretien et aménagement des espaces verts" pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois aux entreprises suivantes : - lot 1 : quartier Centre Pousse CLANETpour un montant annuel maxi de 400 000 € H.T. - lot 2 : quartier Port- Marianne Pousse CLANETpour un montant annuel maxi de 600 000 € H.T. - lot 3 : quartier Près d'Arènes UPEE7 pour un montant annuel maxi de 400 000 € H.T. - lot 4 : quartier Croix d'Argent UPEE7 pour un montant annuel maxi de 400 000 € H.T - lot 5 : quartier Cévennes UPEE7 pour un montant annuel maxi de 500 000 € H.T |

| | |
|-----------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - lot 6 : quartier Mosson Pousse Clanet pour un montant annuel maxi de 400 000 € H.T - lot 7 : quartier Hôpitaux-Facultés Pousse Clanet pour un montant annuel maxi de 400 000 € H.T - lot 8 : Cimetières UPEE7 pour un montant annuel maxi de 400 000 € H.T |
| 2014/0364 | Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de Water Polo, sport de haut niveau à Montpellier saison 2014-2015, au seul prestataire habilité, le Montpellier Water Polo, pour un montant H.T. de 30 000 € soit 36 000 € TTC |
| 2014/0365 | La Ville décide de passer avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines, pour la période du 15 Septembre 2014 au 19 Juin 2015, dans le cadre de la mise en œuvre de temps d'activités pédagogiques, selon le tarif en vigueur arrêté par délibération du Conseil d'Administration de l'Agglomération de Montpellier. |
| 2014/0366 | D'exercer le droit de préemption, pour le Compte de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, sur la propriété PEREZ située 72 avenue de Toulouse, cadastrée section HZ 28, pour un montant de 118.000 € dont 8.000 € de commission. |
| 2014/0367 | Décision d'attribution du marché de fournitures alimentaires des établissements d'accueil du jeune enfant (crèches et haltes-garderies). Le lot n°1 est attribué à l'entreprise ANSAMBLE (montant minimum de 480 000 €), le lot n°2 est attribué à l'entreprise API Restauration (montant minimum de 14 000 €). |
| 2014/0368 | Marché concernant la formation obligatoire pour tous les titulaires du permis B qui sont amenés à conduire un deux roues motorisé de 50 à 125 centimètres cubes durant leurs missions professionnelles attribué à AUTO ECOLE DE LA COMEDIE pour un montant de 191.70 € par stagiaire. |
| 2014/0369 | Marché public: Transport de manuscrits depuis les Archives Nationales et la Bibliothèque Nationale de France à l'entreprise LP Art, pour un montant de 15340 € HT |
| 2014/0370 | Le 18 mars 2014, au cours de l'interpellation de Mr Youssef AMKRANE, Mr Thierry VOUARD a été agressé verbalement et physiquement et Mme Fatiha BENDALI a été agressée verbalement. A la suite de cette agression, Mr VOUARD a subi un traumatisme au poignet gauche sans ITT. Compte tenu de la mission d'ordre public confiée à Mr VOUARD et à Mme BENDALI, et de la gravité des faits, Monsieur le Maire a décidé d'accorder à ces agents la Protection Fonctionnelle et d'autoriser l'avocat de la Ville à défendre leurs intérêts ainsi que ceux de la Ville, devant toute juridiction. |
| 2014/0371 | ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°2013/0133 : Une des missions qui s'élève à 13073,43€ dont 11076,06€ pour Dominique LARPIN et 1997,37€ pour Thierry HELLEC n'a pas été mentionnée sur la décision. |
| 2014/0372 | Marché public: pré-achat de l'ouvrage Aaron Siskind, une autre réalité photographique, pour un montant de 18750 € HT pour 700 exemplaires aux éditions Hazan. |
| 2014/0373 | Convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville et la SARL Lux Laverie pour l'implantation d'une activité commerciale (laverie) de 20 m² sur la parcelle ON15 en partie (parking du Géant Casino). |
| 2014/0374 | Attribution d'un logement à titre onéreux à l'école élémentaire Roosevelt à Madame DEVERT Marie-Pierre, Professeur des écoles à Montpellier - Autorisation de signer la convention. |
| 2014/0375 | Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du Cinéma Municipal Nestor Burma, il convient d'élargir les dépenses autorisées. |
| 2014/0376 | Après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier le marché : "Travaux de plantation de la lisière de la mare écologique de Grammont", à l'entreprise ANGLE VERT pour un montant de 34 668 € HT. |
| 2014/0377 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat d'une débroussailluse 3 points, d'un broyeur de végétaux, d'un micro tracteur et d'une remorque porte-engins " : <ul style="list-style-type: none"> - à la société CEVENNES MOTOCULTURE pour un montant de 18 590.00 € HT pour le lot n°1, - à la société AGRISUD pour un montant de 15 400.00 € HT pour le lot n°2, - à la société CEVENNES MOTOCULTURE pour un montant de 6 430.00 € HT pour le lot n°3, - à la société REMORQUE MANDRINOISE pour un montant de 4 225.67 € HT pour le lot n°4. C'est un marché unique ordinaire. La durée se confond avec le délai d'exécution. |

| | |
|-----------|---|
| 2014/0378 | Après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier le marché (4B0185) : "Travaux de plantation des berges du Lez entre le pont Zucarelli et le pont André Levy", à l'entreprise ANGLE VERT pour un montant de 44 999.86 € HT. |
| 2014/0379 | Attribution du marché d'acquisition d'un logiciel de gestion des équipements de la voirie à l'entreprise GISmartware pour un montant de 56 380€ HT pour les tranches ferme et conditionnelle. |
| 2014/0380 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de mobiliers de bureau" : <ul style="list-style-type: none"> - pour le lot n°1(achat de sièges de bureau) à la société ADELIE pour un montant total de commandes avec un minimum et sans maximum de 20 000.00 € HT - pour le lot n°2 (achat de mobiliers de bureau, hors siège) à la société ESPACE LAPAPE RANVIER pour un montant total de commandes avec un minimum et sans maximum de 40 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période initiale de un an à compter de la date de notification du marché. Le marché peut être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans. |
| 2014/0381 | Attribution du marché de mission de maîtrise d'oeuvre pour la conception et la réalisation d'ouvrages de génie civil suite à alignement dans le PAE MARQUEROSSE à INTERNVIA ETUDES pour un montant de 21 280€ HT pour la tranche ferme et pour un montant de 13 720€ HT pour la tranche conditionnelle. Annule et remplace la décision N°2014/0286 suite à erreur matérielle sur le montant de la tranche conditionnelle |
| 2014/0382 | Autorisation d'attribuer le marché d'entretien des ruisseaux, des bassins de rétention et de leurs ouvrages hydrauliques à l'entreprise CIEL VERT pour un montant annuel compris entre 50 000 € HT et 200 000 € HT. |
| 2014/0383 | Marché pour la réalisation d'un dossier complet mettant en valeur les 7 quartiers de la ville attribué à "La gazette de Montpellier pour un montant HT de 56 090 €. |
| 2014/0384 | Réalisation d'une étude d'impact et une étude d'évaluation concernant les incidences du Parc de Lunaret – Zoo de Montpellier sur la zone Natura 2000 jouxtant l'ICPE par l'entreprise CAP TERRE SAS pour un montant de 33 850 € HT (phases 1 et 2). |
| 2014/0385 | la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché de la "Prestation de maintenance d'une machine offset RYOBI et d'un CTP PRESSTEK pour le service Imprimerie" à la société ARTECH GRAPHIC sur la base de l'article 35 - II - 8 pendant 5 ans pour un montant total maximum de dépenses de 36 000 € HT. |
| 2014/0386 | Prorogation d'un an jusqu'au 31 décembre 2015 de la phase de mobilisation du contrat N° 13149920 conclu auprès du Crédit Coopératif. |
| 2014/0387 | Marché concernant la construction du groupe scolaire A. MALRAUX : le lot 4 : menuiseries intérieures, bois, mobilier est attribué à l'Atelier Ducrot pour un montant de 524 052,10€ H.T |
| 2014/0388 | Marché public: transport d'oeuvres depuis les USA, exposition Aaron Siskind au Pavillon Populaire, attribué à l'entreprise LP Art pour un montant HT 69 413.32 € |
| 2014/0389 | Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Entretien et aménagement des espaces verts" pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois aux entreprises suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - lot 1 : quartier Centre Pousse CLANET pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T. - lot 2 : quartier Port- Marianne Pousse CLANET pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 600 000 € H.T. - lot 3 : quartier Près d'Arènes UPEE7 pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T. - lot 4 : quartier Croix d'Argent UPEE7 pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T - lot 5 : quartier Cévennes UPEE7 pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 500 000 € H.T - lot 6 : quartier Mosson Pousse CLANET pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T - lot 7 : quartier Hôpitaux-Facultés Pousse CLANET pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T |

| | |
|-----------|---|
| | - lot 8 : Cimetières UPEE7 pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T |
| 2014/0390 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PHILIP Samira (REBAI) |
| 2014/0391 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TRIBOULET Christine |
| 2014/0392 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ WEILL Emile |
| 2014/0393 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AIT MAAMOU |
| 2014/0394 | Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour mettre en valeur les quartiers de la ville de Montpellier, cette valorisation se concrétise essentiellement par la réalisation de 10 magazines vidéos permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité; cette prestation inclut la conception, la réalisation, la création d'une rubrique dédiée, d'un juke box vidéos spécial "Vie des quartiers " ainsi que la visualisation sur les réseaux sociaux ; à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la société Médias du Sud a présenté une offre économiquement avantageuse. |
| 2014/0395 | La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ S.C.I. CENTRE COMMERCIAL LE GRAND M (Appel). |
| 2014/0396 | Marché public: pré-achat de l'ouvrage Aaron Siskind, une autre réalité photographique - Rectification de la décision n° 2014/0372 |
| 2014/0397 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SAMMARTANO Franck |
| 2014/0398 | Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour la maintenance des logiciels Coordin et Littéralis à la société SOGELINK pour un montant annuel compris entre 5 000€ et 20 000€ HT |
| 2014/0399 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "location, blanchissage et entretien des vêtements professionnels de la Cuisine Centrale " à la société MAJ ELIS PROVENCE pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 50 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de un an du 01 janvier au 31 décembre 2015. |
| 2014/0400 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE REFORMEE DE FRANCE DE LA RUE DE BRUEYS |
| 2014/0401 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FEBVRE Christophe |
| 2014/0402 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame NADINE GELADE |
| 2014/0403 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GARDOUX Christophe |
| 2014/0404 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ASSOCIATION DES RIVERAINS DU MAS DE PORTALY |
| 2014/0405 | Le marché de la mission de programmation pour la construction du groupe scolaire Ovalie II a été attribué à la société EGIS CONSEIL pour un montant total de 21 450 € HT. |
| 2014/0409 | Marché public : Coproduction du spectacle Rosalie(s) au Théâtre Jean Vilar, pour un montant de 36 000 €. |
| 2014/0410 | De conclure une convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne à l'association Nouveau Sainte Anne pour l'organisation de trois salons pour un montant de 510 € par jour d'ouverture au public. |
| 2014/0411 | Il est nécessaire de prolonger la durée des deux lots du marché et donc d'adopter un avenant n° 1 avec chaque titulaire. |

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉCISIONS ET ANNEXES

PEM SAINT ROCH
Réaménagement du parvis bas de la gare Saint Roch
Rue Jules Ferry
MAPA N°4D00/02391

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté du n°2014/1718 en date du 2 Juin 2014 donnant délégation à Monsieur ALBERNHE Luc Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder au réaménagement du parvis bas de la gare Saint Roch rue Jules FERRY dans le cadre du PEM Saint Roch ;
- Qu'à la suite d'une consultation de sociétés spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée contenant deux lots (lot 1 : Voirie, lot 2 : Espaces verts) en date du 16 juin 2014 conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise EUROVIA MEDITERRANEE - Route de Lodève - 34990 JUVIGNAC a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 et l'entreprise POUSSE-CLANET - Avenue Paysagère Maurin - 34970 LATTES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2.

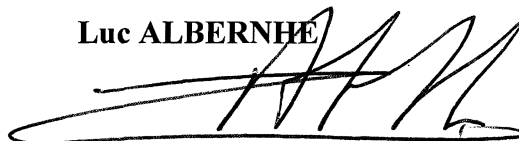
Décide en conséquence :

- D'attribuer le lot 1 du marché n°4D00/0 239 1, concernant les travaux de réaménagement du parvis bas de la gare Saint Roch, à la Société EUROVIA pour un montant de 346 929,20 € HT soit 388 560,70 € TTC ;
- D'attribuer le lot 2 du marché n°4D00/0 239 1, concernant les travaux de réaménagement du parvis bas de la gare Saint Roch, à la Société POUSSE-CLANET pour un montant de 12 635,00 € HT soit 15 162,00 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville.

Montpellier, le 03/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publiée le : 05/11/2014

Notifiée le :

675



**MARCHE PUBLIC – Entretien et réparation des
installations frigorifiques des véhicules de livraison de
repas de la Cuisine Centrale
Marché à procédure adaptée n° AB0157**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346 en date du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée ;

Considérant :

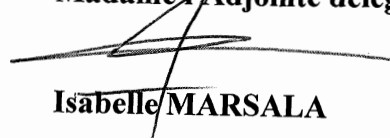
- Qu'il y a lieu d'effectuer l'entretien et la réparation des installations frigorifiques des véhicules de livraison de repas de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires de la Ville ;
- Qu'une procédure en date du 08/08/2014 a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande passé selon la procédure adaptée pour une durée de 1 an, reconductible trois fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
Prix 50% - Valeur technique 30% - Délais d'exécution 20%
- Qu'après analyse, la société CARRIER TRANSICOLD, M.I.N de Rouen, avenue du Commandant Bicheray – 76108 ROUEN Cedex 1 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'entretien et de réparation des installations frigorifiques des véhicules de livraison de repas de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires de la Ville à la société CARRIER TRANSICOLD, pour un montant annuel de 14 772 € HT reconductible trois fois, soit sur 4 ans un montant total de 59 088 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Restauration Scolaire : CRB 13000 – Nature 61551 – Fonction 922/511 – Ligne de crédit 1509,
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 07.11.2014

Madame l'Adjointe déléguée

 Pour N° ABO157

Isabelle MARSALA

Publiée le : 19.11.2014

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les exhumations administratives des
concessions temporaires reprises par la ville et des
inhumations faites en service ordinaire au cimetière St
Lazare - 2014 -
MAPA n° 4B0155**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1345 du 29/04/14 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, adjointe déléguée à l'Etat Civil et aux Affaires Militaires.

Considérant :

- Qu'il y a lieu : - de procéder aux exhumations des inhumations faites en service ordinaire au cimetière Saint-Lazare, dans les sections de terrain dont le délai de réutilisation prévu par le règlement est venu à expiration, conformément aux articles du Code Général des Collectivités Territoriales R 2223-2 à R 2223-5 en particulier.
- de procéder aux exhumations administratives des concessions temporaires reprises par la Ville .
- Qu'une procédure a été lancée le 7 août 2014 conformément aux articles 28 et 71 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 3 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique, 50 % (références professionnelles, capacités, garanties techniques) et le prix (50%)
- Qu'après analyse, l'entreprise O.G.F., domiciliée à 31 rue de Cambrai 75946 Paris Cedex 19 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché des prestations précitées à l'entreprise O.G.F. pour un montant de 19 333 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget 2014 de la Ville, Nature 62878, Fonction 920262 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 05/11/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Lorraine ACQUIER



Publiée le : 06/11/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un logement à titre gracieux à M.
TOTTA Christophe à l'école maternelle Ingrid
Bergman
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1346 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée à la Réussite Educative.

Considérant :

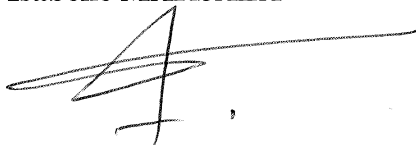
- Que le logement attenant à l'école maternelle Ingrid Bergman, sis 20 boulevard Mounié à Montpellier, est vacant ;
- Qu'au vu des propositions qui lui ont été faites, Monsieur Christophe TOTTA, instituteur à la ville de Montpellier a porté son choix sur ce logement ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer à titre gracieux le logement d'une surface de 65 m² sis 20 boulevard Mounié à Montpellier, à Monsieur Christophe TOTTA pour une période de 3 ans à compter de la date de signature de la convention avec reconduction tacite par période de un an dans la limite de 12 ans.
- De dire que la recette de la caution sera encaissée sur le budget de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/11/2014

**Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Isabelle MARSALA**



Publiée le : 04/11/2014
Notifiée le :

CONVENTION D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT A TITRE GRACIEUX

Entre Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant Ès qualités, désigné ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Monsieur Christophe TOTTA, Instituteur, désigné(e) ci-après par « l'occupant ».

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX

Le logement de l'école maternelle Ingrid Bergman attribué à Monsieur Christophe TOTTA, situé 20 rue Mounié à Montpellier, se compose de 4 pièces (3 chambres et 1 séjour au 3^{ème} étage) d'une superficie de 65 m².

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la remise des clés.

L'intéressé versera une caution égale à un mois de la redevance en vigueur, soit 434 euros.

ARTICLE 3 : DUREE

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention, renouvelable tacitement par période de 1 an pour une durée maximum de 12 ans.

ARTICLE 4 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Résiliation par le propriétaire :

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si un instituteur affecté à cette école demande à être logé sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

Résiliation anticipée par l'occupant :

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

Congé :

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le délai de préavis qui courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,

- Départ à la retraite,

En cas de refus, Monsieur Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

ARTICLE 5 : CHARGES

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

L'occupant devra faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra remettre lors de la prise de jouissance, puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien de la chaudière chaque année à la date anniversaire du contrat.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

ARTICLE 7 : CONDITIONS GENERALES ET OBLIGATIONS

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif. Si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

ARTICLE 8 : CESSION ET SOUS-LOCATION

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

ARTICLE 9 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le

Pour Monsieur le Maire
L'Adjointe Déléguée à la
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Isabelle MARSALA





MARCHES PUBLICS

**Mission de coordination en matière de sécurité et de
protection de la santé de catégorie 2 et 3 pour les
projets de VRD et de génie civil.**

**Attribution d'un marché à bons de commande suite à
Appel d'Offres Ouvert
N°4C00162390**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 en date du 2 Juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur les missions de coordination en matière de sécurité, de protection de la santé de catégorie 2 et 3 pour les projets de VRD et de Génie Civil;
- Qu'une procédure a été lancée le 12 mai 2014 conformément aux articles 33, 57, 59 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes en 2 lots géographiques pour une durée initiale d'un an reconductible par période successive d'un an et une durée maximale de reconduction de 3 ans avec un montant minimum annuel de 6 000 € HT et un montant maximum annuel de 25 000 € HT par lot;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot 1 quartiers "Cèvennes / Croix d'argent / Mosson / Port Marianne / Près d'Arènes" étaient les suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
 - Prix des prestations (40%)
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot 2 quartiers " Centre /Hopitaux / Facultés " étaient les suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
 - Prix des prestations (40%)
- Que la Commission d'Appels d'Offres dans sa séance du 9 septembre 2014 a attribué le marché du lot 1 au groupement SPS CONSEIL/BR COORDINATION présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que la Commission d'Appels d'Offres dans sa séance du 9 septembre 2014 a attribué le marché du lot 2 à l'entreprise QUALICONSLT présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

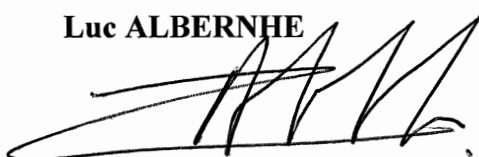
- D'attribuer le lot 1 du marché N° 4C00162390 relatif à la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de catégorie 2 et 3 pour les projets de VRD et de Génie Civil au groupement SPS CONSEIL/BR COORDINATION;
- D'attribuer le lot 2 du marché N° 4C00162390 relatif à la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de catégorie 2 et 3 pour les projets de VRD et de Génie Civil à l'entreprise QUALICONSLT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les marchés et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;

Montpellier, le 03/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué

Publiée le : 05/11/2014
Notifiée le :

Luc ALBERNHE



PEGASE
**Convention de location de fibres optiques entre la Ville
et l'Office de Tourisme de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

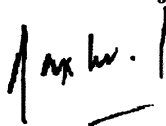
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers ;
- Que pour les besoins de services de télécommunications, l'Office de Tourisme de Montpellier a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 450 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, l'Office de Tourisme de Montpellier a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit environ 1080 €, frais d'accès au service 2000 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre l'Office de Tourisme de Montpellier et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette de la redevance liée à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué



Max LEVITA

Publiée le : 24/10/2014

Notifiée le :





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER**

686

Entre les soussignés :

- La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur le Maire, agissant en vertu d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

L'office de tourisme de Montpellier, dont le siège social se trouve :
30, Allée Jean de Lattre de Tassigny
34000 MONTPELLIER

représenté par Monsieur Fabrice Cavillon, directeur , dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée "**opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1 - DEFINITIONS..... | 4 |
| ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION..... | 4 |
| ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS | 4 |
| ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES | 5 |
| ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES | 5 |
| ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES..... | 5 |
| 5.4.1 MISE A DISPOSITION | 6 |
| 5.4.2 RECEPTION..... | 6 |
| 5.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION..... | 6 |
| ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES | 6 |
| ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS | 9 |
| ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES | 9 |
| ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES | 10 |
| ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE | 10 |
| ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION | 11 |
| ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION..... | 11 |
| ARTICLE 13 - RESILIATION..... | 11 |
| ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES..... | 12 |

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUI

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques, dépendances du domaine public, qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public afin de permettre à l'opérateur de délivrer ses propres services à ses clients et abonnés..

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les Parties conviennent que la relation contractuelle entre la Ville et l'opérateur est régie par la présente convention et ses annexes 1 et 2 (et le cas échéant ses avenants),

Pour bénéficier d'une ou plusieurs liaisons autres que celles figurant en annexe 1 de la présente convention, les parties signeront une nouvelle annexe 1 qui comprendra la ou les

689

nouvelles liaisons mises à disposition de l'Opérateur par la Ville. Cette nouvelle annexe vaudra avenant à la présente convention.

La présente convention remplace, à compter de sa date d'entrée en vigueur, les conventions précédemment conclues entre la Ville et l'opérateur pour les liaisons en fibre optique mises à disposition de l'opérateur.

ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES

Les liaisons optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont décrites dans l'annexe 1.

La longueur totale des ces liaisons optiques sert de base au calcul de la redevance.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison défini par la Ville.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

5.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

5.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

5.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé

préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

5.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définies en annexe n°1.

5.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les futures liaisons optiques à l'opérateur sous deux (2) mois après la date de signature par les deux parties de la nouvelle annexe 1 comprenant les informations relatives à cette (ces) future(s) liaison(s) et valant avenant à la convention.

5.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville.

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

Les conséquences financières de ce report de mise à disposition pour des réserves majeures seront réglées par l'article 5.4.3 suivant.

5.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 8.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 5.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

6.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 9 ci-après.

6.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront mis sa disposition en application de la présente convention.

Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, la ville procède sans délai à la remise en état des lieux, le montant de cette remise en état sera à la charge de l'opérateur.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur par l'envoi d'un email au chef de projet de l'opérateur ainsi qu'au Centre de supervision de l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville dans les meilleurs délais.

6.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention :

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques,
- les services techniques de la Ville.

6.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargés de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville et du prestataire de la maintenance sont indiquées dans l'annexe 1

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

6.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.,
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures,
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 6.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an ;
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures.

6.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 8.2 ci-après. Les crédits de redevance ne sont pas cumulables.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir sans possibilité d'indemnisation les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

8.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé en annexe 1; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

8.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION DU DOMAINE PUBLIC

8.2.1 Montant de la redevance

Pour l'occupation des câbles de fibre optique de la Ville l'opérateur versera à cette dernière, et par virement bancaire, une redevance annuelle d'occupation du domaine public

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2,4 € nets /mètre et par paire de fibres optiques (deux euros quarante cent nets toutes charges comprises par mètre et par paire de fibres optiques) base juin 2012.

Le montant de cette redevance est fixée en annexe n°1

Il est calculé comme suit :

$$R = 2,4 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

8.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à l'OTRM", qui sera adressé à :

L'office de tourisme de Montpellier
Service comptabilité
30, Allée Jean de Lattre de Tassigny
34000 Montpellier

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 5.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

8.2.3 Variation de la redevance

- L'indemnité ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction (ICC). La variation s'appréciera au 1^{er} janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui du 2^{ème} trimestre 2012, valeur 1666, et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au 1^{er} janvier de l'année de facturation.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison, à l'exclusion des dommages indirects et immatériels tels que définis par la jurisprudence française, et dans la limite d'un plafond égal, tous dommages confondus, à la redevance annuelle d'occupation due par la Ville à l'opérateur.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur fera son affaire des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, conséquence de son occupation, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de chaque partie pourra être engagée en cas de préjudices causés à son cocontractant du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

Toutefois, l'opérateur peut céder les droit et obligations de la présente convention cadre à une société Affiliée. Cette dernière désigne toute personne morale qui directement ou indirectement contrôle l'opérateur ou est contrôlée directement ou indirectement par la même entité que celle qui contrôle l'opérateur ou est contrôlée par l'opérateur. La notion de contrôle s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce.

ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans. Elle sera ensuite renouvelée pour une période indéterminée sauf dénonciation adressée par l'opérateur ou par la Ville à son cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la présente convention.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Cette évolution ne pourra dépasser 15% du prix unitaire par période de 10 ans. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

13.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

13.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

13.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.1, l'opérateur aura droit au remboursement de la redevance payée au titre de la présente convention, prorata temporis de la durée restant à courir entre la date de prise en compte de la résiliation et la fin de l'année couverte par la redevance précitée.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.2, l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 13.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

13.1.5 Dépose des équipements de l'OPÉRATEUR

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de résiliation. 3 mois

13.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR

13.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment tout ou partie de la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Si la demande de résiliation intervient après le 30 juin de chaque année, l' OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l' opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition et conditions tarifaires
- Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'Office de Tourisme de Montpellier

Pour Monsieur le Maire
L'Adjoint Délégué

Le directeur

Max LEVITA

Fabrice CAVILLON



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION
CONDITIONS TARIFAIRES**

1 – BASE DE CALCUL DU MONTANT DE LA REDEVANCE

| Liaison Client | Référence | Linéaire | Prix unitaire 2012 | FAS € | Total base | Observation |
|------------------------------|-----------|----------|--------------------|-------|---------------|-------------|
| OTRM : AHDV- OTRM Comédie | OTRM | 450 | 2,4 | 2 000 | 1 080€ | |
| Total | | | | | 3 080€ | |

Coordonnées Ville prestataire de maintenance :

Ville : n° de téléphone : 04 67 34 70 74, 04 67 34 71 18, Direction des Systèmes d'Information

Prestataire de maintenance :

| Grille de contact Hotline | | | Contacts régionaux |
|--|---|---|--|
| | Du lundi au vendredi de 8h à 20h | Du lundi au vendredi de 20h à 8h Week-end + Jours fériés | |
| Niveau 1 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires | Hotline CIRCET 03 29 64 43 87 hotline@circet.fr | Astreinte CIRCET 06 25 89 20 17 astreinte@circet.fr | Cedric IDIR responsable techniciens Montpellier 06 12 90 13 25 cedric.idir@circet.fr |

701



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'AGENCE DE MUTUALISATION DES
UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE

DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

| Paramètre | Valeur |
|---|--|
| Diamètre de mode à 1310 nm | $9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$ |
| Diamètre de gaine optique | $125 \pm 1 \mu\text{m}$ |
| Excentration cœur / gaine | $\leq 0,8 \mu\text{m}$ |
| Non circularité du diamètre de mode | $\leq 6 \%$ |
| Non circularité de la gaine optique | $\leq 1 \%$ |
| Longueur d'onde de coupure en câble | $\leq 1250 \text{ nm}$ |
| Dispersion chromatique à 1550nm | $\leq 18 \text{ ps/nm.km}$ |
| Atténuation maximale à 1550nm (hors câble) | $\leq 0,25 \text{ dB/km}$ |
| Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm | Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB |
| Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble) | $\leq 0,05 \text{ dB/km}$ |
| PMD | $\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$ |
| Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm | $\leq 0,1 \text{ dB}$ |
| Test en tension (100 % des fibres testées) | Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent |

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

203

**Marché à bons de commande passé selon une
procédure adaptée pour les missions
d'accompagnement "Montpellier Main Verte" -
N°4C0033**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N°2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de proposer aux citoyens, un programme complet d'animations et de missions d'accompagnement dans le cadre de l'opération « Montpellier Main Verte »
- Qu'une procédure de consultation a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti, pour une durée de 6 mois.

Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1 / *Références professionnelles : Garanties et capacités humaines, techniques et financières (60%)*

2 / *Prix des prestations (40%) : pour ce paramètre, la note attribuée à chacune des propositions a été*

calculée par application de la formule suivante :

$$Note = 10 \times \left[1 - \frac{A}{1 + |A|} \right]$$

$$A = \frac{k(Po - Pm)}{Pm}$$

$K = 5$

$|A|$ = valeur absolue de A

Po = prix de l'offre

Pm = moyenne des prix proposés par les candidats (base + options éventuelles) (montant du bordereau).

- Qu'après analyse, il a été proposé :

Lot 1 : de déclarer infructueux ce lot car l'offre est économiquement inacceptable ;

Lot 2 : de retenir l'association Passe Muraille, 510 av de Barcelone 34080 Montpellier

Lot 3 : de retenir l'association Tela Botanica, 163 rue Auguste Broussonet 34090 Montpellier

Lot 4 : de déclarer ce lot infructueux, car l'offre est irrégulière ;

Lot 5 : de retenir l'association Passe Muraille, 510 av de Barcelone 34080 Montpellier

Décide en conséquence :

D'attribuer le marché « Missions d'accompagnement Montpellier Main Verte » aux associations suivantes,» dans le cadre de marchés à bons de commande (4C0033), pour une durée de 6 mois :

- Lot 2 : l'association Passe Muraille pour un montant de 9 000 € HT
- Lot 3 : l'association Tela Botanica pour un montant de 19 700 € HT
- Lot 5 : l'association Passe Muraille pour un montant de 2 000 € HT

De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville section fonctionnement 928.

D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 04/11/2014

Notifiée le :





MARCHES PUBLICS
Aménagement piéton chemin de poutingon
Attribution d'un marché à procédure adaptée
N° 4C00262301

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 en date du 2 Juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur les missions de travaux d'aménagement piéton sur le chemin de Poutingon ;
- Qu'une procédure a été lancée le 02 Juillet 2014 conformément aux dispositions de l'article 28-I du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à procédure adaptée ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%) ;
 - Prix des prestations (40%).
- Qu'après analyse, l'entreprise EUROVIA MEDITERRANEE sise route de Lodève, 34990 JUVIGNAC, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché N° 4C00262301 relatif à la mission de travaux d'aménagement piéton chemin de Poutingon à l'entreprise EUROVIA MEDITERRANEE, pour un montant de 94 352.20 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les marchés et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 28/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publiée le : 28/10/2014
Notifiée le :

**Marché Public - Entretien et aménagement des espaces
verts - N°4D0041**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N°2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'entretien et l'aménagement des espaces verts de la Ville ;
 - Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 alinéa 3, articles 57 à 59 et 77-1 du code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti pour une durée de 1 an reconductible 3 fois à compter de la notification.
 - o Lot 1 : quartier Centre
 - o Lot 2 : quartier Port-Marianne
 - o Lot 3 : quartier Prés d'Arènes
 - o Lot 4 : quartier Croix d'Argent
 - o Lot 5 : quartier Cévennes
 - o Lot 6 : quartier Mosson
 - o Lot 7 : quartier Hôpitaux Facultés
 - o Lot 8 : Cimetières,
 - Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
 - o A - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique 60 %
- Pour le critère « valeur technique des offres », le dossier de consultation des candidats comprenait obligatoirement le renseignement d'un cadre de mémoire technique, pièce contractuelle du marché. Certains critères de l'analyse technique étant spécifiques à chaque lot (moyens humains et moyens matériels), la valeur technique de l'offre a été calculée séparément pour chaque lot.

- o B - Prix des prestations 40 %

Les notes sont attribuées selon la formule suivante :

$$Note = 10 \times \left[1 - \frac{A}{1 + |A|} \right] \quad A = \frac{k(Po - Pm)}{Pm}$$

Avec K= 5 ; Po = prix de l'offre , Pm = moyenne des offres

- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 7 octobre 2014, a attribué le marché aux entreprises suivantes :
 - o Lot 1 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
 - o Lot 2 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
 - o Lot 3 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES
 - o Lot 4 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES
 - o Lot 5 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES
 - o Lot 6 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
 - o Lot 7 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
 - o Lot 8 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les lots aux entreprises suivantes :

Lot 1 : quartier Centre, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant maximum de 1 600 000 € HT
Lot 2 : quartier Port-Marianne, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant maximum de 2 400 000 € HT
Lot 3 : quartier Prés d'Arènes, l'entreprise UPEE7 pour un montant maximum de 1 600 000 € HT
Lot 4 : quartier Croix d'Argent, l'entreprise UPEE7 pour un montant maximum de 1 600 000 € HT
Lot 5 : quartier Cévennes, l'entreprise UPEE7 pour un montant maximum de 2 000 000 € HT
Lot 6 : quartier Mosson, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant maximum de 1 600 000 € HT
Lot 7 : quartier Hôpitaux Facultés, Pousse Clanet pour un montant maximum de 1 600 000 € HT
Lot 8 : Cimetières, l'entreprise UPEE7 pour un montant maximum de 1 600 000 € HT.

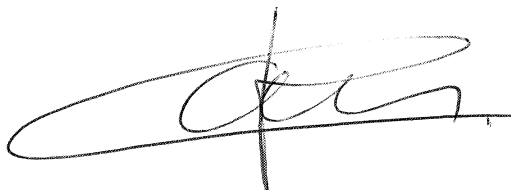
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, section fonctionnement nature 61521 fonction 928 et section investissement nature 2313, fonction 908.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 03/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 04/11/2014

Notifiée le :





MARCHE PUBLIC

**« CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE
CLUBS DE HAUT NIVEAU
MONTPELLIER WATERPOLO
CHAMPIONNAT DE FRANCE ET D'EUROPE
SAISON 2014 / 2015 »**

N° 4B0132

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports ;
- Vu l'arrêté 2014/3464 du 17 Octobre 2014 donnant délégation de signature à la Jeunesse et aux Sports à Madame Mylène CHARDES, 18^{ème} Adjointe au Maire, Officier d'état civil, en l'absence de Monsieur Fabien ABERT, du 20 au 28 octobre 2014 inclus ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (panneautique) et achats de places (Invitations VIP et places grand public) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du waterpolo en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe organisées à Montpellier pour les saisons 2014 – 2015. Les prestations (Invitations VIP et places grand public) bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires.
- qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès du Montpellier Watersports, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
- qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°4B0132 au Montpellier Watersports, domicilié au 9 Rue du Clapas - 34 820 Teyran, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau Montpellier Waterpolo – Championnat de France et d'Europe – Saison 2014 / 2015 », au Montpellier Waterpolo, pour un montant de 30 000 € H.T ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

Montpellier, le 24. 10. 14
Madame L'Adjointe déléguée,

Mylène CHARDES

Publié le 27/10/2014
noté :

709

**Convention de mise à disposition
de créneaux dans les piscines entre
la Ville de Montpellier et la
Communauté d'Agglomération de Montpellier**

15 Septembre 2014 – 19 Juin 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;
- Vu l'arrêté 2014/3464 du 17 Octobre 2014 donnant délégation de signature à la Jeunesse et aux Sports à Madame Mylène CHARDES, 18ème Adjointe au Maire, Officier d'état civil, en l'absence de Monsieur Fabien ABERT, du 20 au 28 octobre 2014 inclus ;

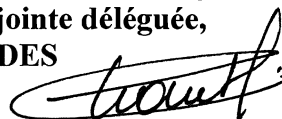
Considérant :

- qu'il est nécessaire de réserver des créneaux de piscine dans le cadre de la mise en œuvre de temps d'activités pédagogiques portant sur un cycle d'apprentissage mené par les éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier pour l'année scolaire 2014 - 2015 ;
- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier propriétaire des piscines accepte de mettre à disposition de la Ville au tarif en vigueur, les créneaux comme suit :
 - Piscine Pitot à partir du 29 Septembre 2014 : deux couloirs le Lundi et le Mardi de 16h00 à 17h00 et trois couloirs le Vendredi de 16h00 à 17h00.
 - Centre Nautique Neptune à partir du 22 Septembre 2014 : un couloir le Lundi et le Jeudi (Bassin intérieur) de 16h00 à 17h00.
 - Piscine Suzanne Berlioux à partir du 15 Septembre 2014 : deux couloirs le Mardi et le Vendredi de 16h00 à 17h00.

Décide en conséquence :

- de passer une convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, fixant les limites d'intervention pour la période du 15 Septembre 2014 au 19 Juin 2015, selon le tarif en vigueur arrêté pour l'année 2014, soit 5.60 € le couloir de l'heure ;
- de dire qu'il sera appliqué un nouveau tarif pour 2015, en fonction de la délibération qui sera prise par le Conseil d'Agglomération de Montpellier ;
- d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville (LC 14946-nature 6238-fonction 924)
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à la Jeunesse et aux Sports à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 24. 10. 14
Madame L'Adjointe déléguée,
Mylène CHARDES



Publié le : 27 10 2014
notifié :

760

CONVENTION

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

dont le siège est situé : 50 place ZEUS – CS 39556 - 34961 MONTPELLIER Cedex 2,
représenté par son Vice-président, délégué aux Sports et Traditions Jean- Luc MEISSONNIER,
dûment habilité par la décision n°D2014-412 du 06 août 2014,
d'une part,

ET

MAIRIE DE MONTPELLIER

dont le siège est situé : 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2,
représenté par Monsieur Philippe SAUREL, agissant en sa qualité de Maire, dûment habilité
par la délibération du jeudi 6 novembre 2014
d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Communauté d'agglomération de Montpellier met à la disposition **de la Mairie de Montpellier** des créneaux dans les piscines, **pour la mise en œuvre de temps d'activités pédagogiques.**

Article 2 : Répartition des créneaux et des espaces

Cette mise à disposition est consentie pour les créneaux horaires et un nombre de couloirs suivants :

| <i>PISCINE</i> | <i>JOURS</i> | <i>HEURES</i> | <i>COULOIRS</i> | |
|--|----------------------------|--|---|--|
| PITOT (à partir du 29/09/14) | LUNDI MARDI VENDREDI | De 16h00 à 17h00 De 16h00 à 17h00 De 16h00 à 17h00 | 02 couloirs 02 couloirs 03 couloirs | |
| C.N.NEPTUNE (à partir du 22/09/14) | LUNDI JEUDI | De 16h00 à 17h00 De 16h00 à 17h00 | 01 couloir 01 couloir | Bassin intérieur Bassin intérieur |
| S.BERLIOUX (à partir du 15/09/14) | MARDI VENDREDI | De 16h00 à 17h00 De 16h00 à 17h00 | 02 couloirs 02 couloirs | |

Article 3 : Participation financière

En contrepartie de cette mise à disposition, **la Mairie de Montpellier** versera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, arrêté par délibération du Conseil. Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelque soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.

Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Montpellier, avant service fait et correspondra à la facture détaillée, préalablement établie.

Article 4 : Responsabilité de la sécurité

En dehors des heures d'ouverture au public, **la Mairie de Montpellier** est responsable de la sécurité de l'activité qu'elle conduit dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir les moyens et l'organisation de la surveillance, et se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.

Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

Article 5 : Modalités de l'accès à la piscine

Pour pouvoir accéder à l'établissement, l'utilisateur de l'installation s'engage à fournir préalablement et à respecter les dispositions suivantes:

- l'attestation d'assurance couvrant ses responsabilités du fait des activités qui lui sont autorisées dans l'enceinte de la piscine. Cette police d'assurance devra également couvrir les dommages causés par les utilisateurs placés directement sous sa responsabilité.

- **La présente convention dûment signée et retournée à la Direction des sports avant la première séance.**

- Le nom du responsable des séances, ainsi qu'une photocopie attestant de la réussite de son diplôme du B.E.E.S.A.N. Cette même personne devra signer le cahier de fréquentation en précisant son effectif à chaque fin de séance.

- L'utilisateur est tenu d'assurer une présence dans l'établissement de l'arrivée de ses adhérents jusqu'au départ du dernier adhérent, quel que soit le créneau utilisé. Il s'engage à fournir sur demande de la Direction des Sports les fréquentations par créneaux horaires et par nature d'activité.

- La durée d'un créneau correspond à une heure dans l'établissement, (sauf à la piscine Antigone compte tenu de la mixité des créneaux clubs et publics). Le temps de présence dans l'établissement sur un créneau d'une heure à minima, comprend l'entrée et la sortie. Il inclut les temps de déshabillage et d'habillage. L'organisation du temps d'activité dans l'eau doit en tenir compte.

- Le nombre de séances proposées aux adhérents sur une saison, comprise entre la troisième semaine de septembre et la troisième semaine de juin, doit impérativement tenir compte des deux périodes de deux semaines de fermetures techniques obligatoires, auxquelles se rajoute une période minimum de deux semaines pour travaux, soit un total prévisionnel de six semaines d'indisponibilité des bassins.

Article 6 : Gestion de l'établissement

La Communauté d'Agglomération représentée par le Directeur des Sports a autorité pour veiller au bon fonctionnement de l'établissement et au respect des prescriptions d'ordre public.

Article 7 : Durée de validité

Cette convention est établie pour la période allant **du 15 septembre 2014 au 19 juin 2015 hormis les vacances scolaires**. Elle sera résiliée de plein droit en cas de manquement à une des obligations énumérées ci-dessus, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant 15 jours.

Article 8 : Résiliation

La Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit unilatéral de suspendre ou d'interrompre définitivement l'application de la présente convention, à tout moment, pour motifs légitimes liés aux besoins du service public et notamment pour l'entretien, la réparation des équipements ou l'organisation de manifestations sportives et pour tous retards de paiement.

Cette suspension ou résiliation ne peut en aucun cas faire l'objet d'une quelconque réclamation ni donner lieu au versement de dommages et intérêts.

Fait à Montpellier, le

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé

Lu et Approuvé

Pour La Communauté d'Agglomération
de Montpellier :

Pour la **Mairie de Montpellier**:

Le Vice-Président, délégué aux Sports
Et aux Traditions

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER

Philippe SAUREL.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété PEREZ
72, avenue de Toulouse
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2012 désignant la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) en qualité de titulaire de la concession d'aménagement de l'opération de l'Ecole d'Application d'Infanterie ;
- Vu la concession d'aménagement du 11 juillet 2012 entre la Ville et la SAAM corrélative ;
- Vu l'avenant n°1 du 10 décembre 2013 à la concession d'aménagement Ville / SAAM ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 13 octobre 2014.

Considérant :

- que le 12 septembre 2014, Monsieur et Madame Jean-Michel PEREZ, ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner une maison, située 72 Avenue de Toulouse, cadastrée section HZ 28, au prix de 118.000 € en ce compris une commission d'agence de 8.000 €;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'Ecole d'Application d'Infanterie visant à créer un nouveau quartier avec parc public sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie. Plus particulièrement la propriété des Epoux PEREZ, comprise dans le périmètre de la concession d'aménagement confiée par la Ville à la SAAM pour la réalisation de ce projet, permettra après acquisitions foncières de procéder au

réaménagement et au renouvellement urbain de l'avenue de Toulouse au droit du parc Montcalm. Ce projet est conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, pour réaliser des équipements publics, mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat et de permettre le renouvellement urbain;

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur et Madame PEREZ, située 72 Avenue de Toulouse, cadastrée section HZ 28, au prix de 118.000 € en ce compris une commission d'agence de 8.000 €;
- que la SAAM interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 03/11/2014

Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 04/11/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'alimentation des établissements d'accueil
du jeune enfant
Marché N°4D0034**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1337 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Annie YAGUE, Adjointe déléguée;

Considérant :

- Qu'il y lieu de procéder à l'approvisionnement alimentaire des établissements d'accueil du jeune enfant (crèches et haltes garderies) gérés en régie municipale,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 3°alinéa 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché (4D0034) en date du 20 juin 2014. Le marché, à bons de commande avec minimum, comporte deux lots. Il est conclu pour une durée initiale de un an à compter de sa notification. Le marché peut être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans,
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n° 1 (Fourniture de denrées alimentaires grammées aux établissements d'accueil du jeune enfant municipaux) étaient les suivants : le prix pour 40 % et la valeur technique pour 60 %,
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 30 septembre 2014, a attribué le lot n° 1 du marché à l'entreprise ANSAMBLE 101, boulevard de Suisse B.P. 52106 31019 Toulouse Cedex 2, cette entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n° 2 (Fourniture et livraison de repas pour des enfants de moins de trois ans en liaison froide sans retraitement) étaient les suivants : le prix pour 40 % et la valeur technique pour 60 %,
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 30 septembre 2014, a attribué le lot n° 2 du marché à l'entreprise API Restauration Z.A.E. LA CLAU 3 - 3, rue Nicolas Appert 34770 Gigean, cette entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

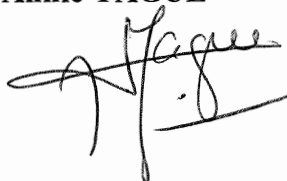
- D'attribuer le marché « alimentation des établissements du jeune enfants » précité :
 - o A l'entreprise ANSAMBLE pour le lot n° 1 (avec un minimum de 480 000 €, le montant sera identique pour chaque période de reconduction),
 - o A l'entreprise API Restauration pour le lot n° 2 (avec un minimum de 14 000 €, le montant sera identique pour chaque période de reconduction),
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville au chapitre 926,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 28/10/2014

Madame l'Adjointe déléguée
Annie YAGUE

Publiée le : 28/10/2014
Notifiée le :





**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée.
Formation Conducteur de deux roues motorisées.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1338 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature de Monsieur EL KANDOUSSI, Adjoint délégué

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation Conducteur deux roues motorisées.
- Qu'à la suite d'une consultation infructueuse d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009 ; l'entreprise AUTO ECOLE DE LA COMEDIE a été la seule à répondre, elle a présenté une offre avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à AUTO ECOLE DE LA COMEDIE pour un montant de 191,70 € par stagiaire .
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la Ville (Nature : 6184, fonction : 9200).

Montpellier, le 4/11/14

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 05/11/2014
Notifiée le :

**Marché public: Transport de manuscrits depuis les
Archives Nationales et la Bibliothèque Nationale de
France
n°4B0192**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a, par délibération n°2014/339 et par décision n°2014/300, autorisé la signature de la convention de partenariat avec les Universités Montpellier I et II pour l'organisation de l'exposition *Aysso lo comessamen-Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval*, ainsi que l'assurance et le transport des documents présentés ;
- Qu'un unique prestataire est agréé par les Archives Nationales et la Bibliothèque Nationale de France pour le transport de leurs documents, et qu'en conséquence aucune mise en concurrence n'a pu être réalisée par la Ville ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le marché de transport de manuscrits depuis les Archives Nationales et la Bibliothèque Nationale de France à l'entreprise LP Art, 55 avenue Louis Bréguet, 31400 Toulouse, pour un montant total de 15 340 € H.T.;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le

04/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 05/11/2014
Notifiée le :



**Décision d'Ester Protection Fonctionnelle VOUARD
Thierry et BENDALI Fatiha/AMKRANE Youssef**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

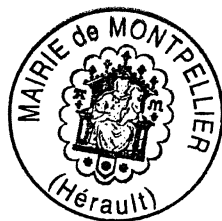
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense de la Ville, de Mr VOUARD Thierry et de Mme BENDALI Fatiha par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés/AMKRANE Youssef dans le cadre de l'agression dont ont été victimes Mr VOUARD Thierry, Brigadier Chef Principal, et Mme BENDALI Fatiha, Brigadier Chef Principal, dans l'exercice de leurs fonctions, le 18 mars 2014.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville, de Mr VOUARD Thierry et de Mme BENDALI Fatiha devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville, prélevées sur la ligne budgétaire 14810.



Montpellier, le 24/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 25/11/2014

Notifiée le :

**Décision Modificative Restauration du pont Vialleton -
Maîtrise d'oeuvre - Marché 3B0240**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1351/T/R donnant délégation à Stéphanie JANNIN, Première Adjointe au Maire déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement ;
- **Considérant :**
- Que la décision établie en date du 31/05/2013 a attribué le contrat pour la rémunération de la maîtrise d'œuvre relative à la restauration du Pont Vialleton ;
- Qu'il convient de préciser les montants attribués aux prestataires Dominique LARPIN et Thierry HELLEC au regard du marché de maîtrise d'œuvre n°3B0240.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les montants au regard de la répartition suivante :
 - Dominique LARPIN, architecte en chef des monuments historiques, maître d'œuvre, mandataire, pour un montant de 61 220,77 € HT,
 - Thierry HELLEC, vérificateur des monuments historiques, cotraitant, pour un montant de 9756,33 € HT
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500 : Chapitre 903 – Programme – 2013I31 - Nature 2313.

;

Montpellier, le 25/11/2014

**Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée**

Stéphanie JANNIN

Publiée le : 25/11/2014
Notifiée le :



**Marché public: pré-achat de l'ouvrage Aaron Siskind,
une autre réalité photographique
N° 4B0190**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville présentera au Pavillon Populaire, du 28 novembre 2014 au 23 février 2015, une rétrospective consacrée au photographe Aaron Siskind ;
- Que l'éditeur Hazan publiera dans le même temps un ouvrage intitulé *Aaron Siskind, une autre réalité photographique*, ouvrage qui se substituera au catalogue d'exposition habituellement produit par la Ville ;
- Que les droits relatifs à cet ouvrage sont détenus par les éditions Hazan et qu'aucune mise en concurrence n'est donc possible pour ce pré-achat ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de pré-achat de l'ouvrage *Aaron Siskind, une autre réalité photographique* aux éditions Hazan, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff, pour un montant de 18750 € HT pour 700 exemplaires, soit une remise de 37% sur le prix public ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée

Montpellier, le 04/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 05/11/2014

Notifiée le :

ZAC de la Restanque
Convention de participation aux équipements publics
entre la Ville et la SARL Lux Laverie pour
l'implantation d'une activité commerciale
Parcelle ON 15

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n°2014/1351/T/R) ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n° 2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;

Considérant :

- Que la SARL LUX LAVERIE, représentée par son Directeur commercial, Monsieur Christian CLAIR, souhaite implanter une activité commerciale (laverie) ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de déclaration préalable, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SARL LUX LAVERIE afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle cadastrée ON 15, objet du programme d'implantation étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumé comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 20 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 150 € /m² SDP (valeur année 2014) ; 20 X 150 € = 3 000 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par la déclaration préalable effectivement délivrée.

Décide en conséquence :

- de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SARL LUX LAVERIE, telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement à la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation.

Montpellier, le 19 . 11 . 2014

Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 20 . 11 . 2014
Notifiée le :

724

**Ville de MONTPELLIER
ZAC de la Restanque**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
aux équipements publics de la ZAC
(art. L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)**

**Parcelle ON 15
504 avenue du Mas Argeliers**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **VILLE DE MONTPELLIER**, représentée par Monsieur le Maire, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal n°2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations lui sont consenties par le conseil municipal, ou à défaut la première Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme par arrêté n°2014/1351/T/R du 29 avril 2014.

Ci-après dénommée la « VILLE »,

D'UNE PART,

SARL LUX LAVERIE, désignée dans ce qui suit : activité enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés, sous le n° SIRET 753 839 638 000 16, dont le siège social est situé 60 rue de la Tour de Criel 38500 VOIRON, représenté par Monsieur Christian CLAIR, le Directeur commercial.

Ci-après dénommé le « CONSTRUCTEUR »,

D'AUTRE PART,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT

Par délibération du 30/03/2009, le conseil municipal a créé la ZAC de la Restanque qui détermine que les constructions incluses dans le périmètre de la ZAC sont exclues du champ d'application de la TLE remplacée depuis le 1er mars 2012 par la taxe d'aménagement.

Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics de la zone devront être approuvés par délibération, conformément aux articles R. 311-7 et R. 311-8 du code de l'urbanisme.

Compte tenu de la nécessité de laisser des activités évoluer dans cette zone, il a été décidé de permettre au constructeur de réaliser son opération, sans attendre l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque.

En application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme, la présente convention a pour objet de déterminer les conditions de participation du CONSTRUCTEUR au coût d'équipement de la ZAC de la Restanque.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne le terrain dont la désignation suit :

Parcelle située à Montpellier, secteur Prés d'Arènes cadastrée **ON 15**

504 avenue du Mas Argeliers, comprise dans le périmètre de la ZAC de la Restanque.

1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain :

Implantation d'une activité commerciale (laverie) de 20 m² environ de surface de plancher.

1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 et de l'ensemble de ces évolutions.

1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme et conformément à la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 art. 28 III H, la présente convention constitue une pièce obligatoire de tout permis de construire, ainsi qu'aux demandes d'autorisations et aux déclarations préalables déposées à compter du 1er mars 2012.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

2.1. En anticipation de l'approbation du programme des équipements publics de la zone, qui devrait être approuvé dans les prochaines années, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- une part des voiries structurantes en périphérie de la ZAC,
- des équipements publics de superstructure,
- les voiries internes de la ZAC,
- les réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- les réseaux d'adduction eau potable,
- l'éclairage public,
- les espaces verts,
- le réseau électricité,
- le réseau télécommunications.

2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, en fonction des catégories de construction, en proportion de la surface de plancher.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

3.1. Le constructeur envisage, sur le terrain visé à l'article 1, l'implantation d'une activité commerciale (laverie) de 20 m² environ de surface de plancher.

3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone, pour l'année 2014, est fixé à **150 €** par mètre carré de surface de plancher autorisée par la déclaration préalable pour des surfaces à usage d'activités/commerces.

Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Le montant de la participation du constructeur selon le programme prévisionnel visé ci-dessus s'établit à la somme de : 20 m² x 150 € = **3 000 €**

3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² de surfaces de plancher autorisé dans la déclaration préalable effectivement délivrée.

3.4. La présente convention étant établie avant l'approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics (PEP) de la ZAC, les montants de participation qui y sont définis sont susceptibles d'être différents de ceux finalement retenus lors de la réalisation de la ZAC. Une fois le dossier de réalisation et le PEP de la ZAC approuvés, cette participation pourra donc être ajustée par le remboursement au CONSTRUCTEUR d'un éventuel trop perçu de la Ville. En revanche, elle ne pourra pas être ajustée de telle manière que le CONSTRUCTEUR doive déboursier un surcoût.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

4.1. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone, 6 mois après l'obtention de la déclaration préalable, devenu définitive en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.

4.2. Passées leurs dates d'échéance, les sommes dues au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, porteront intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la VILLE, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la VILLE de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à chaque échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision du Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date de l'échéance de paiement.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

6.1 En cas de modification de la déclaration préalable entraînant une diminution ou la suppression de la participation, ou de péremption de la déclaration préalable, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

6.2 En cas de non approbation du dossier de réalisation de la ZAC dans un délai de 8 ans, la Ville s'engage également à restituer au constructeur les sommes versées directement ou par l'intermédiaire de son Aménageur.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DE L'AUTORISATION D'URBANISME – MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert déclaration préalable, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le

constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert de la déclaration préalable.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la déclaration préalable déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.

10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- pour La VILLE, à l'Hôtel de VILLE
- pour le CONSTRUCTEUR, en son siège social

Fait à MONTPELLIER

le

en 3 exemplaires originaux

Pour la VILLE

Pour le CONSTRUCTEUR

**Attribution d'un logement à titre onéreux à Madame
DEVERT Marie-Pierre à l'école élémentaire Roosevelt
- Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1346 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite Educative.

Considérant :

- Que le logement attenant à l'école élémentaire Roosevelt, sis 25 rue de Lausanne à Montpellier est vacant ;
- Qu'au vu des propositions qui lui ont été faites, Madame Marie-Pierre DEVERT, professeur des écoles à la Ville de Montpellier a porté son choix sur ce logement ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer à titre onéreux, le logement d'une surface de 78, 80 m² sis 25 rue de Lausanne à Montpellier, à Madame Marie-Pierre DEVERT pour une période de 3 ans à compter de la date de signature de la convention d'occupation avec reconduction tacite par période de un an dans la limite de 12 ans.
- Le montant de la redevance d'occupation est de 223, 39 euros par mois.
- De dire que les recettes de la redevance seront encaissées sur le budget de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/11/2014

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 25/11/2014
Notifiée le :

CONVENTION D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT

Entre Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant Ès qualités, désigné ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Madame, Marie-Pierre DEVERT, Professeur des écoles, désigné(e) ci-après par « l'occupant ».

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX

Le logement de l'école élémentaire Franklin Roosevelt attribué à Madame Marie-Pierre DEVERT, situé 25 rue de Lausanne à Montpellier, se compose de 4 pièces (3 chambres et 1 séjour au 1^{er} étage droite) d'une superficie de 78, 80 m².

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la remise des clés.

L'intéressé(e) versera une caution égale à un mois de redevance en vigueur, soit : 223, 39 euros.

Le chèque sera libellé à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

ARTICLE 3 : REDEVANCE D'OCCUPATION

L'occupant s'acquittera d'une redevance mensuelle d'un montant de **223, 39 €** (Deux Cent Vingt Trois euros Trente Neuf Centimes) à terme à échoir.

La révision de la redevance interviendra au 1^{er} juillet de chaque année selon l'indice de référence des loyers du 1^{er} juillet de l'année en cours, publié par l'INSEE, qui en application de la loi du 26/07/2005 se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé.

Le montant de la nouvelle redevance sera calculé comme suit :

Redevance X indice de référence des loyers du trimestre concerné
Indice de référence des loyers du même trimestre de l'année précédente

ARTICLE 4 : DUREE

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention, renouvelable tacitement par période de 1 an pour une durée maximum de 12 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Résiliation par le propriétaire :

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si un instituteur affecté à cette école demande à être logé sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

Résiliation anticipée par l'occupant :

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

Congé :

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le délai de préavis qui courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,

- Départ à la retraite,

En cas de refus, Monsieur Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

ARTICLE 6 : CHARGES

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'occupant devra faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra remettre lors de la prise de jouissance, puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien de la chaudière chaque année à la date anniversaire du contrat.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

ARTICLE 8 : CONDITIONS GENERALES ET OBLIGATIONS

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif. Si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

ARTICLE 9 : CESSION ET SOUS-LOCATION

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

ARTICLE 10 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le

Pour Monsieur le Maire
L'Adjointe Déléguée à la
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Isabelle MARSALA



Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la Régie d'Avances pour le Cinéma
Nestor Burma
Elargissement des dépenses autorisées

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 02/02/2011, relative à la création d'une régie d'avances et de recettes, pour le cinéma Nestor Burma,
- Vu la Décision du 21/12/2012, relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes du Cinéma Nestor Burma,
- Vu la Décision du 04/01/2013, relative à la création d'une régie d'avances pour le cinéma Nestor Burma,
- Vu la Décision du 10/06/2014, relative à l'élargissement des modes de paiements de la régie d'avances pour le cinéma Nestor Burma,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date 04/11/2014,
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R du 29/04/2014, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

CONSIDERANT que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du Cinéma Municipal Nestor Burma, il convient d'élargir les dépenses autorisées.

D E C I D E

En conséquence la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avances pour le Cinéma Nestor Burma auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux du cinéma situé place Pierre-Renaudel - 34000 Montpellier.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Menues dépenses de fonctionnement,
- Achat de petit matériel
- Frais d'entretien, de réparation urgente,
- Frais de déplacement, logement et restauration d'invités,
- Frais d'affranchissement,
- Achat de documentation,
- Achat de DVD,
- **Païement des taxes cinématographiques,**
- **Païement location de films (factures inférieures à 30€),**
- **Achat d'affiches ou de flyers de films projetés.**

Article 4 : Les dépenses désignées à l'Article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaire,
- Carte bancaire,

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte :

- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'article 3.

Article 6 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 : Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 500 euros.

Article 8 : En application du décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07.11.2014

Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITA

Publiée le : 20.11.2014
Notifiée le :

**Marché Public- Travaux de plantation de la lisière de
la mare écologique de Grammont - N°4B0186**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N° 2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à des travaux de plantation de la lisière de la mare écologique de Grammont ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de un mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o 1- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
 - o 2 - Prix des prestations (40%)
- Qu'après analyse, l'entreprise ANGLE VERT , sise lieu dit Lou Carbox chemin des Carrières 34670 BAILLARGUES a été retenue.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « travaux de plantation de la lisière de la mare écologique de Grammont » à l'entreprise ANGLE VERT, pour un montant de 34 668 € HT .
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, section d'investissement, nature 2312 fonction 908.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 05/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR



Publiée le : 14/11/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat d'une débroussailleuse 3 points,
d'un broyeur de végétaux, d'un micro tracteur et d'une
remorque porte-engins.
(4B0103)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'une débroussailleuse 3 points, d'un broyeur de végétaux, d'un micro tracteur et d'une remorque porte-engins (4B0103) pour les services de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché public en appel d'offres ouvert (N°4B0103), en date du 23 juillet 2014. C'est un marché unique ordinaire. La durée du marché se confond avec le délai d'exécution.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Débroussailleuse 3 points)** étaient les suivants : la valeur technique pour 50%, le prix pour 40%, le coût d'utilisation pour 5% et la durée de garantie de base supplémentaire gratuite pour 5%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans un avis rendu dans la séance du 28 octobre 2014, a considéré l'offre de l'entreprise CEVENNES MOTOCULTURE, 170 Chemin du Bois 34 130 VALERGUES, **pour le lot n°1**, comme économiquement la plus avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Broyeur de végétaux)** étaient les suivants : la valeur technique pour 50%, le prix pour 40%, le coût d'utilisation pour 5% et la durée de garantie de base supplémentaire gratuite pour 5%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans un avis rendu dans la séance du 28 octobre 2014, a considéré l'offre de l'entreprise SARL AGRISUD, ZA la BAUME 34 290 SERVIAN, **pour le lot n°2**, comme économiquement la plus avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Micro tracteur)** étaient les suivants : la valeur technique pour 50%, le prix pour 40%, le coût d'utilisation pour 5% et la durée de garantie de base supplémentaire gratuite pour 5%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans un avis rendu dans la séance du 28 octobre 2014, a considéré l'offre de l'entreprise CEVENNES MOTOCULTURE, 170 Chemin du Bois 34 130 VALERGUES, *pour le lot n°3*, comme économiquement la plus avantageuse.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du *lot n°4 (Remorque porte-engins)* étaient les suivants : la valeur technique pour 50%, le prix pour 45% et la durée de garantie de base supplémentaire gratuite pour 5%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans un avis rendu dans la séance du 28 octobre 2014, a considéré l'offre de l'entreprise REMORQUE MANDRINOISE, ZAC Grenoble Air Parc 20 rue Maryse Bastie 38 590 SAINT ETIENNE DE SAINT GEOIRS, *pour le lot n°4*, comme économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « achat d'une débroussailleuse 3 points, d'un broyeur de végétaux, d'un micro tracteur et d'une remorque porte-engins » (4B0103) :

- A la société CEVENNES MOTOCULTURE pour le lot n° 1 (pour un montant total de 18 590.00 € HT).

- A la société SARL AGRISUD pour le lot n° 2 (pour un montant total de 15 400.00 € HT).

- A la société CEVENNES MOTOCULTURE pour le lot n° 3 (pour un montant total de 6 430.00 € HT)

- A la société REMORQUE MANDRINOISE pour le lot n° 4 (pour un montant total de 4 225.67 € HT)

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188, chapitre 920.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 07.11.2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20.11.2014

Notifiée le :

**Marché Public - Travaux de plantation des berges du
Lez entre le pont Zucarelli et le pont André Levy -
N°4B0185**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté N° 2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint Délégué ;

Considérant :

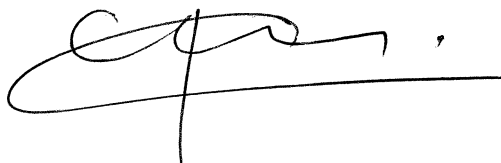
- Qu'il y a lieu de faire des travaux de plantation des berges du Lez entre le pont Zucarelli et le pont André Levy ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 1 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o 1 / valeur technique 60 %
 - o 2 / prix des prestations 40%
- Qu'après l'analyse, l'entreprise ANGLE VERT, sise Lou Carbox chemin des Carrières 34670 Baillargues a été retenue.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « travaux de plantation des berges du Lez entre le pont Zucarelli et le pont André Levy » à l'entreprise ANGLE VERT, pour un montant de 44 999.86 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, section d'investissement, nature 2312 fonction 908.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.
-

Montpellier, le 05/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR



Publiée le : 14/11/2014
Notifiée le :

MAPA n°4B0098
**ACQUISITION D'UN LOGICIEL SIG DE GESTION
DES EQUIPEMENTS DE LA VOIRIE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la réalisation d'un logiciel SIG de gestion des équipements de la voirie ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées lancée le 27 juin 2014, conformément à l'article 28 du Codes des marchés publics, l'entreprise GISmartware, sis Soleil Levant, bâtiment le Kyoto, 11 chemin des Anciennes Vignes – 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR a présenté une offre économiquement avantageuse ;

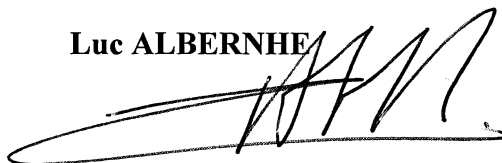
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise GISmartware pour un montant de 56 380 € HT pour la tranche ferme et la tranche conditionnelle ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2014, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19 . 11 . 2014

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publiée le : 20 . 11 . 2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de mobiliers de bureau
(N° 4D00597010)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de mobiliers de bureau (N° 4D00597010) pour les services de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée le 12 août 2014, conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et 77-1 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché (N°4D0059), à bons de commande avec minimum et sans maximum. Le marché est conclu pour une durée initiale de un an à compter de la notification du marché. Le marché peut être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (Sièges de bureau) étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 04 novembre 2014, a attribué le marché à la société **ADELIE**, 1025 rue Henri Becquerel 34 000 MONTPELLIER, pour le **lot n°1**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (Mobiliers de bureau, hors sièges) étaient les suivants : le prix pour 60% et la valeur technique pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 04 novembre 2014, a attribué le marché à la société **ESPACE LEPAPE RANVIER** le Rio – 11 Font de la Banquière 34 970 LATTES, pour le **lot n°2**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

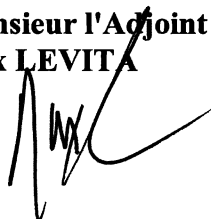
- D'attribuer le marché « achat de mobiliers de bureau (N° 4D00597010) » précité :
 - A la société **ADELIE** pour le lot n°1 (pour un montant minimum annuel de commande de commandes de 20 000 € HT).
 - A la société **ESPACE LEPAPE RANVIER** pour le lot n°2 (pour un montant minimum annuel de commandes de 40 000 € HT).

741

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2184 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres,

Montpellier, le 19.11.2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 20.11.2014
Notifiée le :



**Marché à procédure adaptée n°4B0122
PAE MARQUEROSE - MISSION DE MAITRISE
D'OEUVRE POUR CONCEPTION ET
REALISATION D'OUVRAGES DE GENIE CIVIL
SUITE A ALIGNEMENT
Annule et remplace la décision n°2014/0286**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 en date du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier la mission de maîtrise d'oeuvre pour la conception et la réalisation d'ouvrages de génie civil suite à alignement dans le cadre du PAE Marquerose à un prestataire extérieur ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'une procédure adaptée, conformément aux articles 28 et 72 du Code des marchés publics, en date du 16 juin 2014, INTERVIA Etudes, sis ZI du Salaison – 500 avenue BIGOS – 34740 VENDARGUES, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Qu'une erreur matérielle a conduit à présenter dans la décision n°2014/0286 un montant erroné pour la tranche conditionnelle du marché;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°4B0122 à INTERVIA Etudes pour un montant de 21 280€ HT pour la tranche ferme et de 13 720€ HT pour la tranche conditionnelle ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget 2014 de la Ville
Nature 2313 Fonction 908241 Ligne 22865 Programme 2013P14 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 27/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publiée le : 28/11/2014
Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC - ENTRETIEN DES
RUISSEAUX, DES BASSINS DE RETENTION ET
DE LEURS OUVRAGES HYDRAULIQUES
N°4D0030**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la ville de Montpellier gère l'entretien des ruisseaux, des bassins de rétention et de leurs ouvrages hydrauliques. Ces travaux sont effectués régulièrement tout au long de l'année.
- Qu'une procédure a été lancée le 22 août 2014 conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de un an reconductible trois fois.
- Le montant annuel des prestations sera compris entre 50 000 € HT minimum et 200 000 € HT maximum.
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60%)
 - o Prix des prestations (40%)
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 28 octobre 2014, a considéré l'offre de l'entreprise CIEL VERT la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°4D0030 d'entretien des ruisseaux, des bassins de rétention et de leurs ouvrages hydrauliques à l'entreprise CIEL VERT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 61 523, fonction 816

D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 19. 11. 2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publiée le : 20. 11. 2014
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour la réalisation d'un dossier valorisant les 7
quartiers de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1341/T/R ; du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour mettre en valeur les 7 quartiers de la ville de Montpellier, cette valorisation se concrétise essentiellement par la réalisation d'un dossier complet de 70 pages permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité; cette prestation inclut la conception, la réalisation, l'impression ainsi que la parution dans un supplément encarté, à paraître dans « la Gazette Hebdo » du 18 décembre 2014 ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la société La Gazette Hebdo a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société La Gazette Hebdo pour un montant maximum de 56 090 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920 nature 6231.

Montpellier, le 29 . 11 . 2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20 . 11 . 2014
Notifiée le :



Parc de Lunaret – Zoo de Montpellier
Etude d'impact et étude d'évaluation des incidences de
l'ICPE sur un site Natura 2000 jouxtant le Parc de
Lunaret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire, délégué à l'Ecologie Urbaine ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de confier à un prestataire extérieur la réalisation d'une étude d'impact et une étude d'évaluation concernant les incidences du Parc de Lunaret – Zoo de Montpellier sur la zone Natura 2000 jouxtant l'ICPE ;
- Qu'en conséquence, un marché public de prestations intellectuelles a été lancé, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la référence 4B0129 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que CAP TERRE SAS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- L'offre de CAP TERRE SAS – 4, Rue Fontgrasse – 31700 BLAGNAC - est retenue, pour un montant de :
 - Phases 1 et 2 : 33 850,00 € H.T.
 - Phase 3 sur bordereau de prix unitaires
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc Darwin - Nature 2031 - Fonction 823 - Ligne de crédit 22873 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Précepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 19 . 11 . 2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 20 . 11 . 2014
Notifiée le :

Hub



**Direction Energie Moyens
Techniques**

Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0385

**Attribution d'un marché à procédure adaptée sans
publicité ni mise en concurrence article 35 - II - 8 du
Code des Marchés Publics. Prestation de maintenance
d'une machine offset RYOBİ 524 GX et d'un CTP
PRESSTEK pour le service Imprimerie de la Ville de
MONTPELLIER.
(n°4B0196)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite de la Décision n° 03704 en date du 08 juin 2006, la Ville de Montpellier s'est dotée d'une machine CTP PRESSTEK pour son service imprimerie.
- Qu'à la suite de la Décision n° 336 en date du 06 juillet 2012, la Ville de Montpellier s'est dotée d'une machine RYOBİ 524 GX pour son service imprimerie.
- Que seule la société ARTECH GRAPHIQUE, 9-11 rue François Arago, Zone de Trappes Elancourt, 78 190 TRAPPES, est en mesure d'effectuer la maintenance de ces deux machines.
- Qu'il convient d'établir un marché afin d'assurer cette maintenance sur la base de l'article 35-II-8 du Code des marchés Publics (marché qui ne peut être confié qu'à un seul opérateur économique pour des raisons techniques) pour une durée de cinq ans.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ARTECH GRAPHIQUE pour un montant maximum de dépenses de 36.000 € HT sur 5 ans à compter de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6156, chapitre 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 19 . 11 . 2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20 . 11 . 2014
Notifiée le :

767

**Modification par avenant de la date maximale
de consolidation de l'emprunt N° 13149920
conclu auprès du Crédit Coopératif**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA

Considérant :

- Que le contrat d'emprunt n° 13149920, référence interne n° 13004, d'un montant de 1.500.000 euros (un million cinq cent mille euros) conclu le 24 janvier 2014 auprès du Crédit Coopératif, a pour date maximum de consolidation le 31 décembre 2014,
- Que le besoin de financement des investissements 2014 de la Ville ne nécessite pas la mobilisation de ce prêt à cette date,
- Que l'offre de réaménagement proposée par le Crédit Coopératif répond à notre demande de recul de la date maximale de consolidation de cet emprunt,

Décide en conséquence :

- De modifier cet emprunt en prorogeant l'échéance de la phase de mobilisation jusqu'au 31/12/2015 pour une consolidation possible sur une durée maximale de 15 ans,
- De porter à 4.000 € (quatre mille euros) au lieu de 3.000 € (trois mille euros) les frais d'études et de réalisation de cet emprunt, les frais d'actes relatifs à la mise en place du présent avenant s'élevant à 1.000 € (mille euros) et les autres clauses et conditions du contrat initial restant inchangées,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/11/2014

**Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : 21/11/2014
Notifiée le :**

**Construction du groupe scolaire A.Malraux
Lot 4 : menuiseries intérieures, bois, mobilier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33-3°al, 57 à 59 et l'article 35-1.1 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à l'Education ;

Considérant :

- Que pour la construction du groupe scolaire A. Malraux, à la suite d'un appel d'offres infructueux concernant le lot 4 « Menuiseries Intérieures – Bois – Mobilier », une négociation a été lancée avec les deux entreprises ayant remis une offre ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'ATELIER DUCROT a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- Pour la construction du groupe scolaire A. Malraux, le lot 4 « Menuiseries Intérieures – Bois – Mobilier » est attribué à ATELIER DUCROT - 630, Rue des Fournels - 34400 Lunel pour un montant de 524 052,10 € HT ;
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville : Programme 2014P02, Opération 13D06470, Fonction 902-213, Nature 2313, Ligne de crédit 24232 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Précepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 21/11/2014

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 21/11/2014

Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0388

**Marché public: transport d'oeuvres depuis les USA,
exposition Aaron Siskind au Pavillon Populaire
n°4B0197**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville présentera au Pavillon Populaire, du 27 novembre 2014 au 22 février 2015 une exposition intitulée *Aaron Siskind, une autre réalité photographique* ;
- Que l'Arizona Board of Regents, University of Arizona, Center for Creative Photography, détenteur des droits relatifs aux œuvres présentées, a exigé par contrat que les photographies soient acheminées via les transporteurs spécialisés Masterpiece et LP Art sur le territoire français, étant entendu que la prestation sera intégralement facturée par LP Art ;
- Que, compte tenu des circonstances, aucune mise en concurrence n'a pu être réalisée pour cette prestation de transport d'oeuvres

Décide en conséquence :

- D'attribuer, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le marché de transport d'œuvres depuis les USA, dans le cadre de l'exposition Aaron Siskind au Pavillon Populaire à l'entreprise LP Art, 55 avenue Louis Bréguet, 31400 Toulouse, pour un montant total de 69 413.32 € H.T., étant entendu que ce montant est susceptible de légères fluctuations liées au prix du billet retour pour le convoyeur des œuvres ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 19.11.2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 20.11.2014
Notifiée le :

**Marché Public - Entretien et aménagement des espaces
verts - N°4D0041**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N°2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'entretien et l'aménagement des espaces verts de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 alinéa 3, articles 57 à 59 et 77-1 du code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti pour une durée de 1 an reconductible 3 fois à compter de la notification.
 - o Lot 1 : quartier Centre
 - o Lot 2 : quartier Port-Marianne
 - o Lot 3 : quartier Prés d'Arènes
 - o Lot 4 : quartier Croix d'Argent
 - o Lot 5 : quartier Cévennes
 - o Lot 6 : quartier Mosson
 - o Lot 7 : quartier Hôpitaux Facultés
 - o Lot 8 : Cimetières,
- Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
 - o A - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique 60 %
Pour le critère « valeur technique des offres », le dossier de consultation des candidats comprenait obligatoirement le renseignement d'un cadre de mémoire technique, pièce contractuelle du marché. Certains critères de l'analyse technique étant spécifiques à chaque lot (moyens humains et moyens matériels), la valeur technique de l'offre a été calculée séparément pour chaque lot.
 - o B - Prix des prestations 40 %
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 7 octobre 2014, a attribué le marché aux entreprises suivantes :
 - o Lot 1 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
 - o Lot 2 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
 - o Lot 3 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES
 - o Lot 4 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES

- Lot 5 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES
- Lot 6 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
- Lot 7 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
- Lot 8 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les lots aux entreprises suivantes :

Lot 1 : quartier Centre, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 2 : quartier Port-Marianne, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 600 000 € HT

Lot 3 : quartier Prés d'Arènes, l'entreprise UPEE7 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 4 : quartier Croix d'Argent, l'entreprise UPEE7 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 5 : quartier Cévennes, l'entreprise UPEE7 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 500 000 € HT

Lot 6 : quartier Mosson, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 7 : quartier Hôpitaux Facultés, Pousse Clanet pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 1 400 000 € HT

Lot 8 : Cimetières, l'entreprise UPEE7 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT.

Ces montants sont annuels et sont identiques pour les périodes de reconduction.

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, section fonctionnement nature 61521 fonction 928 et section investissement nature 2313, fonction 908.

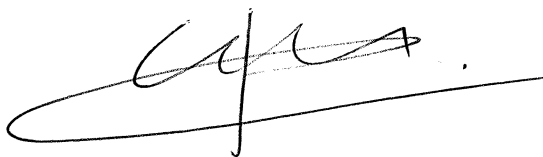
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 20.11.2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 21.11.2014

Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ PHILIP Samira (REBAI)
Décision de défendre
Dossier PE 34172 11V0079

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Mme PHILIP Samira a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 80 rue de la Tour de Candon.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014
Notifiée le :



**Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique**
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0391

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ TRIBOULET
Christine
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 14V0020

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 06/08/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL NGP9, visant à procéder à la construction de 44 logements, 1033 avenue du Pic Saint-Loup ;
- Que Mme TRIBOULET Christine a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 06/10/2014 sous le n° 1404643-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ WEILL Emile
Décision de défendre
Dossier PE 34172 11V0101

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. WEILL Emile a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 1 rue Desmazes.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Monsieur le Maire
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0393

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ AIT MAAMOU
Décision de défendre
Dossier PE 34172 10V0112

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. AIT MAAMOU a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 6 rue du Cheval Vert ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014
Notifiée le :



Direction de la
Communication
Direction de la
Communication

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0394

**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour la réalisation de magazines vidéos
valorisant les quartiers de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1341/T/R ; du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour mettre en valeur les quartiers de la ville de Montpellier, cette valorisation se concrétise essentiellement par la réalisation de dix magazines vidéos sur le thème des « Quartiers de Montpellier » permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité; cette prestation inclut la conception, la réalisation des dix magazines, du best off, séquencé en cinq vidéos, la création d'une rubrique dédiée ,d'un juke bos vidéos spécial « Vie des quartiers » ainsi que la visualisation des dites vidéos sur les réseaux sociaux ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la société Médias du Sud a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Médias du Sud pour un montant maximun de 63 500 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 925.

Montpellier, le 24/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 25/11/2014
Notifiée le :

**Ville de MONTPELLIER c/ S.C.I. CENTRE
COMMERCIAL LE GRAND M (Appel)
Appel de la S.C.I. CENTRE COMMERCIAL LE
GRAND M contre le jugement du tribunal
administratif de MONTPELLIER n°1201533-1 du 5
décembre 2013
Décision de défendre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

- vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- que par un jugement du 5 décembre 2013, le tribunal administratif de MONTPELLIER a rejeté la requête n° 1201533-1 présentée par la SCI CENTRE COMMERCIAL LE GRAND M ;
- que la SCI CENTRE COMMERCIAL LE GRAND M a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de MARSEILLE, en date du 27 janvier 2014, par le dépôt d'une requête référencée 14MA00463 ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville – nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 27 . 10 . 2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 20 . 11 . 2014
Notifiée le :



**Marché public: pré-achat de l'ouvrage Aaron Siskind,
une autre réalité photographique
n°4B0190
rectification de la décision n° 2014/0372**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a, par décision n°2014/0372, autorisé la signature du contrat de pré-achat de l'ouvrage *Aaron Siskind, une autre réalité photographique*, auprès des éditions Hazan ;
- Qu'à la suite d'une erreur matérielle, le nombre d'ouvrages acheté était mentionné à 700 et non 750, modifiant ainsi la remise consentie sur le prix public ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du contrat de pré-achat de l'ouvrage *Aaron Siskind, une autre réalité photographique*, auprès des éditions Hazan, pour un montant de 18 750 € HT pour 750 exemplaires, soit une remise de 41.5% sur le prix public (26.38 € TTC au lieu de 45 € TTC prix public)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 21/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 21/11/2014

Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SAMMARTANO Franck
Décision de défendre
Dossier PE 34172 11V0009

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. SAMMARTANO Franck a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 636 rue du Triolet.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014
Notifiée le :

MAPA n°4B0165
**MAINTENANCE DES LOGICIELS COORDIN ET
LITTERALIS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à la société SOGELINK, la maintenance des logiciels Coordin et Littéralis ;
- Que la société SOGELINK détient les droits d'exclusivité de ces logiciels;
- Qu'une procédure sans mise en concurrence a été lancée le 16 octobre 2014 conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée initiale allant de la notification au 31 décembre 2014, reconductible par période successive d'un an et une durée maximale de reconduction de 3 ans avec un montant annuel des prestations compris entre 5 000 € HT et 20 000 € HT;
- Que la société SOGELINK a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société SOGELINK;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché;

Montpellier, le 24/11/2014

**Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE**

Publiée le : 25/11/2014
Notifiée le :





Direction Energie Moyens
Techniques

Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/339

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour la location, blanchissage et entretien des
vêtements professionnels de la Cuisine Centrale
(N°4B0180)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la location, blanchissage et entretien des vêtements professionnels de la Cuisine Centrale de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de un an, du 01 janvier au 31 décembre 2015
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
La valeur technique pour 20%, le prix pour 20%, la qualité du vêtement 45%, la part du marché confiée à une structure adaptée pour 15%.
- Qu'après analyse la société MAJ ELIS PROVENCE rue Mallet Stevens BP 39010, 30 971 NIMES CEDEX 9 a présenté une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « location, blanchissage et entretien des vêtements professionnels de la Cuisine Centrale » à la société MAJ ELIS PROVENCE pour un montant total maximum de commandes de 50 000.00 € HT
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 6135, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cet affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 24/11/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 25/11/2014

Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ ASSOCIATION
CULTUELLE DE L'EGLISE REFORMEE DE
FRANCE DE LA RUE DE BRUEYS
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 13V0224

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 14/03/14, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la FONDATION DU PROTESTANTISME, visant à procéder à la construction d'un pôle de services comprenant des logements bureaux et lieux d'accueil, 1B rue Brueys et 4 rue Saint Barthelemy ;
- Que l'ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE REFORMEE DE FRANCE DE LA RUE DE BRUEYS a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 07/07/2014 sous le n° 1403307-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/12/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014
Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ FEBVRE Christophe
Appel de la commune de Montpellier contre le
jugement du tribunal administratif de Montpellier du
13/11/14

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un jugement du 13/11/14, le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'arrêté PC 34172 11V0108 ;
- Que la commune de Montpellier souhaite relever appel de ce jugement ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03/12/2014
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0402

CONTENTIEUX

Madame NADINE GELADE Recours contre refus de reclassement

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame GELADE conteste le refus de reclassement qui lui aurait été opposé par la commune (instance n°1401755-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ GARDOUX
Christophe
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 13V0139

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 09/07/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI LAVALETTE RESIDENCE SERVICE, visant à procéder à la construction d'une résidence service seniors, 50 rue Ali Ben Checkal ;

- Que M. GARDOUX Christophe a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 08/09/2014 sous le n° 1404203-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014
Notifiée le :

**RECOURS EN RESPONSABILITE
ASSOCIATION DES RIVERAINS DU MAS DE
PORTALY / COMMUNE DE MONTPELLIER
DECISION DE DEFENDRE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la ville a installé sur une parcelle située rue du Mas de Portaly un équipement destiné à accueillir une population nomade en transit semi-sédentaire en 1989 ;
- Que les riverains, constitués en association, considèrent que la population nomade est à l'origine de troubles à l'ordre public leur causant de nombreux préjudices ;
- Que l'association de riverains engage la responsabilité de la commune de MONTPELLIER pour carence dans l'exercice des pouvoirs de police pour prévenir ou faire cesser les troubles ;
- Que l'association demande à ce que le juge ordonne à la ville toute mesure utile pour faire cesser les troubles à l'ordre public et pour évaluer les préjudices ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/12/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/12/2014

Notifiée le :

**Mission de programmation pour la construction du
groupe scolaire Ovalie II**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à l'Education ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la construction du groupe scolaire Ovalie II, il y a lieu de réaliser une mission de programmation ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé sous la référence 4B0166 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société EGIS CONSEIL a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Mission de programmation pour la construction du groupe scolaire Ovalie II » à la société EGIS CONSEIL, pour un montant de :
 - Tranche ferme : 18 750 € H.T.
 - Tranche conditionnelle 2 700 € H.T.
 - Total : 21 450 € H.T.
- Le marché démarre à sa notification pour une durée de :
 - Tranche ferme : 3 mois
 - Tranche conditionnelle : 2 mois
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Nature : 2031, Fonction : 020.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.
- Que Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- Que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 03/12/2014


**Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 04/12/2014

Notifiée le :



**Marché public: Coproduction du spectacle Rosalie(s)
au Théâtre Jean Vilar
n°4B0211**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa saison 2014-2015 le théâtre Jean Vilar accueille en résidence de création partagée la compagnie Théâtre en Mouvement, pour la production du spectacle *Rosalie(s)* ;
- Que ce spectacle nécessite un temps de création sur le plateau du théâtre Jean Vilar et fera l'objet de trois représentations publiques les 28 et 29 avril 2015 ;
- Que, compte tenu de la nature même du contrat, ce marché (mapa 4B0211) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de coproduction du spectacle *Rosalie(s)*, joint en annexe, pour un montant de 36 000 € ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ce contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 10/12/2014
Notifiée le :

scène à l'air

**Contrat de coproduction de
spectacle**

ENTRE LES SOUSSIGNES

Raison sociale : **Compagnie Théâtre en Mouvement**
Adresse : 42 rue Adam de Craponne - 34000 Montpellier
N° Siret : 450 456 587 00036
Code APE : 9001Z
N° de licences : 2-1063715
Représentée par : Dominique Bailleux
En sa qualité de : présidente

Ci-après dénommée le producteur

D'une part,

Et

Raison sociale : **La Ville de Montpellier - Direction de la Culture et du Patrimoine
Théâtre Jean Vilar**
Adresse : 155 rue de Bologne 34080 MONTPELLIER
N° Siret : 213 401 722 01 787
Code APE : 8411Z
N° de licence : 1.104 86 94
Représentée par : Monsieur Philippe Saurel, maire, agissant ès-qualités en vertu d'une
Délibération du conseil municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations
consenties par le conseil municipal à Monsieur le Maire

Ci-après dénommée le « Théâtre »

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de son projet d'action culturelle, le théâtre Jean Vilar met l'accent sur la participation des habitants à la création d'œuvres collectives mêlant artistes professionnels et amateurs (création partagée). Durant la saison 2014/2015, il accueille « en résidence » la Compagnie Théâtre en mouvement pour la production d'une création partagée avec des habitantes du quartier de la Paillade, intitulée *Rosalie(s)*. Ce projet participatif implique de nombreux artistes et intervenants qui animent des ateliers avec des femmes du quartier tout au long de la saison, élaborent avec elles un projet artistique, mettent en œuvre des répétitions, pour aboutir à la création du spectacle. Ce spectacle fera l'objet de trois représentations publiques achetées par le théâtre Jean Vilar.

Article 1 : Objet

Le théâtre Jean Vilar et le producteur s'associent pour la production de cette œuvre originale, sous la direction artistique de Saïda Mezgueldi de la Compagnie Théâtre en Mouvement. La distribution artistique en est la suivante :

Ecriture et mise en scène : Saïda Mezgueldi
Aide à l'écriture : Catherine Barrière
Scénographie : Christophe Beyler
Plasticienne: Meriame Mezgueldi
Chant: Hind Richard
Son et création musique : Félix Nico
Lumière : Thomas Clément de Givry
Costumes : Pascaline Duron
Comédiennes : un chœur d'habitantes

Date des résidences au sein du théâtre : du lundi 19 janvier au vendredi 23 janvier 2015
du lundi 23 mars au vendredi 27 mars 2015
du samedi 11 avril au lundi 27 avril 2015

Dates des représentations : mardi 28 avril / 14h30 et 20h, mercredi 29 avril / 20h
Durée du spectacle : 1h environ

Article 2 : Obligations du Théâtre

Le théâtre met à la disposition du producteur, pendant toute la durée des résidences :

Son plateau et sa grande salle, ainsi que les espaces de travail qui y sont attachés : loges, foyer-cuisine, ateliers de fabrication, régie technique.

Les matériels disponibles dans la fiche du théâtre (annexe 1). Toute location de matériel supplémentaire sera à la charge exclusive du producteur.

Le personnel permanent du théâtre, nécessaire au bon fonctionnement général : 1 régisseur lumière, 1 régisseur plateau, 1 régisseur son, selon le planning d'occupation et le planning des techniciens du théâtre joint en annexe (annexe 2). Tout engagement de personnel supplémentaire sera à la charge exclusive du producteur et devra se faire avec l'accord préalable du directeur technique du théâtre.

Le planning d'occupation (annexe 2) est la base de l'accord des parties pour l'utilisation du théâtre. Toute modification de ces temps d'occupation ne peut se faire sans l'accord du directeur technique.

Le théâtre s'engage également à participer financièrement à la création du spectacle et à en acheter 3 représentations sous la forme d'un contrat de cession (voir article 4 : « conditions financières »).

Article 3 : Obligations du producteur

Le producteur assumera la responsabilité artistique, administrative et budgétaire de la production. A l'issu de la résidence, il fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

En sa qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. (Audiens, URSSAF, Pôle Emploi, Congés spectacles, FNAS, AFDAS....) Conformément à la réglementation, il fournira au théâtre les attestations de régularité vis-à-vis de ces organismes sociaux.

Le producteur se chargera en outre de contracter les assurances des biens et des personnes pour les dommages qu'il pourrait causer.

Au terme du partenariat, le producteur bénéficiera de l'entière propriété artistique et intellectuelle du spectacle et sera libre de son exploitation. Le théâtre ne pourra prétendre d'aucun droit sur le spectacle.

Article 4 : Conditions financières

Dans le cadre du partenariat artistique pour la création du spectacle *Rosalie(s)*, le théâtre Jean Vilar s'engage auprès du producteur par un soutien financier composé comme suit :

- | | |
|---------------------------------|--------------|
| - Participation à la production | 36 000 € TTC |
| - Achat de 3 représentations: | 9 000 € TTC |

Cet achat de représentations fera l'objet d'un contrat distinct de cession du droit d'exploitation de spectacle.

Article 5 : paiement

Le règlement des sommes dues au titre de l'article 4 se fera par mandat administratif sur présentation de facture (Joindre un RIB).

Le paiement se fera en deux versements :

- Participation à la production (1) : 5 000 € à la signature du présent contrat
- Participation à la production (2) : 31 000 € au premier trimestre 2015
- Achat des représentations : 9 000 € à l'issue des représentations, conformément au contrat de cession

Article 6 : Billetterie, prix des places et capacité de la salle

Le théâtre assurera le service général du lieu : accueil, billetterie, service de sécurité.

Le prix des places pour les représentations publiques est fixé à :

Plein Tarif > A l'unité : 15 €
Tarif Réduit > A l'unité : 11 €
Tarif moins de 16 ans > A l'unité : 5 €

La capacité du lieu est de 374 places assises.

Article 7 : Invitations

Le théâtre mettra à disposition du producteur 25 invitations par représentation.

Article 8 : Assurances

Le producteur est tenu d'assurer contre tous les risques, tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

Le Théâtre déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu.

Article 9 : Communication

La compagnie devra faire figurer sur tout le matériel d'information et de publicité concernant la création ou l'exploitation du spectacle la mention suivante « en partenariat et avec le soutien de la Ville de Montpellier, théâtre Jean Vilar - Direction de la Culture et du Patrimoine ».

La présence du logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports ou documents de communication réalisés par le producteur en rapport avec cette convention est obligatoire.

Le théâtre s'engage à aider la compagnie, dans la mesure de ses moyens, dans ses démarches de promotion et de diffusion de ce nouveau spectacle.

Le théâtre prendra en charge l'édition et l'envoi des invitations aux professionnels.

Article 10 : Annulation du contrat

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière à la date de rupture du contrat

Article 11 : Litige

En cas de litige sur l'interprétation et l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents mais seulement après épuisement des voies amiables.

Fait en double exemplaire à Montpellier, le 21 novembre 2014

Pour la Cie Théâtre en mouvement,

Dominique Bailliez

THEATRE EN MOUVEMENT

42, Rue Adrien de Craponne

34000 MONTPELLIER

Siret: 450 456 587 00036 - APE: 9001Z

Pour Monsieur le Maire
Monsieur le Maire adjoint
délégué à la culture

Cédric DE SAINT JOUAN



**Convention de mise à disposition du Carré Sainte
Anne à l'association Nouveau Sainte Anne pour
l'organisation de trois salons**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué

Considérant :

- Que l'association Nouveau Sainte Anne a déposé une demande en vue d'organiser, au Carré Sainte Anne, le Salon des Antiquaires du 5 au 7 décembre, la Mostra du Livre Ancien les 13 et 14 décembre et la Foire aux Santons les 20 et 21 décembre ;
- Que cette mise à disposition se fait dans le respect du règlement intérieur approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010 ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public de 510 € par jour d'ouverture au public est due, conformément à la grille des tarifs 2014 approuvée par délibération du 16 décembre 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 10/12/2014
Notifiée le :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CARRE SAINTE-ANNE A UNE ASSOCIATION

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Philippe SAUREL, dûment autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014

Et

L'association « Nouveau Sainte-Anne », 1 rue Sainte-Anne, 34000 MONTPELLIER et représentée par Monsieur Sadik FARABI, Président de l'association.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier en sa qualité de propriétaire met à disposition le Carré Sainte-Anne à l'association « Nouveau Sainte-Anne », du jeudi 4 décembre au lundi 8 décembre 2014 inclus pour le « Salon des antiquaires » (ouverture publique les 5, 6 et 7 décembre 2014), du jeudi 11 décembre au lundi 15 décembre 2014 inclus pour la « Mostra du livre ancien » (ouverture publique : 13 et 14 décembre 2014) et du vendredi 19 au lundi 22 décembre 2014 inclus pour la « Foire aux santons » (ouverture publique : les 20 et 21 décembre 2014).

ARTICLE 2 : L'association occupe les lieux en l'état, sans modification de structure et s'engage à les restituer en l'état à l'issue des périodes de mise à disposition. Elle en assurera également l'entretien courant.

ARTICLE 3 : Les lieux sont ouverts gratuitement au public pour les dates suscitées (article 1) de 10 heures à 20 heures. Le gardiennage est sous la responsabilité de l'association, en accord avec le responsable du lieu.

ARTICLE 4 : L'association est tenue d'assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des locaux, objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- les œuvres et objets exposés ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'association et leurs assureurs respectifs.

En cas de préjudice lors de la période de mise à disposition de la salle, l'association doit pouvoir produire une attestation de son assureur sanctionnant les dispositions précitées. Elle devra par la suite pouvoir en justifier la présentation à toute demande de la collectivité.

Si l'association choisit de ne pas contracter d'assurance concernant les dispositions précitées, la Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de préjudice relevant de ces mêmes dispositions.

ARTICLE 5 : La maintenance technique ainsi que les éclairages se feront en accord avec le responsable de la salle et des agents techniques de la Direction de la Culture et du Patrimoine affectés au Carré Sainte-Anne. En aucun cas les exposants ne devront sortir du Carré Sainte-Anne le matériel technique mis à leur disposition sans l'accord du responsable.

ARTICLE 6 : La Ville de Montpellier prendra à sa charge :

- l'envoi protocolaire du carton d'invitation à la liste habituelle.
- un suivi auprès de la presse (relais de l'information auprès de la presse locale.)
- le relais de la manifestation sur tous ses supports institutionnels de communication.

- l'installation et le démontage de certains matériels dans des limites déterminées par le régisseur des expositions en accord avec l'association et en fonction de ses possibilités de service,
- la présence de deux agents d'accueil et de surveillance durant toute la durée de l'ouverture au public des salons (personnel municipal non habilité à vendre objets ou publications pour un tiers.)
- la remise en état de la salle et son nettoyage courant.

ARTICLE 7 : Une clé de la porte d'entrée sera remise au Président de l'association ainsi qu'un numéro de code personnel pour l'alarme le jeudi 4 décembre 2014. Le Président de l'association sera responsable de la mise en service de l'alarme pour toute ouverture et fermeture en dehors des heures ouvrables. Le responsable du lieu devra en être informé au préalable. En aucun cas la clé ne devra être prêtée à un tiers sans l'accord du responsable du lieu.

ARTICLE 8 : Conformément à la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2013, la redevance d'occupation du domaine public est fixée à 510 € par jour pour l'année 2014, pendant les jours d'ouverture au public des salons ; en contrepartie de cette redevance, la vente d'œuvres d'art, d'artisanat, de publications et d'objets est autorisée au sein du Carré Sainte-Anne.

Si des documents annexes concernant l'exposition (catalogues, fascicules, cartes postales) sont vendus au profit de l'association, cette vente sera faite sous son entière responsabilité .

Par ailleurs, un chèque de caution de 385 € sera déposé par l'association, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal Municipal. Cette caution pourra être retenue par la Ville de Montpellier en cas de détérioration de la structure de la salle, détérioration ou disparition du matériel mis à disposition.

ARTICLE 9 : L'association devra faire figurer sur tous les documents de communication, de manière bien visible, le logo de la Ville de Montpellier selon la charte graphique en vigueur, ainsi que la dénomination du lieu Carré Sainte-Anne et l'adresse : rue Philippy – 34000 Montpellier. Tous les documents de communication liés à la manifestation faisant l'objet de cette convention devront obligatoirement être visés, avant impression et diffusion, par la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

ARTICLE 10 : L'association devra jouir personnellement de la salle d'exposition et ne devra en aucun cas sous traiter l'espace.

ARTICLE 11 : La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non respect de tout ou partie de l'une de ces clauses. En cas de résiliation au tort de l'association, celle-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention est du ressort des Tribunaux compétents de la Ville de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Le Président de l'association,

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint délégué,

Sadik FARABI
(Signature et cachet)

Cédric de Saint Jouan



**Direction Architecture et
Immobilier**
Service Gestion Active de
la Propriété et Sécurité

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0411

**Fourniture et mise en place d'équipements réseau,
téléphonie et audiovisuels dans le futur Hôtel de Ville
et autres bâtiments communaux - Avenants n° 1
Annule et remplace la décision n° 2014/0358**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 33 et les articles 60 à 64 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2014/0358 du 23 octobre 2014 : « Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur Hôtel de Ville et autres bâtiments communaux » ;
- Vu le rapport d'avenant ;
- Vu les projets d'avenants n° 1 ;

Considérant :

- Que la décision n° 2014/0358 comporte une erreur matérielle qu'il convient de rectifier ;
- Que pour répondre aux besoins opérationnels des services de la Ville, un marché n° 0G48 « Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur Hôtel de Ville et autres bâtiments communaux » a été lancé ;
- Que par délibération du 26 juillet 2010, le lot 1 « Systèmes réseaux et TOIP » a été attribué à la Société France Télécom, et le lot 2 « Systèmes audiovisuels » à la Société IEC ;
- Que ces marchés ont été conclus pour un an renouvelable trois fois à compter du 6 octobre 2010 (lot 1) et 5 octobre 2010 (lot 2). Au maximum, les marchés se terminent donc le 5 octobre 2014 (lot 1) et le 4 octobre 2014 (lot 2) ;
- Qu'à la suite d'apparition de gerçures et d'écailles sur les placages en bois de pupitres de la salle du Conseil municipal, la Ville a été autorisée par l'expert judiciaire, nommé par le Tribunal Administratif, à réaliser les travaux de reprises de ces placages. L'opération, qui doit se dérouler sur 6 mois (début août 2014 à fin janvier 2015), consiste en la dépose des pupitres, la reprise des placages en atelier et leur repose.
- Que ces mobiliers étant connectés au réseau de données informatiques de l'Hôtel de Ville et au système audiovisuel, il est nécessaire que les titulaires des marchés précités interviennent sur ces installations pendant cette période jusqu'au mois de janvier 2015 ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de prolonger la durée de ces deux marchés ;

Décide en conséquence :

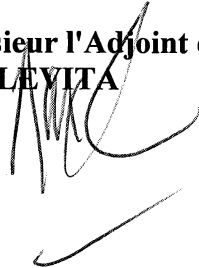
- D'approuver les avenants n° 1 ayant pour objet une prolongation de durée relatifs aux deux lots du marché n° 0G48 « Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur Hôtel de Ville et autres bâtiments communaux » ;
- La dépense sera imputée sur les budgets de la Ville 2014 et 2015 ;

777

- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer les avenants n° 1 avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;
- Monsieur le Directeur Général des Services, par intérim et Monsieur le Précepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 05/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 08/12/2014
Notifiée le :

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

FRANCE TELECOM AGENCE ENTREPRISES
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur hôtel de ville
et autres bâtiments communaux
Systèmes réseaux et TOIP

N° du marché :
0G48819A

Notifié le :
06 octobre 2010

Montant estimatif du marché :
Montant HT : 1 100 000,00 €

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

779

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier le délai d'exécution du contrat pour le motif suivant: suite à l'apparition de gerçures et d'écailles sur les placages en bois de pupitres de la salle du conseil municipal, la Ville a été autorisée par l'expert judiciaire nommé par le tribunal administratif à réaliser les travaux de reprise de ces placages.

L'opération qui va se dérouler sur 6 mois, d'août 2014 à fin janvier 2015, consistera en la dépose des pupitres, la reprise des placages en atelier et leur repose.

Ces mobiliers étant connectés au réseau de données informatiques de l'Hôtel de Ville et au système audiovisuel, il sera nécessaire que le titulaire intervienne pendant cette période.

ARTICLE 2

Le délai initial est prolongé jusqu'au 31 janvier 2015.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

L'Adjoint Délégué

Max LEVITA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

IEC
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur hôtel de ville
et autres bâtiments communaux
Systèmes audiovisuels

N° du marché :
0G48819B

Notifié le :
05 octobre 2010

Montant estimatif du marché :
Montant HT : 400 000,00 €

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier le délai d'exécution du contrat pour le motif suivant: suite à l'apparition de gerçures et d'écailles sur les placages en bois de pupitres de la salle du conseil municipal, la Ville a été autorisée par l'expert judiciaire nommé par le tribunal administratif à réaliser les travaux de reprise de ces placages.

L'opération qui va se dérouler sur 6 mois, d'août 2014 à fin janvier 2015, consistera en la dépose des pupitres, la reprise des placages en atelier et leur repose.

Ces mobiliers étant connectés au réseau de données informatiques de l'Hôtel de Ville et au système audiovisuel, il sera nécessaire que le titulaire intervienne pendant cette période.

ARTICLE 2

Le délai initial est prolongé jusqu'au mois de janvier 2015

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Monsieur Le Maire
l'Adjoint Délégué

Max LEVITA

rt

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

MARDI 30 DÉCEMBRE 2014

Montpellier, le 22 décembre 2014



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **mardi 30 décembre 2014 à 11h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et la synthèse relative à l'affaire présentée.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 30 décembre 2014
- Synthèse de l'affaire du 30 décembre 2014

786

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du mardi 30 décembre 2014
11h – Salle du Conseil Municipal**

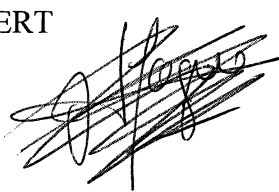

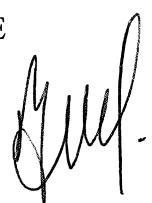
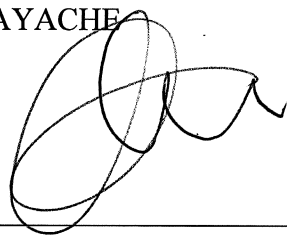

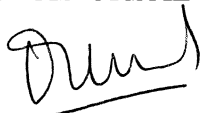

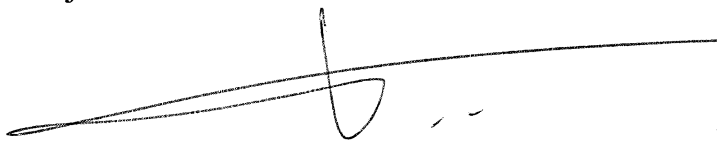
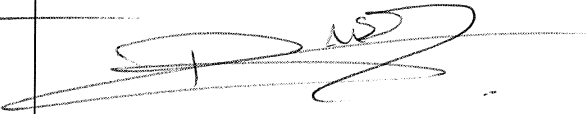
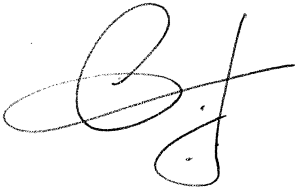
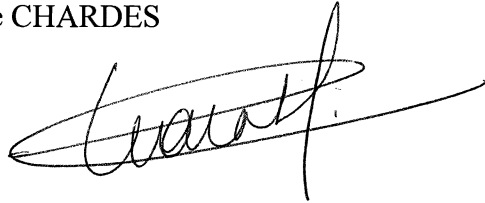
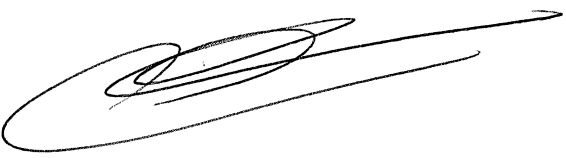
Adoption de l'ordre du jour


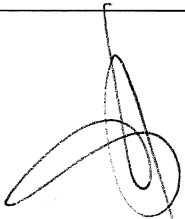
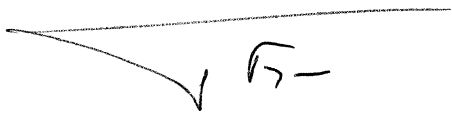
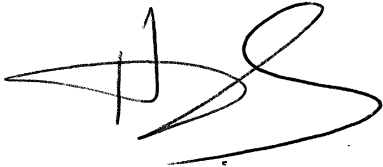
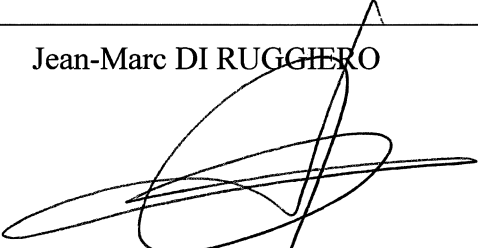

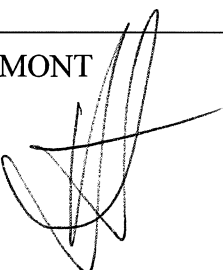



Finances

1. Taxe de séjour - Composantes et modalités de recouvrement suite à la réforme adoptée le 18 décembre 2014 en loi de finances 2015 (article 67)

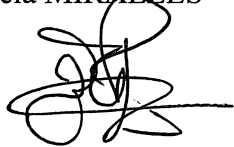

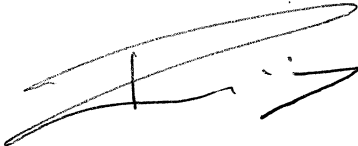


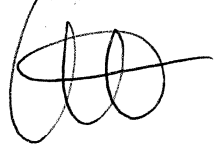

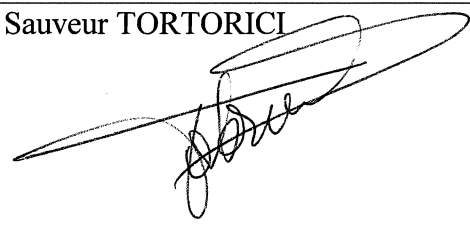
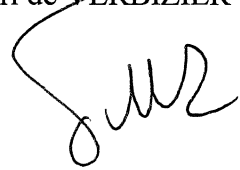
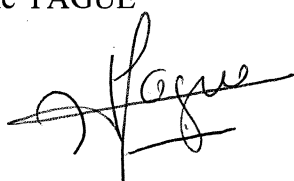
LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 30 décembre 2014

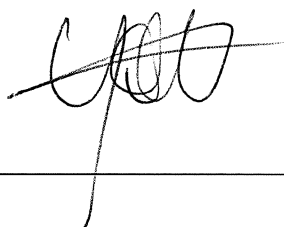
| | |
|---|--|
| Fabien ABERT  | Lorraine ACQUIER  |
| Luc ALBERNHE | Rémi ASSIE  |
| Sophia AYACHE  | Guy BARRAL  |
| Valérie BARTHAS-ORSAL  | Maud BODKIN  |
| Françoise BONNET | Sabria BOUALLAGA |
| Djamel BOUMAAZ  | Anne BRISSAUD  |
| Nancy CANAUD  | Gérard CASTRE  |
| Mylène CHARDES  | Robert COTTE  |

| | |
|---|---|
| Christophe COUR | Jean-Luc COUSQUER  |
| Perla DANAN  | Titina DASYLVA  |
| Michaël DELAFOSSE  | Véronique DEMON |
| Cédric De SAINT-JOUAN | Jean-Marc DI RUGGERO  |
| Jacques DOMERGUE | Michèle DRAY-FITOUSSI  |
| Christian DUMONT  | Abdi EL KANDOUSSI  |
| Julie FRÊCHE | Vincent HALUSKA  |
| Clare HART | France JAMET  |

| | |
|---|--|
| Stéphanie JANNIN | Sonia KERANGUEVEN  |
| Anne Louise KNAPNOUGEL | Pascal KRZYZANSKI  |
| Gérard LANNELONGUE | Alex LARUE  |
| Max LEVITA  | Chantal LEVY-RAMEAU  |
| Nicole LIZA  | Audrey LLEDO  |
| Henri MAILLET  | Mustapha MAJDOUL |
| Jérémie MALEK  | Chantal MARION  |
| Isabelle MARSALA  | Hervé MARTIN  |

| | |
|--|---|
| Dominique MARTIN-PRIVAT | Patricia MIRALLES  |
| Jean-Pierre MOURE  | Caroline NAVARRE |
| Véronique PEREZ | Khanthaly PHOUTTHASANG |
| Patrick RIVAS  | Brigitte ROUSSEL-GALIANA  |
| Samira SALOMON  | Marie-Hélène SANTARELLI  |
| Philippe SAUREL  | Sauveur TORTORICI  |
| Bernard TRAVIER | Henri de VERBIZIER  |
| Patrick VIGNAL | Annie YAGUE  |

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Rabii Yousseus', is written over the text 'Rabii YOUSSEUS'. The signature is stylized with a large 'R' and a long horizontal stroke.

Secrétariat Général
Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du mardi 30 décembre 2014 à 11h00
Salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville

Convoqué le mardi 23 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 30 décembre 2014 à 11h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Sabria BOUALLAGA, Françoise BONNET, Christophe COUR, Cédric de SAINT-JOUAN, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Bernard TRAVIER.

Absents :

Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 1 Taxe de séjour - Composantes et modalités de recouvrement suite à la réforme adoptée le 18 décembre 2014 en loi de finances 2015 (article 67)

Pour : 55

Contre : 4

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Séance publique du mardi 30 décembre 2014

Convoqué le mardi 23 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 30 décembre 2014 à 11h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Sabria BOUALLAGA, Françoise BONNET, Christophe COUR, Cédric de SAINT-JOUAN, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Bernard TRAVIER.

Absents :

Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL.

Taxe de séjour - Composantes et modalités de recouvrement suite à la réforme adoptée le 18 décembre 2014 en loi de finances 2015 (article 67)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour accueillir au mieux ses nombreux visiteurs, la Ville de Montpellier met à leur disposition de multiples équipements et infrastructures, que ce soit en matière d'aménagement urbain, de manifestations culturelles ou d'activités de promotion.

Afin que ces visiteurs participent au financement et à l'entretien des équipements, le Conseil Municipal, par délibération du 25 juillet 1989, a institué une taxe de séjour sur les hôtels, meublés et résidences hôtelières accueillant des personnes non soumises à la taxe d'habitation sur Montpellier. D'autres dispositions relatives à cette taxe ont par la suite été prises par le Conseil Municipal, entérinées par la Délibération N° 2012/261 du 29 mai 2012.

Il convient aujourd'hui de proposer au Conseil Municipal d'adopter pour la Ville de Montpellier les nouvelles dispositions relatives à la taxe de séjour, introduites par la réforme du Code Général des Collectivités Territoriales modifié, du fait de l'article 44 bis de la loi de finances 2015 adoptée le 18 décembre dernier.

Redevables, tarifs et conditions d'exonération de la taxe de séjour (Articles L. 2333-29 à 32 du CGCT modifié)

Redevables - Art L. 2333-29 : La taxe de séjour est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont redevables de la taxe d'habitation.

Ainsi, les personnes séjournant à **Montpellier** dans les hôtels et résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les chambres d'hôtes et les autres formes d'hébergement de caractéristiques équivalentes sont assujetties à la taxe de séjour au réel.

Tarifs - Art L.2333-30 : Le tarif de la taxe de séjour est fixé par délibération du Conseil Municipal avant le début de la période de perception, pour chaque nature et pour chaque catégorie d'hébergement par personne et par nuitée de séjour, conformément au barème fixé au présent article dont les limites seront revalorisées chaque année en fonction du taux prévisionnel d'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages hors tabac :

A compter du **1^{er} janvier 2015**, les tarifs de la taxe de séjour au réel sont arrêtés comme suit à **Montpellier**. Le tableau ci-dessous tient compte des 10% de taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour, instituée par le Conseil Général par délibération du 26 février 1990) :

| Catégories d'hébergements | Taxe communale | Taxe additionnelle départementale 10% | Taxe totale par nuitée et par personne |
|--|----------------|---------------------------------------|--|
| Palaces et autres établissements équivalents | 2,00 € | 0,20 € | 2,20 € |
| Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 5 étoiles | 1,64 € | 0,16 € | 1,80 € |
| Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 4 étoiles | 1,27 € | 0,13 € | 1,40 € |
| Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 3 étoiles | 0,91 € | 0,09 € | 1,00 € |
| Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 2 étoiles | 0,77 € | 0,08 € | 0,85 € |
| Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 1 étoile | 0,64 € | 0,06 € | 0,70 € |
| Hôtels et Résid ^{ces} tourisme et autres établissements équivalents non classés ou en attente de classement | 0,32 € | 0,03 € | 0,35 € |
| Meublés tourisme et autres établissements équivalents non classés ou en attente de classement | 0,32 € | 0,03 € | 0,35 € |
| Camping et autres terrains d'hébergement de plein air classés 3 à 5 étoiles | 0,32 € | 0,03 € | 0,35 € |
| Camping et autres terrains d'hébergement de plein air classés 1 et 2 étoiles | 0,18 € | 0,02 € | 0,20 € |

Exonérations - Art L.2333-31 :

Les exonérations de la taxe de séjour au réel appliquée à Montpellier dans les hôtels et résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les chambres d'hôtes et les autres formes d'hébergement de caractéristiques équivalentes sont les suivantes :

Sont exemptées de la taxe de séjour :

1° Les personnes mineures

2° Les titulaires d'un contrat de travail saisonniers employés dans la commune

3° Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire

4° Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine.

Arrêtés du Maire - Art L. 2333-32 : Des arrêtés du Maire répartissent, par référence au barème mentionné à l'article L. 2333-30, les aires, les espaces, les locaux et les autres installations accueillant les personnes mentionnées à l'article L. 2333-29.

Perception, recouvrement, contrôle, sanctions et contentieux de la taxe de séjour (Articles L. 2333-33 à 39 du CGCT modifié)

Perception - Art L. 2333-33 : La taxe de séjour au réel est perçue sur les assujettis définis à l'art. L. 2333-29, pour le compte de commune bénéficiaire de la taxe, directement par les logeurs, hôteliers, propriétaires et autres intermédiaires lorsque ces personnes reçoivent le montant des loyers qui leur sont dus, avant le départ des assujettis, alors même que, du consentement du logeur, hôtelier, propriétaire ou principal locataire, le paiement du loyer est différé.

Modalités de perception et de reversement de la taxe de séjour au réel

Art. L 2333-34 – I : les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 versent, aux dates fixées par délibération du conseil municipal, sous leur responsabilité, le montant de la taxe calculé en application des articles L. 2333-29 à L. 2333-31.

A Montpellier, la taxe est perçue toute l'année, du 1^{er} janvier au 31 décembre, quelle que soit la durée du séjour, pour être reversée trimestriellement au comptable public, aux dates fixées comme suit par le Conseil Municipal :

- 1^{er} trimestre : 15 avril de l'année en cours
- 2^{ème} trimestre : 15 juillet de l'année en cours
- 3^{ème} trimestre : 15 octobre de l'année en cours
- 4^{ème} trimestre : 15 janvier de l'année suivante

Art. L. 2333-34 – II : les professionnels qui, par voie électronique, assurent un service de réservation, de location ou de mise en relation en vue de la location d'hébergements pour le compte des logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 peuvent être préposés, sous réserve d'avoir été habilités par eux à cet effet, à la collecte de la taxe et à son reversement une fois par an au comptable assignataire de la Commune, ainsi qu'à l'exécution des formalités déclaratives correspondantes.

Formalités déclaratives, liquidation et reversement de la taxe collectée

Art. L. 2333-35 : en cas de départ furtif d'un assujetti, la responsabilité des logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ne peut être dérogée que s'ils ont avisé le Maire sous huit jours et déposé entre ses mains une demande d'exonération adressée au juge du Tribunal d'Instance. Les professionnels mentionnés au II de l'art. L. 2333-34 peuvent présenter une demande en exonération dans les mêmes conditions de forme dans les deux mois suivant la facturation du séjour, lorsqu'ils justifient n'avoir pu obtenir le paiement de la taxe par l'assujetti.

Le Maire transmet cette demande dans les 24 heures au juge du Tribunal d'Instance qui statue sans frais.

A défaut de signalement dans les conditions prévues, la taxe est due par les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33.

Art. L. 2333-36 : le montant des cotisations acquittées est contrôlé par la Commune. Le Maire et les agents commissionnés par lui peuvent procéder à la vérification des déclarations produites et demander la communication des pièces comptables s'y rapportant.

Art. L. 2333-37 : Les réclamations sont instruites par les services de la Commune bénéficiaire. Tout redevable qui conteste le montant de la taxe qui lui est notifié l'acquitte à titre provisionnel sauf à en obtenir le dégrèvement par réponse motivée du Maire statuant sur sa réclamation dans un délai de trente jours.

A Montpellier, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 doivent établir, au cours de la période de perception, un état justificatif chronologique faisant apparaître :

798

- le nombre de personnes ayant logé dans l'établissement et le nombre de jours passés, équivalant au nombre total de nuitées
- le cas échéant, le nombre de nuitées exonérées et les motifs d'exonération,
- le nombre de nuitées taxées,
- le montant de la taxe perçue.

(Ne doit figurer sur cet état aucun élément relatif à l'état civil des personnes hébergées).

Ils remettent, aux dates de versement fixées aux 15 avril, 15 juillet, 15 septembre et 15 janvier, ces états justificatifs de perception de la taxe de séjour aux services de la Ville.

A réception, le montant des cotisations à acquitter est vérifié par les services de la Ville qui liquident la recette pour le montant total encaissé pendant la période de perception.

Au vu de ce titre de recette, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 reversent le montant de la taxe de séjour, sous leur responsabilité, au comptable public assignataire de la Commune.

Contrôle et contentieux

Art L. 2333-38 : en cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe collectée, le Maire adresse aux logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ainsi qu'aux professionnels mentionnés au II de l'art. L. 2333-34 une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pour régularisation dans un délai de trente jours.

A défaut, un avis de taxation d'office motivé est adressé au déclarant défaillant, au moins trente jours avant la mise en recouvrement de l'imposition.

Tout retard de versement donne lieu à l'application d'un intérêt égal à 0,75% par mois de retard.

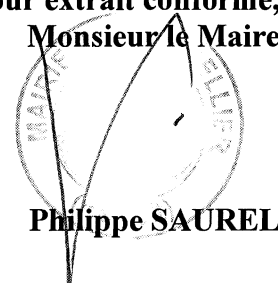
Art. L. 2333-39 : les contentieux relatifs à la taxe de séjour sont présentés et jugés comme en matière de droits d'enregistrement, de taxe sur la publicité foncière, de droit de timbre, de contributions indirectes et de taxes assimilées à ces droits ou contributions.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver l'ensemble des mesures relative la taxe de séjour telles qu'exposées ci-dessus et, afin de de mettre en œuvre la réforme du régime de cette taxe à compter du 1^{er} janvier 2015, de substituer cette délibération à toutes les précédentes,
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 décembre 2014